

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Philippe
MACHENAUD-JACQUERMatahiti 150
N° 30**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 26
no Tiurai 2001

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 - 98713 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Rectificatif à l'arrêté n° 163 CAB/B.DEF du 23 mars 2001 relatif à l'obligation de constituer et de conserver des stocks stratégiques de produits pétroliers en Polynésie française, publié au J.O.P.F. n° 14 du 5 avril 2001 à la page 816	1834
Arrêté n° 364 MASO du 26 juin 2001 relatif au financement de la réalisation d'un ouvrage intitulé "l'Archipel des Australes" par les éditions Le Motu	1834
Décision n° 81 du 2 juillet 2001 portant modification de la composition du comité technique paritaire local compétent à l'égard des fonctionnaires des douanes créé pour l'administration de la Polynésie française	1835
Arrêté n° 373 AC.DIR du 4 juillet 2001 portant création d'un comité local de sûreté aéroportuaire (C.L.S.) sur l'aéroport de Tahiti-Faa'a et annulant un arrêté antérieur	1835
Arrêté n° 185 DAF/PERS du 17 juillet 2001 complétant l'arrêté n° 281 DAF/PERS du 13 octobre 2000 portant délégation de signature à M. Bruno Roumegou, administrateur principal des affaires maritimes, chef du service des affaires maritimes de Polynésie française	1836

EXTRAITS

Arrêté n° 186 DAF/PERS du 18 juillet 2001 portant affectation de M. Michel Bourguignon, lieutenant-colonel, 4e échelon	1837
--	------

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Délégation n° 2001-86 APF du 12 juillet 2001 portant modification n° 4 du budget général du territoire, exercice 2001	1838
Délégation n° 2001-87 APF du 12 juillet 2001 modifiant la délibération n° 93-168 AT du 30 décembre 1993 modifiée, portant modification de la fiscalité perlière à l'exportation	1842
Délégation n° 2001-88 APF du 12 juillet 2001 portant définition des produits tirés de l'activité de la perliculture en Polynésie française et fixation des règles relatives à la classification, à la commercialisation et aux formalités d'exportation de la perle de culture de Tahiti	1842
Délégation n° 2001-89 APF du 12 juillet 2001 portant modification du régime indemnitaire applicable aux membres du gouvernement du territoire	1845

Délégation n° 2001-90 APF du 12 juillet 2001 modifiant la délibération n° 84-1018 AT du 11 octobre 1984 modifiée portant modification du régime indemnitaire applicable aux membres du gouvernement du territoire et aux membres de l'assemblée territoriale	1846
Délégation n° 2001-91 APF du 12 juillet 2001 portant modification du budget de l'assemblée de la Polynésie française pour l'exercice 2001	1846
Délégation n° 2001-92 APF du 12 juillet 2001 portant modification du régime indemnitaire applicable aux membres de l'assemblée de la Polynésie française	1847
Délégation n° 2001-93 APF du 12 juillet 2001 portant modification de la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 ...	1847
Délégation n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente	1851

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêtés n° 887 et n° 888 CM du 16 juillet 2001 portant nomination du directeur et du commissaire du gouvernement auprès de l'établissement public dénommé "Tahiti Nui Manureva"	1855
Arrêté n° 893 CM du 16 juillet 2001 modifiant l'arrêté n° 961 CM du 12 septembre 1996 portant règlement général du pilotage maritime à l'approche et à la sortie des eaux intérieures de la Polynésie française	1856
Arrêté n° 894 CM du 16 juillet 2001 modifiant l'arrêté n° 962 CM du 12 septembre 1996 portant règlement local de la station de pilotage des îles de la Société	1856
Arrêté n° 895 CM du 16 juillet 2001 fixant les modalités d'instruction des demandes de conversion des brevets de conduite militaires en permis de conduire civils	1857
Arrêté n° 897 CM du 16 juillet 2001 modifiant l'arrêté n° 259 CM du 11 mars 1991 modifié portant création de la commission d'examen des tarifs maritimes interinsulaires	1858
Arrêté n° 902 CM du 19 juillet 2001 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres en matière de permis de travail et de cartes professionnelles d'étranger	1858

EXTRAITS

Arrêté n° 889 CM du 16 juillet 2001 renvoyant en seconde lecture les délibérations n° 1-01 et n° 3-01 CA/ATP de l'Agence tahitienne de presse	1859
Arrêté n° 890 CM du 16 juillet 2001 portant virement de crédits au sein du chapitre 944 "Secteur culture"	1859
Arrêté n° 891 CM du 16 juillet 2001 portant répartition des crédits de paiement n° 7-2001 de l'exercice 2001	1859
Arrêté n° 892 CM du 16 juillet 2001 fixant les modalités d'application de l'article 346-9 du code des impôts relatif à l'acompte provisionnel versé par les assujettis soumis au régime d'imposition simplifié de la taxe sur la valeur ajoutée	1859
Arrêté n° 896 CM du 16 juillet 2001 habilitant le Président du gouvernement de la Polynésie française à signer au nom de la Polynésie française une convention relative à la réalisation du programme Photom 5 en Polynésie française	1859
Arrêté n° 898 CM du 16 juillet 2001 complétant et modifiant l'arrêté n° 980 CM du 6 septembre 1990 autorisant l'affectation d'une partie des anciens locaux du service des affaires économiques à Fare Ute, Papeete, au profit de l'Institut territorial de la consommation	1859

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêtés n° 1706 à n° 1709 PR du 16 juillet 2001 relatifs à l'exercice des attributions du ministre de l'économie et des finances, du ministre de l'équipement et des ports, et du ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres	1860
Arrêté n° 1710 PR du 17 juillet 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la santé et de la recherche	1861

Arrêté n° 1744 PR du 18 juillet 2001 relatif à l'exercice des attributions du vice-président, ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes	1861
---	------

EXTRAITS

Arrêté n° 1718 PR du 17 juillet 2001 portant attribution de subvention dans le cadre des dispositions de la délibération n° 97-33 APF du 20 février 1997 modifiée, instituant un dispositif de soutien territorial à l'exportation	1861
--	------

Arrêté n° 1724 PR du 17 juillet 2001 portant désignation de M. Pierre Lacombe en qualité de maître d'œuvre au sein de la commission des marchés de l'Université de la Polynésie française, siégeant en formation de jury	1862
--	------

Arrêté n° 1730 PR du 18 juillet 2001 modifiant l'arrêté n° 1052 PR du 22 septembre 1999 accordant le concours financier du territoire à la commune de Moorea-Maiao pour la 1 ^{re} tranche du plan d'action à court terme de l'adduction d'eau potable sur l'île de Moorea	1862
--	------

Ministère de l'économie et des finances

Arrêté n° 2822 MEF du 13 juillet 2001 portant délégation de signature à M. Hervé Tevita Varet, chef du service de l'informatique	1862
--	------

**Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,
et de l'humanisation de la ville**

Arrêté n° 2820 MLA du 13 juillet 2001 autorisant M. Chonsui Jean-Henri dit Abé à réaliser les travaux du lotissement "Te Tumu" sur les parcelles B11b, B11b <i>bis</i> et H11 dépendant du partage des consorts Tumahai sises dans la vallée de Matatia à Punaauia	1862
--	------

**Ministère des affaires foncières, du domaine, de la valorisation
et de la redistribution des terres**

Arrêté n° 2858 MAF du 17 juillet 2001 portant délégation de signature du ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres	1865
---	------

Ministère de l'équipement et des ports**EXTRAITS**

Arrêté n° 2870 MEP du 18 juillet 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références N255 et N387 (plan n° 127) nécessaires aux travaux de la 2 ^e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia.	1865
--	------

Ministère des transports et de l'énergie**EXTRAITS**

Arrêté n° 2884 MTR du 19 juillet 2001 fixant les quotas de gazole relevant de la codification douanière 27.10.00.37 à attribuer aux transporteurs publics routiers réguliers de personnes organisés en groupements professionnels conventionnés des îles de Huahine et Raiatea pour le deuxième quadrimestre 2001.	1865
--	------

Ministère de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises

Arrêté n° 2853 MPI du 17 juillet 2001 portant délégation de signature du ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises à M. Jules Cheffort, chef du département de la réglementation et du contrôle, du 16 juillet 2001 au 1 ^{er} août 2001 inclus	1866
---	------

Ministère de l'agriculture et de l'élevage**EXTRAITS**

Arrêté n° 2836 MAE du 13 juillet 2001 accordant au navire-usine "Sapmer" un agrément pour l'exportation vers l'Union européenne de poisson congelé entier et sous forme de filets.	1867
--	------

Ministère de la santé et de la recherche**EXTRAITS**

- Arrêté n° 2864 MSR/DS du 18 juillet 2001 portant proclamation des résultats du concours d'entrée pour la formation d'infirmier(ère) diplômé(e) d'Etat à l'Institut de formation en soins infirmiers Mathilde-Frébault (session 2001) 1867

Ministère de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative**EXTRAITS**

- Arrêté n° 2883 MJS du 19 juillet 2001 accordant un agrément à la Fédération d'athlétisme de Polynésie française 1867

- Arrêté n° 2900 MJS du 19 juillet 2001 portant attribution du brevet polynésien d'animateur, option Animateur de quartier. 1867

Ministère du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative

- Arrêté n° 2823 MTD/PEL du 13 juillet 2001 annulant et reportant à une date ultérieure les dates des élections des représentants du personnel des commissions administratives paritaires de la fonction publique de la Polynésie française fixées par l'arrêté n° 1080 MFR/PEL du 29 mars 2001 modifié 1868

EXTRAITS

- Arrêté n° 2885 MTD/PEL du 19 juillet 2001 nommant les membres du jury du concours externe, sur épreuves, pour le recrutement d'attachés d'administration de catégorie A affectés à des fonctions de statisticien-économiste, relevant de la fonction publique de la Polynésie française 1868

- Arrêté n° 2886 MTD/PEL du 19 juillet 2001 nommant les membres du jury des concours externe et interne par voie générale sur épreuves, pour le recrutement d'attachés d'administration de catégorie A relevant de la fonction publique de la Polynésie française 1868

ARRETES DE LA PRESIDENTE DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

- Arrêté n° 81-2001 APF/SG du 13 juillet 2001 prenant acte de l'élection des conseillers territoriaux au sein de la commission spéciale chargée de la préparation du budget de l'assemblée de la Polynésie française. 1869

- Arrêté n° 82-2001 APF/SG du 13 juillet 2001 modifiant l'arrêté n° 49-2001 APF/SG du 22 mai 2001 prenant acte de l'élection des conseillers territoriaux au sein des organismes ou commissions extérieures de l'assemblée de la Polynésie française. 1869

ACTES MUNICIPAUX**Commune de Papara**

- Arrêté municipal n° 2001-129 du 3 juillet 2001 prescrivant la lutte contre les bruits de voisinage 1869

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

- Décret du 28 juin 2001 portant naturalisation, réintégration, mention d'enfants mineurs bénéficiant de l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents et francisation de noms et prénoms. (J.O.R.F. du 29 juin 2001, page 10354). (Extraits) 1871

- Décret n° 2001-562 du 29 juin 2001 modifiant certaines dispositions de la partie Réglementaire du code de justice administrative relatives au Conseil d'Etat. (J.O.R.F. du 30 juin 2001, page 10404) 1871

EXTRAITS

- Décret n° 95-1026 du 13 septembre 1995 fixant pour l'année 1995 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation (extrait d'une décision d'annulation du Conseil d'Etat). (J.O.R.F. du 10 juillet 2001, page 10955) 1871

Décret n° 98-179 du 11 mars 1998 fixant pour l'année 1997 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation (extrait d'une décision d'annulation du Conseil d'Etat). (J.O.R.F. du 10 juillet 2001, page 10955)	1872
Décisions du 13 juin 2001 portant agrément d'associations de financement de partis ou d'organisations politiques. (J.O.R.F. du 30 juin 2001, page 10477)	1872
Convention de financement n° 76-01 du 9 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Fatu Hiva pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "A.E.P., mise en œuvre du programme de travaux à court terme du schéma directeur d'alimentation en eau potable de Fatu Hiva"	1872
Conventions de financement n° 44-01 à n° 47-01 IDV du 11 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier aux Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (C.E.M.E.A.) pour les actions intitulées "Formation d'animateurs, Sorties éducatives à l'attention des jeunes de Faa'a, Centre de loisirs sans hébergement à Faa'a, et Mini-séjours de vacances"	1872
Conventions de financement n° 48-01 et n° 49-01 IDV du 11 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à : - l'association sportive Tevairoa pour l'action intitulée "Pratique du volley-ball" ; - à l'association Ecole de voile de Arue pour l'action intitulée "Saga Painapo 2001"	1874
Convention n° 77-01 MAC/AEP du 12 juillet 2001 relative à la bonification du prêt souscrit par la commune de Tumaraa pour un programme d'adduction d'eau potable	1874
Avenant n° 78-01 MAE/AEP du 12 juillet 2001 à la convention n° 345-98 MAE/AEP du 20 octobre 1998 relative à la bonification du prêt souscrit par la commune de Nuku Hiva pour un programme d'adduction d'eau potable	1875
Conventions n° 79-01 à n° 83-01 MAC/AEP du 12 juillet 2001 relatives à la bonification des prêts souscrits par les communes de Arue, Hitia'a O Te Ra, Papara, Pirae et Huahine pour un programme d'adduction d'eau potable	1875
Conventions de financement n° 50-01 et n° 51-01 IDV du 13 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à : - l'Association Espoir jeunesse de Punaauia pour l'action intitulée "Activités 2001 de la Maison pour tous de Punaauia" ; - l'association Union chrétienne des jeunes gens (U.C.J.G.) de Tooa O Te Ra pour l'action intitulée "Mini-Heiva 2001"	1876
Convention de financement n° 52-01 IDV du 16 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétil) pour l'action intitulée "Mise en place du dispositif de M.O.U.S. à Mamao"	1877
Conventions de financement n° 53-01 à n° 56-01 IDV du 17 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à : - l'association Te Mataara O Te Muriavai No Punaruu pour les actions intitulées "Mini-camps à La Maroto et à Moorea" ; - l'association Espoir jeunesse de Punaauia pour l'action intitulée "Formation au permis de conduire" ; - le Foyer socio-éducatif du collège de Faa'a pour l'action intitulée "Atelier de flûte nasale - vivo"	1877
ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE	
Service des douanes.— Cours des changes (période du 26 juillet au 8 août 2001 inclus)	1879
Office des postes et télécommunications.— Décision n° 2001-63 DDRX/SAT/DAC du 12 juillet 2001 relative à l'offre T.N.S. "Spécial Heiva" dans les agences O.P.T.	1879
Service de l'urbanisme.— 1° Avis officiel n° L/2001-3 MLA.AU du 16 juillet 2001 concernant une demande d'autorisation de lotir en 6 lots de l'extension de la zone industrielle de la Punaruu, à Punaauia, formulée par M. Richard Brotherson	1880
2° Avis officiel n° L/2001-5 MLA.AU du 16 juillet 2001 concernant une demande d'autorisation de lotir en 42 lots du lotissement "Résidence Mitorapa", à Toahotu, formulée par M. James dit Jimmy Nordhoff.	1880
3° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour le mois de juillet 2001	1880

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	1884
Annonces diverses	1885

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 163 CAB/B.DEF du 23 mars 2001 relatif à l'obligation de constituer et de conserver des stocks stratégiques de produits pétroliers en Polynésie française, publié au J.O.P.F. n° 14 du 5 avril 2001, à la page 816.

Supprimer le visa :

"Vu le code des douanes rendu applicable en Polynésie française et notamment ses articles 60, 63 *ter* et 65."

ARRETE n° 364 MASC du 26 juin 2001 relatif au financement de la réalisation d'un ouvrage intitulé "l'Archipel des Australes" par les éditions Le Motu.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu les ordonnances de délégation de crédits n° 4 du 11 décembre 2000 et n° 12 du 18 janvier 2001 du ministère de la culture et de la communication ;

Vu la demande en date du 8 février 2001, présentée par M. Emmanuel Deschamps pour les éditions Le Motu, sa lettre du 20 avril 2001 et le dossier annexé ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— *Objet de l'arrêté*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation des crédits versés aux éditions Le Motu pour la réalisation d'un ouvrage intitulé "l'Archipel des Australes".

Art. 2.— *Description, coût et plan de financement de l'opération*

L'opération consiste en la réalisation d'un ouvrage intitulé "l'Archipel des Australes" contenant l'histoire, l'économie, l'artisanat et la description des lieux d'intérêts historiques ou archéologiques de l'archipel des Australes et illustré d'une centaine de photographies en couleurs.

La subvention est octroyée pour participer à la publication de 2.500 exemplaires dont le montant total est de 194.500 FF soit 3.538.344 F CFP, selon le plan de financement suivant :

- impression	127.500 FF, soit 2.319.480 F CFP
- maquette	15.000 FF, soit 272.880 F CFP
- cartographie	6.000 FF, soit 109.152 F CFP
- photogravure	46.000 FF, soit 836.832 F CFP
<i>Total</i>	<i>194.500 FF, soit 3.538.344 F CFP</i>

ENGAGEMENTS DE L'ETAT

Art. 3.— *Montant de la subvention*

Pour favoriser la mise en place du projet visé à l'article 2, l'Etat apporte son concours sous la forme d'une subvention d'un montant de 30.000 FF, ou 545.760 F CFP, soit un taux de subvention de 15,91 %.

Le concours financier de l'Etat est imputé sur les crédits délégués par le ministère de la culture et de la communication sur le chapitre 43-30, article 10.

En tout état de cause, il est précisé que cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable :

- dans le cas où le coût de l'action serait supérieur au coût estimé à l'article 2 ci-dessus, le montant du concours financier de l'Etat sera plafonné à hauteur du montant prévu au paragraphe ci-dessus soit 30.000 FF (545.760 F CFP) ;
- si le coût définitif de l'action est inférieur au coût estimé à l'article 2 ci-dessus, le reliquat constaté pourra faire l'objet d'un reversement du trop perçu.

Art. 4.— *Modalités de versement*

Le versement de la subvention s'effectuera en une seule fois dès la signature du présent arrêté sur le compte bancaire de l'association.

ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Art. 5.— Le bénéficiaire de la subvention s'engage à :

- éditer les ouvrages prévus avant le 30 juin 2002 ;
- remettre cinq exemplaires dudit document à l'Etat en plus des quatre exemplaires destinés au dépôt légal ;
- fournir à l'Etat avant le 1er octobre 2002 un bilan définitif de l'action subventionnée auquel devra être joint un mémoire comptable décrivant toutes les opérations financières, annexé de toutes les pièces justificatives des dépenses.

CONTROLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Art. 6.— Le bénéficiaire de la présente subvention est susceptible d'être soumis à tout contrôle sur pièces et sur place par toute autorité dûment mandatée par l'Etat.

A cet effet, le bénéficiaire est tenu de conserver les documents comptables et financiers relatifs à l'opération subventionnée pendant une durée de cinq années pleines à compter de la production des justificatifs prévus à l'article 5.

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 7.— En cas de non-exécution ou d'exécution partielle de l'opération dans les délais prévus, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisée ou serait utilisée à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'Etat pourra exiger le remboursement de tout ou partie des sommes perçues par l'association.

Si le commencement de l'action subventionnée est intervenu antérieurement à la signature du présent arrêté, l'Etat se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes indûment perçues.

Art. 8.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au trésorier-payeur général de la Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2001.
Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

DECISION n° 81 du 2 juillet 2001 portant modification de la composition du comité technique paritaire local compétent à l'égard des fonctionnaires des douanes créé pour l'administration de la Polynésie française.

Le directeur régional, chef du service des douanes de Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires, modifié par décret n° 84-956 du 29 octobre 1984 ;

Vu l'arrêté n° 232 DAF/PERS du 1er septembre 2000 portant délégation de signature à M. Jean-Louis Moret, directeur régional, chef du service des douanes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 895 PEL.E4 du 21 août 1987 créant un comité technique paritaire au sein du service des douanes de Polynésie française ;

Vu les arrêtés n° 1320 D du 26 novembre 1993 et n° 1149 D du 17 octobre 1994 modifiant l'arrêté n° 895 PEL.E4 du 21 août 1987 créant un comité technique paritaire au sein du service des douanes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 283 du 21 mai 2001 fixant la répartition des sièges des représentants du personnel au sein du comité technique paritaire du service des douanes de Polynésie française ;

Vu les décisions n° 211 D du 3 décembre 1997 et n° 97 du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 28 septembre 2000 ;

Vu la lettre du syndicat "National des cadres des douanes" en date du 5 juin 2001 ;

Vu la lettre du syndicat "S.A.D./C.S.T.P./F.O." en date du 7 juin 2001 ;

Vu la lettre du syndicat "A T'i'a I Mua/douanes" en date du 2 juillet 2001,

Décide :

Article 1er.— La composition du comité technique paritaire au sein de la direction régionale des douanes de Polynésie française est modifiée comme suit :

Représentants des organisations syndicales :
Représentants du syndicat "S.A.D./C.S.T.P./F.O."

- M. Bernard Teina, titulaire ;
- M. Patrick Parayre, suppléant.

Représentants du syndicat "A T'i'a I Mua des douanes" :

- M. Guy Gibson, titulaire ;
- M. Félix Fong, suppléant.

Représentants du syndicat national des cadres des douanes "S.N.C.D." :

- M. Serge Noe, titulaire ;
- M. Christian Mathieu, suppléant.

Art. 2.— Les dispositions des décisions n° 211 D du 3 décembre 1997 et n° 97 du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 28 septembre 2000 sont abrogées.

Art. 3.— Le directeur régional est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2001.
Jean-Louis MORET.

ARRETE n° 373 AC.DIR du 4 juillet 2001 portant création d'un comité local de sûreté aéroportuaire (C.L.S.) sur l'aéroport de Tahiti-Faa'a et annulant un arrêté antérieur.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 2177 AA du 20 avril 1976 promulguant dans le territoire de la Polynésie française l'arrêté interministériel du 13 février 1976 relatif à la création de comités locaux de sûreté sur les aéroports,

Arrête :

Article 1er.— Il est institué sur l'aéroport de Tahiti-Faa'a un comité local de sûreté (C.L.S.) placé sous l'autorité du haut-commissaire.

Art. 2.— Le comité local de sûreté est présidé par le directeur du service d'Etat de l'aviation civile, directeur de l'aérodrome de Tahiti-Faa'a.

Il comprend :

- au titre des services publics exerçant leur activité sur l'aéroport :
 - le colonel commandant la base aérienne 190 ;
 - le directeur de la P.A.F. ;
 - le directeur régional du service des douanes de Polynésie française ;
 - le commandant de la brigade de gendarmerie des transports aériens ;
 - le directeur de l'Office des postes et télécommunications ;
 - le chef du service du développement rural ;
 - le chef du service d'hygiène et de salubrité publique ;
- au titre des organismes participant à l'exploitation de l'aéroport :
 - un représentant du concessionnaire (Sétif aéroports) ;
 - un représentant de chacune des compagnies aériennes françaises :
 - Aircalin ;
 - Air France ;
 - Air Liberté/A.O.M. ;
 - Air Tahiti Nui ;
 - Corsair ;
 - Air Moorea ;
 - Air Tahiti ;
 - un représentant des activités aviation générale et transport aérien non régulier ;
 - un représentant de chacun des assistants en escale :
 - Air Tahiti ;
 - Somcat ;
 - S.H.R.T. ;
 - quatre représentants des transitaires.

En outre, il peut accueillir à titre d'expert, avec voix consultative, toute personne invitée par son président à assister à ses délibérations, en particulier les représentants des compagnies aériennes étrangères.

Art. 3.— Le comité local de sûreté est l'organe consultatif chargé de provoquer la concertation des divers services ou organismes participant au fonctionnement de l'aéroport et la coordination de leur action en matière de sûreté.

A ce titre, il est chargé :

- 1 - D'élaborer un programme local de sûreté tenant compte des particularités de l'aéroport et répondant aux directives fournies par le comité national de sûreté.

Ce programme devra, notamment, préciser en fonction des moyens disponibles :

- les mesures de sûreté à prendre en permanence ;
 - celles à appliquer dans certaines circonstances particulières ;
 - la répartition des tâches entre les autorités et les organismes responsables.
- 2 - De rendre compte des mesures prises au ministre chargé des transports (D.G.A.C.) et de lui donner son avis sur toutes les dispositions de nature à permettre d'améliorer la protection de l'aéroport et de ses usagers contre les actes d'intervention illicite ;
 - 3 - D'examiner, au cas où des circonstances particulières auraient conduit à adopter d'urgence certaines mesures non prévues au programme, les modifications à apporter à ce dernier ;
 - 4 - De présenter éventuellement au président du comité national de sûreté, toutes suggestions qu'il jugera utiles en matière de sûreté.

Art. 4.— Le comité local de sûreté se réunit en session ordinaire au moins une fois dans l'année et, en réunion extraordinaire, à la diligence de son président.

Art. 5.— Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 996 AC.DIR./NTAA du 29 décembre 1997.

Art. 6.— Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 juillet 2001.
Jean ARIBAUD.

ARRETE n° 185 DAF/PERS du 17 juillet 2001 complétant l'arrêté n° 281 DAF/PERS du 13 octobre 2000 portant délégation de signature à M. Bruno Roumegou, administrateur principal des affaires maritimes, chef du service des affaires maritimes de Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 9 octobre 1997 portant nomination de M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 408 DAF/PERS du 5 novembre 1997 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Jean Aribaud, préfet, nommé haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 99002594 du 19 avril 1999 du ministère de l'équipement, des transports et du logement maintenant M. Jean-Marc Leguen, contrôleur de classe supérieure des affaires maritimes, dans son affectation au service des affaires maritimes de Polynésie française du 1er août 1999 au 31 juillet 2002 ;

Vu l'arrêté n° 213 DAF/PERS du 18 août 2000 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Bruno Roumegou, administrateur principal des affaires maritimes, affecté en qualité de chef du service des affaires maritimes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 281 DAF/PERS du 13 octobre 2000 portant délégation de signature à M. Bruno Roumegou, administrateur principal des affaires maritimes, chef du service des affaires maritimes de Polynésie française ;

Vu la décision du ministère de l'équipement, des transports et du logement du 2 août 2000 nommant M. Bruno Roumegou, administrateur principal des affaires maritimes, chef du service des affaires maritimes de Polynésie française, à compter du 1er septembre 2000 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de la décision n° 281 DAF/PERS du 13 octobre 2000 susvisée, est complété par les dispositions suivantes :

“En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Bruno Roumegou, chef du service des affaires maritimes et de M. Simon Abi Saab, adjoint au chef du service des affaires maritimes, la délégation de signature sera exercée, dans les mêmes conditions, par M. Jean-Marc Le Guen, contrôleur de classe supérieur des affaires maritimes, inspecteur de la navigation.”

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juillet 2001.
Jean ARIBAUD.

Par arrêté n° 186 DAF/PERS du haut-commissaire de la République en date du 18 juillet 2001.— M. Michel Bourguignon, lieutenant-colonel, arrivé à Tahiti-Faa'a le 17 juillet 2001, est affecté au bureau d'études du haut-commissariat de la République en Polynésie française.

L'intéressé sera pris en charge sur le budget de l'Etat (114), chapitre 31-90, article 62, à compter du 16 juillet 2001.

M. Michel Bourguignon est nommé chef du bureau d'études du haut-commissariat de la République en Polynésie française, à compter du 24 juillet 2001.

Le logement administratif n° 3 du domaine Labbé à Pirae est attribué à M. Bourguignon, à compter du 24 juillet 2001.

L'intéressé subira sur sa rémunération mensuelle la retenue de 10 %, fixée par l'arrêté du ministère de la défense du 16 janvier 2001 relatif à la retenue pour le logement et l'ameublement des militaires affectés dans un territoire d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie ou à Mayotte.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 2001-86 APF du 12 juillet 2001 portant modification n° 4 du budget général du territoire, exercice 2001.

NOR : SFC0101069DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2000-151 APF du 7 décembre 2000 approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 2001 ;

Vu la délibération n° 2001-25 APF du 15 février 2001 portant modification n° 1 du budget général du territoire, exercice 2001 ;

Vu la délibération n° 2001-40 APF du 30 mars 2001 portant modification n° 2 du budget général du territoire, exercice 2001 ;

Vu la délibération n° 2001-45 APF du 19 avril 2001 portant modification n° 3 du budget général du territoire, exercice 2001 ;

Vu la lettre n° 746-2001 Prés.APF/SG du 3 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 886 CM du 10 juillet 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 4864 du 10 juillet 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 77-2001 du 12 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 12 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— Les recettes ordinaires du budget du territoire pour l'exercice 2001 sont modifiées comme suit :

S-CHAP	ART	LIBELLE	EN +	EN -
970	820	CHARGES ET PRODUITS NON AFFECTES		
		Résultat de fonctionnement reporté	589 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 970	589 000 000	0
97200	750-00	DROITS A L'IMPORTATION		
		Droits de douane	129 000 000	
97207	757-1	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE		
		Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation	131 000 000	
97202	752-0	TAXE A L'EXPORTATION		
		Droit spécifique sur les perles exportées du Territoire	280 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 972	540 000 000	0
TOTAL GENERAL			1 129 000 000	0
SOLDE			1 129 000 000	

Art. 2.— Les dépenses ordinaires du budget du territoire pour l'exercice 2001 sont modifiées comme suit :

S-CHAP	ART	LIBELLE	EN +	EN -
931 01		REMUNERATIONS ET CHARGES		
	610	Rémunération brute du personnel permanent	36 000 000	
	618	Charges sociales, part patronale	5 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 931	41 000 000	0
93507		RELATIONS EXTERIEURES		
	657-950	Aides aux populations des pays du Pacifique		25 000 000
		TOTAL CHAPITRE 935	0	25 000 000
960 03		PECHE		
	602	Habillement	570 000	
	603	Carburants et produits de garage	2 460 000	
	608	Fournitures de bureau	240 000	
	609	Autres denrées et fournitures consommées	4 080 000	
	620	Impôts et taxes	480 000	
	630	Loyers et charges locatives	8 910 000	
	631	Entretien et réparation à l'entreprise	1 200 000	
	633	Acquisition petit matériel, outillage et mobilier	960 000	
	634	Electricité, eau, gaz	780 000	
	639	Autres travaux et services extérieurs	5 490 000	
	661	Frais de transport	3 840 000	
	662	Impressions, reliures et autres prestations de services	990 000	
960 09		PERLICULTURE		
	602	Habillement		570 000
	603	Carburants et produits de garage		2 460 000
	608	Fournitures de bureau		240 000
	609	Autres denrées et fournitures consommées		4 080 000

S-CHAP	ART	LIBELLE	EN +	EN -
	620	Impôts et taxes		480 000
	630	Loyers et charges locatives		8 910 000
	631	Entretien et réparation à l'entreprise		1 200 000
	633	Acquisition petit matériel, outillage et mobilier		960 000
	634	Electricité, eau, gaz		780 000
	639	Autres travaux et services extérieurs		5 490 000
	661	Frais de transport	5 000 000	3 840 000
	662	Impressions, reliures et autres prestations de services		990 000
960 10		AUTRES INTERVENTIONS - SECTEUR ECONOMIE		
	657-861	Subvention d'indemnisation des rebuts de perles	103 000 000	
	657-085	Subvention à Tahiti Nui Manureva	2 600 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 960	2 738 000 000	30 000 000
96610		AUTRES INTERVENTIONS - SECTEUR COMMUNICATIONS		
	657-750	Subvention à Tahiti Nui Télé Vision	324 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 966	324 000 000	0
970		CHARGES ET PRODUITS NON AFFECTES		
	658-10	Versement au Fonds Intercommunal de Péréquation	81 000 000	
	831-02	Prélèvement pour autofinancement		2 000 000 000
		TOTAL CHAPITRE 970	81 000 000	2 000 000 000
TOTAL GENERAL			3 184 000 000	2 055 000 000
SOLDE			1 129 000 000	

Art. 3.— Les recettes extraordinaires du budget du territoire pour l'exercice 2001 sont modifiées comme suit :

CHAP	ART	LIBELLE	EN +	EN -
927	115-00	FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE SECTION D'INVEST. Prélèvement sur la section de fonctionnement		2 000 000 000
		TOTAL CHAPITRE 927	0	2 000 000 000
TOTAL GENERAL			0	2 000 000 000
SOLDE			-2 000 000 000	

Art. 4.— Les autorisations de programme votées au budget du territoire pour l'exercice 2001 sont modifiées comme suit :

CHAP	O. P.	LIBELLE	EN +	EN -
900		BATIMENTS ADMINISTRATIFS		
	5.2001	Aménagement de locaux - Tous services	3 000 000	
	8.2001	Matériel de transport - Tous services	10 000 000	
	9.2001	Matériel et mobilier - Tous services	2 000 000	
	173.2001	Matériel technique - Scc Perliculture	70 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 900	85 000 000	0

CHAP	O. P.	LIBELLE	EN +	EN -
901		VOIRIE TERRITORIALE		
	134.1999	Etude liaison Papeete Taravao	200 000 000	
	43.1994	Etudes rocade de Papeete - Pacte de progrès	50 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 901	250 000 000	0
904		EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL		
	163-2001	Centre d'accueil pour handicapés	60 000 000	
	165.2001	Matériels techniques - Lutte contre le RAA	5 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 904	65 000 000	0
905		TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS		
	102.1998	Navire Tahiti Nui	260 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 905	260 000 000	0
906		SERVICES ECONOMIQUES AUTRES QUE TRANSPORTS		
	PM	Programme d'amélioration des techniques de greffe	40 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 906	40 000 000	0
914		PROGRAMME POUR AUTRES TIERS		
	PM	Aides aux pays du Pacifique Sud	20 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 914	20 000 000	0
925		MOUVEMENTS FINANCIERS		
	84.2000	Avances aux sociétés	240 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 925	240 000 000	0
TOTAL GENERAL			960 000 000	0
SOLDE			960 000 000	

Art. 5.— Les crédits de paiement votés au titre des dépenses en capital du budget du territoire pour l'exercice 2001 sont modifiés comme suit :

CHAP		LIBELLE	EN +	EN -
900		BATIMENTS ADMINISTRATIFS	443 417 000	
901		VOIRIE TERRITORIALE	130 000 000	
904		EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL		3 198 444 000
905		TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	260 000 000	
906		SCES ECONOMIQUES AUTRES QUE TRANSPORTS	15 000 000	
914		PROGRAMME POUR AUTRES TIERS	110 027 000	
925		MOUVEMENTS FINANCIERS	240 000 000	
TOTAL GENERAL.....			1 198 444 000	3 198 444 000
SOLDE.....			-2 000 000 000	

Art. 6.— Sont autorisées les créations de postes figurant dans l'annexe 1 jointe.

Art. 7.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Tarita SINJOUX.

La présidente,
Lucette TAERO.

ANNEXE 1

LISTE DES CREATIONS DE POSTES COLLECTIF N° 4

Imputation	Service	Nbre	Statut	Cat	Intitulé du poste
------------	---------	------	--------	-----	-------------------

PRESIDENCE, MINISTERE DES AFFAIRES INTERNATIONALES, DE LA PERLICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT DES COMMUNES

96009	Service de la Perliculture	3	TT	A	Attaché d'administration
		4	TT	B	Rédacteur
		8	TT	C	Adjoint administratif
	TOTAL	15			
TOTAL PR		15			

MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE

	Direction de la Santé	1	TT	A	Médecin (pédopsychiatre)
		1	TT	B	Rééducateur (kinésithérapeute)
	TOTAL	2			
TOTAL MSR		2			

TOTAL GENERAL	17
---------------	----

TT : agent relevant de la fonction publique territoriale.

DELIBERATION n° 2001-87 APF du 12 juillet 2001 modifiant la délibération n° 93-168 AT du 30 décembre 1993 modifiée portant modification de la fiscalité perlière à l'exportation.

NOR : DDIO101087DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des douanes de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 93-168 AT du 30 décembre 1993 modifiée portant modification de la fiscalité perlière à l'exportation ;

Vu la délibération n° 96-161 APF du 12 décembre 1996 approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 1997 ;

Vu l'arrêté n° 885 CM du 10 juillet 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 746-2001 Prés.APF/SG du 3 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4.863 du 10 juillet 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 78-2001 du 12 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 12 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— Les articles 2 et 3 modifiés de la délibération n° 93-168 AT du 30 décembre 1993 sont ainsi rédigés :

"Art. 2.— Le taux du droit est fixé à *deux cents francs CFP* (200 F CFP) le gramme net de produits de la perliculture exportés du territoire en simple sortie.

Le D.S.P.E. est liquidé et perçu comme en matière de douane.

Art. 3.— Le produit du D.S.P.E. est réparti comme suit :

- 65 % du produit du droit sont inscrits au budget du territoire ;
- 35 % du produit du droit sont affectés au profit du G.I.E. Perles de Tahiti."

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui entrera en vigueur à compter du 1er août 2001 et sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Tarita SINJOUX.

La présidente,
Lucette TAERO.

DELIBERATION n° 2001-88 APF du 12 juillet 2001 portant définition des produits tirés de l'activité de la perliculture en Polynésie française et fixation des règles relatives à la classification, à la commercialisation et aux formalités d'exportation de la perle de culture de Tahiti.

NOR : PRL0101086DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 modifiée portant réglementation du service des douanes de Polynésie française, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu la délibération n° 2001-37 APF du 30 mars 2001 portant création du service de la perliculture ;

Vu la délibération n° 94-164 AT du 22 décembre 1994 réglementant les labels agricoles et aquacoles sur le territoire de la Polynésie française, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu l'arrêté n° 884 CM du 10 juillet 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 746-2001 Prés.APF/SG du 3 juillet 2001 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4860 du 10 juillet 2001 de la commission de l'économie ;

Vu le rapport n° 79-2001 du 12 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 12 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— *Objet*

Les définitions de la perle de culture de Tahiti, du mabe de Tahiti, du keshi de Tahiti et de la nacre de Tahiti et les règles relatives à la classification, à la commercialisation et aux formalités d'exportation de la perle de culture de Tahiti sont fixées par les dispositions de la présente délibération.

Chapitre 1er – Définitions

Art. 2.— *Contenu*

L'huître perlière à lèvres noire de l'espèce *Pinctada margaritifera* var. *cumingii* est à l'origine des produits nacriers et perliers ci-après définis :

2.1. La perle de culture de Tahiti est une perle de culture de couleur naturelle provenant de la greffe et de l'élevage en Polynésie française de l'huître perlière *Pinctada margaritifera* var. *cumingii*.

Elle est le produit brut de la sécrétion naturelle de nacre par un greffon (morceau d'épithélium du manteau prélevé sur une huître donneuse) autour d'un nucleus (bille de nacre naturelle d'une autre espèce de mollusque) inséré dans la poche perlière de l'huître perlière *Pinctada margaritifera* var. *cumingii*.

La perle est normalement composée de nombreuses couches de nacre déposées les unes sur les autres tout autour

du nucleus. Ces couches de nacre, dont la composition est sensiblement identique à celle de la coquille, sont composées de conchyoline (environ 6 %) et de cristaux d'aragonite (environ 92 %), le reste étant des sels minéraux divers et de l'eau.

Une perle de l'huître perlière *Pinctada margaritifera* var. *cumingii* n'est qualifiée "perle de culture de Tahiti" que si au moins les 80 % de la surface de son nucleus sont recouverts par des couches de nacre telles que définies à l'alinéa précédent. La surface restante du nucleus, soit au plus 20 %, est constituée d'une matière naturelle sécrétée par l'huître perlière *Pinctada margaritifera* var. *cumingii*, telle que calcite ou matière organique.

Cette perle est par définition entière. Sa couche nacrière est constituée d'une épaisseur suffisante et ne fait pas apparaître, même par transparence, le nucleus.

L'épaisseur minimum de la couche nacrière entre le nucleus et la surface externe des perles commercialisées est fixée à compter du 1er septembre 2001 à 0,6 mm. Cette épaisseur minimum est portée à 0,8 mm à compter du 1er juillet 2002.

A titre indicatif, le temps d'eau d'une nacre après la greffe doit être au minimum de 18 mois.

2.2. En revanche, ne sont pas des perles de culture de Tahiti et sont qualifiées rebuts, même lorsqu'elles sont produites en Polynésie française par l'huître perlière *Pinctada margaritifera* var. *cumingii* :

- les perles de calcite ;
- les perles organiques ;
- les perles présentant des taches laiteuses de dépigmentation sur plus de 20 % de leur surface ;
- les perles sans lustre ;
- les perles qui, plus généralement, ne répondent pas aux dispositions des alinéas précédents et sont insusceptibles d'être classées dans l'une des catégories définies à l'article 5.4.2. de la présente délibération.

2.3. Le mabe de Tahiti ou demi-perle de culture de Tahiti est le produit brut élaboré en Polynésie française à la suite :

- d'une sécrétion nacrière autour d'un demi-noyau synthétique collé à la surface interne de la coquille d'une huître perlière *Pinctada margaritifera* var. *cumingii* ;
- et d'un processus de fabrication se décomposant en quatre phases successives : découpage du mabe, extraction du demi-noyau, remplissage avec de la résine puis occultation de la concavité par un morceau de nacre polie.

Les dépôts nacrés recouvrant ce demi-noyau ont un agencement lamellaire identique à ceux de la coquille nacrière.

2.4. Le keshi de Tahiti est une concrétion perlière sécrétée par un greffon (morceau d'épithélium du manteau de l'huître perlière *Pinctada margaritifera* var. *cumingii*) au sein d'une huître perlière porteuse de l'espèce *Pinctada margaritifera* var. *cumingii* élevée en Polynésie française.

2.5. La coquille de nacre de Tahiti est le produit naturel de la sécrétion coquillière de l'huître perlière *Pinctada margaritifera* var. *cumingii*, originaire du milieu marin de la Polynésie française.

Ces sécrétions coquillières, déposées sous forme lamellaire, se subdivisent en trois couches :

- une couche externe organique, le périostracum ;
- une couche intermédiaire prismatique, l'ostracum, ou couche essentiellement composée de calcite ;
- et une couche interne nacrière (la plus épaisse), correspondant à des dépôts d'aragonite.

Art. 3.— A compter de la date d'effet de la présente délibération, les opérations de toute nature portant sur la perle de culture de Tahiti, le mabe de Tahiti, le keshi de Tahiti et la nacre de Tahiti se réfèrent expressément aux définitions de l'article 2 ci-dessus.

A compter de cette même date, les documents commerciaux ou promotionnels, les prospectus, notices, certificats et, de manière générale, les supports de toute nature évoquant les produits tirés de la perliculture utilisent expressément les appellations prévues pour chacun d'entre eux par la présente délibération.

Chapitre 2 - De la classification de la perle de culture de Tahiti

Art. 4.— Toute perle de culture de Tahiti doit être classifiée selon les critères ci-après.

Art. 5.— Critères généraux

La classification de la perle de culture de Tahiti s'opère en retenant obligatoirement les critères de base suivants :

5.1. Le diamètre de la perle de culture de Tahiti se mesure en millimètre, arrondi à l'unité inférieure.

5.2. Le poids de la perle de culture de Tahiti se mesure en gramme.

5.3. La forme de la perle de culture de Tahiti est classée comme suit :

- les rondes (R) sont des sphères parfaites ou assimilées, c'est-à-dire qu'elles acceptent, par l'utilisation d'un pied à coulisse, une variation de leur diamètre inférieure à 2 % du plus petit diamètre ;
- les semi-rondes (SR) sont des sphères légèrement déformées acceptant, par l'utilisation d'un pied à coulisse, une variation de leur diamètre comprise entre 2 % et 5 % du plus petit diamètre ;
- les semi-baroques au sens large (SB) sont des perles présentant au moins un axe de révolution ;
- les baroques (BQ) sont des perles en général irrégulières et ne rentrant pas dans les catégories précitées ; et une catégorie dérivée ;
- les cerclées (CL) sont des perles caractérisées par un ou plusieurs cercles concentriques situés au-delà du tiers supérieur de la perle. Lorsque les cercles sont situés sur le tiers supérieur de la perle, celle-ci réintègre sa forme d'origine sans tenir compte des cercles. Il en est de même dans le cas de cercles diamétralement opposés et n'occupant pas au total plus d'un tiers de la surface de la perle.

Les perles ayant des anneaux de couleur ne sont pas considérées comme des perles cerclées.

5.4. La qualité de la surface de la perle de culture de Tahiti.

5.4.1. Le critère de qualité de la surface s'évalue selon la combinaison de deux caractères physiques : l'état de la surface et le lustre. La qualité s'apprécie à l'œil nu.

a) L'état de la surface est caractérisé par diverses imperfections, telles que :

- des piqûres, des rayures, des stries, des frisures, des sillons, des dépressions, des creux, des dépôts organiques, des bosses, des soufflures, des excroissances ou des tâches laiteuses de dépigmentation.

b) Le lustre ou éclat ou brillance correspond à la réflexion plus ou moins parfaite de la lumière sur la surface de la perle. Il dépend de la régularité, de l'épaisseur et de l'agencement des couches perlées.

Un très beau lustre correspond à une réflexion totale de la lumière, donnant un effet miroir. Une perle sans lustre correspond à un aspect mat de sa surface.

5.4.2. La codification de la qualité de la surface de la perle de culture de Tahiti se définit comme suit :

Catégorie A – Perle présentant au plus une imperfection ou un groupe d'imperfections légères concentrées sur au plus 10 % de sa surface. Très beau lustre.

Catégorie B – Perle présentant quelques imperfections légères concentrées sur au plus 30 % de sa surface. Lustre beau ou moyen.

Catégorie C – Perle présentant des imperfections légères concentrées sur au plus 60 % de sa surface. Lustre moyen.

Catégorie D – Perles présentant :

- soit des imperfections légères sur plus de 60 % de la surface, sans imperfections profondes ;
- soit des imperfections légères et profondes concentrées sur au plus 60 % de sa surface. Lustre faible.

Art. 6. — *Critères additionnels*

Des critères additionnels à ceux formant la classification de base ci-dessus définie peuvent être retenus pour mieux caractériser une perle de culture de Tahiti ; il s'agit de la couleur de base, des nuances de couleur et des formes des perles semi-baroques au sens large.

Lorsqu'il est fait application de ces critères additionnels, leur utilisation est strictement conforme aux dispositions du présent article.

6.1. La couleur de base et les nuances de couleur :

La couleur de base et les nuances de couleur de la perle permettent une évaluation subjective de la perle de culture de Tahiti.

6.2. Les formes des perles semi-baroques au sens large (SB) :

Les perles de culture de Tahiti semi-baroques au sens large (SB) peuvent être classées, au besoin, selon différentes formes qui peuvent les mettre en valeur :

- les poires (DR) sont des perles semi-baroques de forme ovoïde ;

- les ovales (OV) sont des perles semi-baroques de forme elliptique présentant un axe de révolution et un plan de symétrie perpendiculaire ;
- les boutons (BT) sont des perles semi-baroques avec au moins une face aplatie ;
- les autres perles semi-baroques (au sens strict) (SB) : ce sont les autres perles présentant un axe de révolution et n'entrant pas dans l'ensemble des catégories précitées.

Chapitre 3 – De la commercialisation et de l'exportation des perles de culture de Tahiti

Art. 7. — La commercialisation et l'exportation des rebuts sont interdites.

Au sens de l'article 23 de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 modifiée susvisée, les rebuts entrent dans la catégorie des marchandises prohibées à la sortie.

Art. 8. — Les formalités d'exportation des perles non montées ou faiblement travaillées et des ouvrages en perle relevant de la position tarifaire 71.16.10.00. sont les suivantes :

8.1. Définition

On entend par perles de culture de Tahiti non montées ou faiblement travaillées les perles non ouvragées ou ouvragées ne comportant pas de métaux précieux, ou n'en comportant que sous la forme de simples accessoires ou garnitures de minime importance.

8.2. Contrôle

Tout exportateur doit soumettre le lot expédié à l'examen du service de la perliculture. Un agent de ce service commissionné à cet effet contrôle que le lot de perles peut être exporté et délivre le certificat de qualité d'exportation.

Les rebuts interdits d'exportation sont conservés et détruits par le service de la perliculture.

Les rebuts présentés par les producteurs dans le cadre de la procédure du présent article sont indemnisés sur la base du poids net des rebuts conservés.

Des arrêtés en conseil des ministres définissent la forme et le contenu : du certificat de qualité d'exportation ; du tableau de classification ainsi que les conditions d'indemnisation des rebuts par le service de la perliculture.

Les dispositions relatives à l'indemnisation des rebuts entrent en vigueur à compter de la publication de l'arrêté d'application visé à l'alinéa précédent.

8.3. Formalités d'exportation

Après contrôle, l'ensemble de l'expédition, un exemplaire du certificat, ainsi qu'un tableau de classification doivent être placés dans un ou plusieurs sacs normalisés, fournis par le service de la perliculture et scellés par celui-ci après expertise. Le sceau ne peut être brisé que par les agents du service des douanes ou par ceux du service de la perliculture.

Le délai de validité du sceau est fixé à cinq jours.

L'exportateur doit joindre un exemplaire du certificat de qualité d'exportation, et du tableau de classification à sa déclaration en douane.

Art. 9.— Des formalités d'exportation des perles montées ou travaillées

Pour toute exportation de perle de culture de Tahiti montée ou travaillée, c'est-à-dire ne relevant pas de l'article 8, l'exportateur doit fournir à l'appui de la déclaration en douane d'exportation, une déclaration sur l'honneur attestant le respect des dispositions de la présente délibération.

Un arrêté en conseil des ministres définit le contenu et la forme de la déclaration sur l'honneur.

Les dispositions du présent article entrent en vigueur à compter de la publication de l'arrêté d'application visé à l'article précédent.

Art. 10.— Les exportations de perles de culture de Tahiti dépourvues de tout caractère commercial réalisées par les voyageurs sont dispensées de l'obligation de produire les documents précités à l'article 8.

On entend par "exportations de perles de culture de Tahiti dépourvues de tout caractère commercial", les exportations qui présentent un caractère occasionnel et portent exclusivement sur des perles réservées à l'usage personnel ou familial des voyageurs, ou destinées à être offertes en cadeau, en quantité ne devant traduire aucune préoccupation commerciale.

Art. 11.— Pour l'exécution des contrôles, et notamment pour s'assurer que les perles de culture de Tahiti répondent bien aux prescriptions techniques fixées par la présente délibération, les agents des douanes font appel aux agents commissionnés du service de la perliculture.

Art. 12.— Dispositions pénales

Sont punies de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe pour chaque infraction constatée, les personnes qui :

- font un usage frauduleux des définitions fixées par le chapitre 1er de la présente délibération ;
- se dispensent d'utiliser les appellations propres à chaque produit définies au chapitre 1er de la présente délibération ;
- violent l'interdiction de commercialisation ou d'exportation de rebuts définie à l'article 7.

Art. 13.— Les agents commissionnés du service des douanes et du service de la perliculture sont chargés du contrôle de l'application de la présente réglementation.

Art. 14.— Les dispositions de la délibération n° 98-62 APF du 11 juin 1998 modifiée portant définition des produits tirés de l'activité de la perliculture en Polynésie française et fixation des règles relatives à la classification des perles de culture de Tahiti sont abrogées.

Art. 15.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Tarita SINJOUX.

La présidente,
Lucette TAERO.

DELIBERATION n° 2001-89 APF du 12 juillet 2001 portant modification du régime indemnitaire applicable aux membres du gouvernement du territoire.

NOR : SFC0101008DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 84-1018 AT du 11 octobre 1984 portant modification du régime indemnitaire applicable aux membres du gouvernement du territoire et aux membres de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 2000-30 APF du 17 mars 2000 portant définition du régime indemnitaire applicable aux membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 322 FT du 17 janvier 1975 relatif à la rémunération des fonctionnaires des cadres territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 871 CM du 5 juillet 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 746-2001 Prés.APF/SG du 3 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4.877 du 11 juillet 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 80-2001 du 12 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 12 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'article 2 de la délibération n° 84-1018 AT du 11 octobre 1984 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"L'indemnité forfaitaire annuelle pour frais de représentation est fixée à 2.700.000 F CFP.

Elle est portée à 3.600.000 FCFP pour le Président du gouvernement et à 3.000.000 F CFP pour le vice-président du gouvernement.

Cette indemnité est payable mensuellement en même temps que l'indemnité définie à l'article 1er."

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui entrera en vigueur à compter du 1er août 2001 et sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Tarita SINJOUX.

La présidente,
Lucette TAERO.

DELIBERATION n° 2001-90 APF du 12 juillet 2001 modifiant la délibération n° 84-1018 AT du 11 octobre 1984 modifiée portant modification du régime indemnitaire applicable aux membres du gouvernement du territoire et aux membres de l'assemblée territoriale.

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 84-1018 AT du 11 octobre 1984 modifiée portant modification du régime indemnitaire applicable aux membres du gouvernement du territoire et aux membres de l'assemblée territoriale ;

Vu la proposition de délibération enregistrée au secrétariat général de l'assemblée de la Polynésie française sous le numéro 4.816 du 9 juillet 2001 ;

Vu la lettre n° 746-2001 Prés.APF/SG du 3 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4.875 du 11 juillet 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 81-2001 du 12 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 12 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'article 6 de la délibération n° 84-1018 AT du 11 octobre 1984 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"L'indemnité forfaitaire mensuelle pour frais de représentation du président de l'assemblée de la Polynésie française est fixée à 215.000 F CFP.

L'indemnité forfaitaire mensuelle pour frais de représentation du président de la commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française est fixée à 100.000 F CFP.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er août 2001."

Art. 2.— Le Président de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Tarita SINJOUX.

La présidente,
Lucette TAERO.

DELIBERATION n° 2001-91 APF du 12 juillet 2001 portant modification du budget de l'assemblée de la Polynésie française pour l'exercice 2001.

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2000-151 APF du 7 décembre 2000 approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 2001 ;

Vu la délibération n° 2000-153 APF du 7 décembre 2000 approuvant le budget de l'assemblée de la Polynésie française pour l'exercice 2001 ;

Vu la lettre n° 746-2001 Prés.APF/SG du 3 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu la proposition de délibération enregistrée au secrétariat général de l'assemblée de la Polynésie française sous le numéro 4.815 du 9 juillet 2001 ;

Vu le rapport n° 4.878 du 11 juillet 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 82-2001 du 12 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 12 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le budget de l'assemblée de la Polynésie française pour l'exercice 2001 est modifié comme suit :

En section d'investissement :

En recettes :

Chapitre	Article	Intitulé	En +
900	105-3	Participation du budget général	210.027.241
		Total du chapitre 900	210.027.241

En dépenses :

Chapitre	Article	OP	Intitulé	Crédits de paiement En +
900	132-0	1.1997	Etudes	7.916.975
900	214-0	2.1997	Matériel, outillage et mobilier	8.587.201
900	214-0	1.2000	Matériel, outillage et mobilier	12.871.356
900	215-0	4.2000	Matériel de transport	2.682.000
900	218-0	4.1997	Logiciels	2.682.869
900	218-0	2.2000	Logiciels	2.000.000
900	230-2	5.1997	Travaux neufs	86.782.038
900	231-2	6.1997	Travaux	63.248.802
900	231-2	3.2000	Travaux	23.256.000
			Total du chapitre 900	210.027.241

Art. 2.— Pour l'exercice 2001, sur les dépenses en capital, le montant des autorisations de programme ouvertes au budget de l'assemblée de la Polynésie française est modifié comme suit :

Chapitre	Article	OP	Intitulé	En +
900	214-0	1.2000	Matériel, outillage et mobilier	50.000.000
900	215-0	1.2001	Matériel de transport	20.000.000
Total				70.000.000

Art. 3.— Le Président de l'Assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Tarita SINJOUX.

La présidente,
Lucette TAERO.

DELIBERATION n° 2001-92 APF du 12 juillet 2001 portant modification du régime indemnitaire applicable aux membres de l'Assemblée de la Polynésie française.

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 57-35 du 20 décembre 1957 modifiée fixant le montant et les conditions d'attributions des indemnités à allouer au président et aux membres de l'Assemblée territoriale ;

Vu la proposition de délibération enregistrée au secrétariat général de l'Assemblée de la Polynésie française sous le n° 4.950 le 11 juillet 2001 ;

Vu la lettre n° 746-2001 Prés.APF/SG du 3 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 83-2001 du 12 juillet 2001 ;

Dans sa séance du 12 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'article 1er de la délibération n° 57-35 du 20 décembre 1957 susvisée est modifié comme suit :

“Les membres de l'Assemblée de la Polynésie française perçoivent mensuellement une indemnité égale au double du traitement afférent à l'indice net 402 des fonctionnaires des cadres territoriaux servant dans le territoire.”

Art. 2.— Les travaux de l'Assemblée s'entendent de ceux qui se déroulent en séances plénières, en commissions intérieures, y compris la commission permanente.

Les conseillers peuvent s'excuser de ne pouvoir assister à une séance déterminée. Les demandes doivent faire l'objet d'une déclaration écrite, motivée et adressée au président. Si ces absences dûment justifiées ont pour motifs des raisons de santé ou la participation à des commissions extérieures, elles ne donnent pas lieu à réduction de l'indemnité.

En dehors des motifs précisés ci-dessus, le bureau de l'Assemblée apprécie souverainement les motifs d'absences invoqués.

Art. 3.— Lorsqu'un conseiller a été absent à plus du tiers des séances des travaux de l'Assemblée auxquels il doit participer au cours d'une même session ordinaire, son indemnité est réduite de 50.000 F CFP jusqu'à l'ouverture de la session ordinaire suivante.

Art. 4.— La présidente de l'Assemblée de la Polynésie française est chargée de l'exécution de la présente délibération qui entrera en vigueur à compter du 1er août 2001 et qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Tarita SINJOUX.

La présidente,
Lucette TAERO.

DELIBERATION n° 2001-93 APF du 12 juillet 2001 portant modification de la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990.

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'Assemblée territoriale ;

Vu la proposition de délibération enregistrée au secrétariat général de l'Assemblée de la Polynésie française sous le numéro 4.814 du 9 juillet 2001 ;

Vu la lettre n° 746-2001 APF/SG du 3 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4.879 du 11 juillet 2001 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 84-2001 du 12 juillet 2001 de l'Assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 12 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— I. Dans le titre et dans toutes les dispositions de la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 susvisée, les termes “Assemblée territoriale” sont remplacés par : “Assemblée de la Polynésie française”.

II. Dans toutes les dispositions de la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 susvisée, les termes “gouvernement du territoire” sont remplacés par : “gouvernement de la Polynésie française”.

III. Dans toutes les dispositions de la délibération susvisée, les références aux articles du statut de la loi de 1984 sont remplacées par les références aux articles de la loi statutaire n° 96-312 du 12 avril 1996.

Art. 2.— I. Le paragraphe 6 de l'article 3 de la même délibération est ainsi rédigé :

"6 - Tout groupe constitué qui en fait la demande écrite doit être représenté proportionnellement sur chaque liste déposée. Les sièges non pourvus après cette répartition sont attribués selon la règle de la plus forte moyenne. Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé."

II. Le paragraphe 10 est abrogé.

Art. 3.— L'article 6 de la même délibération est ainsi rédigé :

"Art. 6.— Le président de l'assemblée définit et coordonne l'organisation et le fonctionnement des services de l'assemblée, sous réserve de ce qui est dit à l'article 9. Il publie à cette fin des notes circulaires sous sa signature ou sur sa délégation, sous la signature d'un vice-président. Il définit les conditions de travail du personnel de l'assemblée. Il peut à cet effet prendre l'avis du bureau."

Art. 4.— I. Le quatrième alinéa de l'article 7 de la même délibération est ainsi rédigé :

"Le président peut à tout moment et avec l'accord de la majorité des conseillers, suspendre ou lever la séance."

II. Le dernier alinéa du même article est ainsi rédigé :

"Le président de l'assemblée de la Polynésie française peut saisir le tribunal administratif de Papeete d'une demande d'avis. Il en informe immédiatement le haut-commissaire de la République et le Président du gouvernement" (*devenu art. 114*).

Art. 5.— L'article 7-3 de la même délibération est abrogé.

Art. 6.— L'article 8 de la même délibération est ainsi rédigé :

"Art. 8.— Les secrétaires du bureau de l'assemblée sont chargés de certifier par leur contreseing, les procès-verbaux et les délibérations adoptés par l'assemblée."

Art. 7.— L'article 9 de la même délibération est ainsi rédigé :

"Art. 9.— Les questeurs sont chargés de la préparation de l'avant-projet de budget soumis au président de l'assemblée de la Polynésie française, avant d'être transmis à l'examen de la commission spéciale instituée par le troisième alinéa de l'article 98 de la loi organique n° 96-312 susvisée."

Le président peut déléguer ses pouvoirs d'ordonnateur à l'un des questeurs, à l'exception des pouvoirs de réquisition du comptable" (*art. 98, alinéa 2 du statut*).

Art. 8.— Le paragraphe 1 de l'article 10 de la même délibération est ainsi rédigé :

"1. Trois jours avant la date fixée pour une séance déterminée, le président de l'assemblée réunit la conférence des présidents de groupe pour préparer l'ordre du jour de ladite séance."

En cas d'urgence dûment motivée, la conférence des présidents est réunie la veille du jour de la séance afin de compléter le projet d'ordre du jour."

Art. 9.— L'article 11 de la même délibération est ainsi rédigé :

"Le président ouvre et clôt les séances de l'assemblée. Il indique à la fin de chacune d'elles et, après avis de l'assemblée, le jour et l'heure de la séance suivante. Il peut aussi être habilité par l'assemblée pour fixer lui-même ce jour et cette heure."

Art. 10.— Le paragraphe 2 de l'article 13 de la même délibération est ainsi rédigé :

"2 - Les minutes des procès-verbaux de séance sont tenues au secrétariat général, à la disposition des conseillers, pour correction et visa, pendant un délai de quinze jours francs suivant leur retranscription. A l'issue de ce délai, il est procédé à l'édition des procès-verbaux selon le texte en minutes, et aucune correction ne peut plus en être demandée."

Art. 11.— I. L'article 14 de la même délibération est intitulé : "De l'organisation de la discussion générale".

II. Cet article 14 est ainsi rédigé :

"Art. 14.— 1. Le président dirige les débats comme il est dit à l'article 7. La parole doit lui être demandée. En séance plénière, l'orateur s'exprime assis. Son intervention est faite dans l'une des deux langues officielles."

2. L'organisation de la discussion générale des projets ou propositions de délibération est décidée par la conférence des présidents."

3. La conférence fixe la durée globale de la discussion générale consacrée à chaque projet ou proposition."

Ce temps est réparti par le président de l'assemblée entre les groupes en proportion de leur importance numérique. Les conseillers n'appartenant à aucun groupe disposent d'un temps global de parole proportionnel à leur nombre."

4. Les inscriptions de parole sont faites la veille de la séance par les présidents des groupes qui indiquent au président de l'assemblée l'ordre dans lequel ils souhaitent que les orateurs soient appelés ainsi que la durée de leurs interventions qui ne peut être supérieure au temps de parole dont dispose leur groupe."

Au vu de ces indications, le président de l'assemblée détermine l'ordre des interventions et le met en distribution avant l'ouverture de la séance."

5. Avant l'ouverture de la discussion générale, le président de l'assemblée invite le gouvernement à exposer l'économie générale du projet, puis invite le rapporteur de la commission spécialisée, saisie du projet ou de la proposition, à présenter son rapport."

6. La discussion générale étant close après les interventions des conseillers, le président de l'assemblée invite le gouvernement à prendre la parole afin de répondre aux interventions des orateurs."

Art. 12.— L'article 15 de la même délibération est ainsi rédigé :

"Art. 15.— Tout membre de l'assemblée ou du gouvernement ne peut s'exprimer qu'après avoir demandé la parole au président et l'avoir obtenue. L'orateur ne doit ni s'écarter de la question débattue, ni poursuivre son intervention après le temps de parole qui lui a été imparti. Il est invité à conclure. S'il persiste, le président peut lui retirer la parole. Dans ce cas, ses paroles ne figurent pas au procès-verbal.

Les membres du gouvernement et les rapporteurs obtiennent la parole quand ils la demandent.

Tout groupe qui quitte la salle des séances perd le bénéfice de son temps de parole sur le rapport en cours de discussion."

Art. 13.— L'article 15-3 de la même délibération est abrogé.

Art. 14.— L'article 16 de la même délibération est ainsi rédigé :

"Art. 16.— Toute interruption et toute prise à partie sont interdites."

Art. 15.— Le paragraphe 1 de l'article 18 de la même délibération est ainsi rédigé :

"1. Tout conseiller peut déposer une proposition de délibération. Cette proposition doit être enregistrée au secrétariat général de l'assemblée. Elle peut être proposée à l'inscription à l'ordre du jour par la conférence des présidents ou renvoyée pour examen à une commission intérieure."

Art. 16.— L'article 18-1 de la même délibération est ainsi rédigé :

"Art. 18-1.— Lors des sessions plénières (ordinaire et extraordinaire), tout projet de délibération est transmis par le président de l'assemblée à la commission compétente ; celle-ci désigne le ou les rapporteurs. Le projet est examiné, amendé en tant que de besoin, voté, puis transmis à la conférence des présidents pour proposition d'inscription à l'ordre du jour de la séance."

Art. 17.— I. L'article 19 de la même délibération est abrogé.

II. Les articles 19-1 et 19-2 deviennent respectivement les articles 19 et 19-1.

III. Le dernier alinéa de l'article 19 de la même délibération est ainsi rédigé :

"Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans le délai fixé ci-dessus est convertie en question au gouvernement sur demande de son auteur."

Art. 18.— I. L'article 19-1 de la même délibération est intitulé : "Des questions d'actualité au gouvernement".

II. Cet article 19-1 est ainsi rédigé :

"Art. 19-1.— 1 - Une fois par mois durant les sessions ordinaires, la conférence des présidents arrête l'organisation d'une séance de questions d'actualité au gouvernement.

2 - Cette séance, d'une durée maximale de une heure, se déroule le jeudi après-midi.

3 - Les questions sont posées à un ministre. Seules, celles qui portent sur la politique générale du gouvernement, sont posées au président du gouvernement.

4 - Les questions doivent être sommairement rédigées et se limiter aux éléments strictement indispensables à la compréhension de la question.

Le texte doit être déposé au secrétariat général de l'assemblée au plus tard la veille de la séance avant midi. Il est aussitôt communiqué au Président du gouvernement et au ministre chargé des relations avec l'assemblée.

5 - L'orateur dispose de cinq minutes pour exposer sa question. Il ne peut reprendre la parole après la réponse du gouvernement.

6 - La conférence des présidents répartit les temps de parole entre les groupes constitués à l'assemblée *au prorata* de l'importance de chaque groupe. Les conseillers non inscrits disposent globalement de la faculté de poser une question toutes les deux séances.

7 - Les questions et les réponses du gouvernement sont annexées au procès-verbal de la séance."

Art. 19.— I. L'article 21 de la même délibération est abrogé et les articles 22 à 46 deviennent respectivement articles 21 à 45.

II. L'article 20 de la même délibération est intitulé : "De la présentation des rapports et de l'adoption des délibérations".

III. Cet article 20 est ainsi rédigé :

"Art. 20.— 1 - Les rapports, dès qu'ils sont adoptés par les commissions spécialisées, sont mis en distribution.

2 - Chaque rapport visé aux articles 18 et 18-1 est présenté et défendu, en séance plénière de l'assemblée, au nom de la commission qui l'a préalablement adopté, par le ou les rapporteurs désignés par cette commission.

3 - Chaque rapport fait l'objet d'une discussion générale dans les conditions fixées à l'article 14.

4 - Lorsqu'une commission conclut par son rapport au rejet d'un projet ou d'une proposition de délibération ou ne présente pas de conclusions, le président, immédiatement après la clôture de la discussion générale, appelle l'assemblée à se prononcer.

Si l'assemblée n'adopte pas les conclusions de rejet, la discussion s'engage sur les articles.

En cas d'absence de conclusions, l'assemblée statue sur le passage à la discussion des articles. Si l'assemblée refuse la discussion des articles, le président déclare que la proposition ou le projet de délibération n'est pas adopté.

5 - Après présentation du rapport, tout projet ou proposition de délibération subit deux examens successifs par l'assemblée :

- chaque article de la délibération proposée est débattu séparément, puis soumis, amendé ou non, au vote de l'assemblée ;

- lorsque chaque article a été débattu séparément, le texte définitif tel qu'il ressort des débats est mis aux voix.

6 - Avec l'autorisation du président de l'assemblée, tout président ou représentant d'un groupe a le droit d'expliquer succinctement le vote du groupe."

Art. 20.— I. Avant l'article 23 de la même délibération devenu article 22, insérez l'intitulé suivant : "Des amendements".

II. Cet article 22 est ainsi rédigé :

"Art. 22.— 1 - Les dispositions de l'article 104 de la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, peuvent être opposées à tout moment aux propositions, rapports et amendements par le gouvernement ou par le président de la commission des finances.

2 - La discussion des articles d'un projet ou d'une proposition porte successivement sur chacun des articles.

3 - Les interventions des conseillers sur les articles en discussion ou sur les articles nouveaux proposés par la commission ou par le gouvernement par voie d'amendements ne peuvent excéder cinq minutes sauf si le président de l'assemblée accorde un délai supplémentaire pour la parfaite information des conseillers.

4 - Sur chaque article, les amendements sont mis successivement en discussion et aux voix dans les conditions prévues par l'article 22-1. Chaque article est ensuite mis aux voix séparément."

Art. 21.— Après l'article 22 de la même délibération, insérez un article 22-1 ainsi rédigé :

"Art. 22-1.— 1 - Le gouvernement, la commission saisie et les conseillers ont le droit de présenter des amendements aux textes déposés sur le bureau de l'assemblée.

2 - Il n'est d'amendements que ceux formulés par écrit, signés par l'un au moins des auteurs et déposés sur le bureau de l'assemblée ou présentés en commission.

3 - Les amendements doivent être sommairement motivés, ils sont communiqués à la commission saisie.

4 - Les amendements ne sont recevables que s'ils portent sur un seul article. Les sous-amendements ne sont recevables que dans la mesure où ils ne contredisent pas le sens de l'amendement.

5 - La question de la recevabilité des amendements et sous-amendements est soumise, avant leur discussion, à la décision de l'assemblée.

Seuls l'auteur de l'amendement, un orateur contre, la commission et le gouvernement peuvent intervenir dans ce débat.

6 - Les amendements des conseillers cessent d'être recevables dès le début de la discussion générale sur le rapport.

Après l'expiration de ce délai, sont seuls recevables :

- les amendements déposés par le gouvernement ;
- les amendements déposés par la commission ;

- les amendements déposés avec l'accord du gouvernement ou de la commission.

7 - Les amendements sont mis aux voix avant le vote sur le texte.

8 - L'assemblée ne délibère pas sur les amendements qui ne sont pas soutenus en séance.

9 - Lorsqu'ils viennent en concurrence, les amendements sont mis en discussion dans l'ordre ci-après : amendements de suppression et ensuite les autres amendements en commençant par ceux qui s'écartent le plus du texte proposé.

10 - Ne peuvent prendre la parole sur chaque amendement, outre l'un des auteurs, que le gouvernement, le président ou le rapporteur de la commission et un orateur d'opinion contraire.

Les interventions ne peuvent excéder cinq minutes."

Art. 22.— Le paragraphe 5 de l'article 29 de la même délibération devenu article 28 est ainsi rédigé :

"5 - Un secrétaire lit ostensiblement et à haute voix les bulletins, l'un après l'autre, tandis que l'autre secrétaire inscrit les votes tels qu'ils sont lus."

Art. 23.— Le deuxième alinéa de l'article 31 de la même délibération devenu article 30 est abrogé et remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

"Seuls les journalistes titulaires de la carte professionnelle ou ceux accrédités auprès du président de l'assemblée sont admis dans les tribunes réservées à la presse et dans l'emplacement réservé aux conseillers territoriaux dans les conditions prévues par le président de l'assemblée.

Seules peuvent être autorisées à opérer dans l'enceinte de l'assemblée, les entreprises de services radiophoniques ou audiovisuels titulaires d'une autorisation d'émettre délivrée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel."

Art. 24.— Le deuxième alinéa de l'article 33 de la même délibération devenu article 32 est ainsi rédigé :

"Au cours de la session pendant laquelle il a été procédé à l'élection ou au renouvellement du bureau de l'assemblée, l'assemblée fixe le nombre des membres composant la commission permanente."

Art. 25.— Le deuxième alinéa de l'article 33-1 de la même délibération devenu article 32-1 est ainsi rédigé :

"Les sièges non pourvus après cette répartition sont attribués selon les règles de la plus forte moyenne. Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé."

Art. 26.— I. L'article 33-2 de la même délibération devenu article 32-2 est ainsi rédigé :

"La commission permanente est renouvelée chaque année au cours de la session pendant laquelle il a été procédé au renouvellement du bureau de l'assemblée."

II. Les alinéas 2, 3 et 4 sont abrogés.

Art. 27.— Le premier alinéa de l'article 34-4 de la même délibération devenu article 33-4 est ainsi rédigé :

"Le président de la commission permanente propose l'ordre du jour des séances. Cet ordre du jour est fixé en début de séance et immédiatement porté à la connaissance du haut-commissaire et du président du gouvernement." (art. 74 et 57, alinéa 2 du statut)

Art 28.— I. Le huitième alinéa de l'article 34-5 de la même délibération devenu article 33-5 est ainsi rédigé :

"Les conseillers qui ne sont pas membres de la commission permanente peuvent assister à ses travaux. Ils ont droit de prendre communication des dossiers remis à la commission permanente sans déplacement et sans que l'exercice de ce droit gêne le travail de cette commission. Ils ne peuvent être autorisés à prendre la parole."

II. Les neuvième et dixième alinéas de cet article 33-5 sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

"La procédure de dépôt et d'examen des propositions d'amendement aux textes soumis à la commission permanente est celle fixée par les articles 22 et 22-1."

Art. 29.— Le premier alinéa de l'article 34-8 de la même délibération devenu article 33-8 est ainsi rédigé :

"Les actes par lesquels la commission permanente régit dans le domaine de sa compétence portent le nom de délibérations. Les délibérations de la commission permanente sont constatées en la forme ordinaire des actes réglementaires, signées de son président et du secrétaire, et transmises au Président du gouvernement et au haut-commissaire par son président."

Art. 30.— L'article 35-2 de la même délibération devenu article 34-2 est ainsi rédigé :

"Le président de l'assemblée et le premier questeur ne peuvent faire partie de la commission spéciale définie au troisième alinéa de l'article 98 de la loi n° 96-312 susvisée."

Art. 31.— I. Le paragraphe 4 de l'article 37-1 de la même délibération devenu article 36-1 est abrogé.

II. Le paragraphe 5 devient paragraphe 4 et est ainsi rédigé :

"4. Au sein des commissions spécialisées, les suppléants siègent avec voix délibérative et peuvent présenter des rapports en l'absence des titulaires de la commission."

III. Le paragraphe 6 devient paragraphe 5.

Art. 32.— I. Dans l'article 38 de la même délibération devenu article 37, supprimer les mots suivants :

- au paragraphe 1 : "ou des commissions de contrôle" ;
- au paragraphe 2 : "ou d'une commission de contrôle" ;

II. Le paragraphe 4 est ainsi rédigé :

"En cas d'absence des membres titulaires des commissions d'enquête, leurs suppléants siègent avec voix délibérative."

III. Au paragraphe 5, supprimer : "et les commissions de contrôle".

IV. Au paragraphe 7, supprimer : "de contrôle".

V. L'article 38-2 de la même délibération est abrogé.

Art. 33.— I. Le titre de la section III est modifié et intitulé "Dispositions diverses".

II. Les articles 48, 49, 50 et 51 deviennent respectivement 46, 47, 48 et 49.

III. La section IV est supprimée.

Art 34.— L'article 49 de la même délibération devenu article 47 est ainsi rédigé :

"Le président de l'assemblée détermine les conditions de fonctionnement du buffet."

Art. 35.— Le Président du gouvernement et la présidente de l'assemblée de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Tarita SINJOUX.

Le président de séance,
Robert TANSEAU.

DELIBERATION n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente.

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre de convocation n° 743-2001 Prés.APF/SG du 3 juillet 2001 en séance plénière de la présidente de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 12 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— Entre les sessions, la commission permanente est habilitée à régler par ses délibérations les affaires qui lui sont renvoyées par l'assemblée de la Polynésie française et figurant à l'annexe I.

Art. 2.— La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française est également habilitée à régler toutes les affaires qui lui sont adressées par le gouvernement lorsque celui-ci en a déclaré l'urgence.

Art. 3.— La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française peut également émettre un avis sur les questions inscrites par priorité à l'ordre du jour à la demande du haut-commissaire.

Art. 4.— En outre, la commission permanente émet des avis sur les textes pour lesquels la consultation de l'assemblée de la Polynésie française par l'Etat est prévue ainsi que

les vœux mentionnés à l'article 70 de la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française.

Art. 5.— En matière de virements de crédits d'un chapitre à l'autre, la commission permanente ne peut y procéder que si ces virements interviennent à l'intérieur d'une même section du budget et s'ils sont maintenus dans la limite du quart de la dotation de chacun des chapitres intéressés.

Art. 6.— Sont exclues de la compétence de la commission permanente, les délibérations relatives au vote du budget annuel du territoire, au compte administratif du territoire, au vote de la motion de censure.

Art. 7.— Le président de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Tarita SINJOUX.

Le président de séance,
Robert TANSEAU.

ANNEXE I

Liste des affaires renvoyées à la commission permanente Affaires à traiter par les commissions

- projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à l'entente du 12 février 1979 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale. (délai un mois) (APF 461 du 2.8.99 ou 898 DRCL du 30.7.99) ;
- projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande relative à l'emploi des personnes à charge des membres des missions officielles d'un Etat dans l'autre. (APF 129 du 28.3.2000 ou 269 DRCL du 24.3.2000) ;
- projet de loi autorisant la ratification du protocole facultatif à la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. (APF 181 du 18.4.2000 ou 352 DRCL du 17.4.2000) (Urgence signalée) (délai un mois) ;
- projet de loi autorisant la ratification des amendements de Montréal et Pékin au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. (meilleurs délais) (APF 230 du 23.5.2000 ou 462 DRCL du 22.5.2000) ;
- projet de loi portant ratification des ordonnances ci-après mentionnées, prises en application de la loi n° 99-899 du 25 octobre 1999 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer ;
- ordonnance n° 2000-285 du 30 mars 2000 portant actualisation et adaptation du droit du travail de l'outre-mer
- 2e projet de loi – Ordonnance n° 2000-350 du 19 avril 2000 portant actualisation et adaptation du droit électoral applicable outre-mer. (APF 281 du 9.6.2000 ou 561 DRCL du 8.6.2000) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Singapour relatif à la coopération de défense et au statut de leurs forces. (meilleurs délais) (APF 349 du 26.7.2000 ou 774 DRCL du 25.7.2000) ;
- projet de loi autorisant la ratification de la convention sur l'accès à l'information en matière d'environnement et la participation du public. (APF 443 du 5.9.2000 ou 980 DRCL du 4.9.2000) ;
- projet de loi portant création d'un conseil national pour l'accès aux origines personnelles. (APF 554 du 16.10.2000 ou 1275 DRCL du 13.10.2000) (urgence signalée) (délai un mois) (APF 559 du 23.10.2000 ou 1299 DRCL du 19.10.2000) (APF 394 du 30.05.01 ou 1640 PR du 29.05.01) ;
- projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif à la conservation et à la gestion des stocks de poissons, fait à New-York le 4 août 1995. (APF 686 du 7.12.2000 ou 1543 DRCL du 7.12.2000) ;
- projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la France et le Conseil de l'Europe relatif à la protection sociale des membres employés par ladite organisation sur le territoire français. (APF 687 du 7.12.2000 ou 1545 DRCL du 7.12.2000) ;
- projet de loi autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les communautés européennes et certains actes annexés, signé à Nice le 26.2.2001. (APF 154 du 9.3.2001 ou 412 DRCL du 8.3.2001) ;
- projet de loi sur la société de l'information. (urgence signalée) (APF 213 du 6.4.2001 ou 631 DRCL du 6.4.2001) ;
- projet de loi autorisant la ratification d'un protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique, relatif à l'application de garanties en France. (APF 266 du 27.04.01 ou 721 DRCL du 25.04.01) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à la coopération dans le domaine de la défense, signé à Bucarest le 24 octobre 1998. (APF 423 du 11.06.2001 ou 947 DRCL du 8.6.01) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'organisation internationale EUTELSTAT, adopté à Paris le 19 octobre 2000. (APF 451 du 20.6.2001 ou 994 DRCL du 15.6.2001) ;
- projet de loi relatif à la modernisation du système de santé. (APF 473 du 28.6.2001 ou 1038 DRCL du 26.6.2001) ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 79-22 du 1er février 1979 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé "Office territorial de l'habitat social". (APF 485 du 03.07.01 ou 169 CM du 03.07.01) ;
- projet de délibération complétant la délibération n° 2001-2 APF du 11 janvier 2001 portant création du service des relations internationales. (APF 224 du 11.4.2001 ou 95 CM du 10.4.2001) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1997 du collège de Papara. (APF 374 du 3.8.2000 ou 153 CM du 2.8.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte administratif 1999 du C.H.T. (APF 381 du 7.8.2000 ou 161 CM du 7.8.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier du port autonome de Papeete pour l'exercice 1999. (APF 382 du 7.8.2000 ou 162 CM du 7.8.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Paea. (APF 420 du 29.8.2000 ou 175 CM du 29.8.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Faaroa. (APF 421 du 29.8.2000 ou 176 CM du 29.8.2000) ;

- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Tahaa. (APF 422 du 29.8.2000 ou 177 CM du 29.8.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du lycée de Uturoa. (APF 423 du 29.8.2000 ou 178 CM du 29.8.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du lycée polyvalent de Taravao. (APF 424 du 29.8.2000 ou 179 CM du 29.8.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 et affectation du résultat de la section de fonctionnement du budget de l'Etablissement d'achats groupés. (APF 425 du 29.8.2000 ou 180 CM du 29.8.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Bora Bora. (APF 464 du 13.9.2000 ou 193 CM du 11.9.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Rangiroa. (APF 465 du 13.9.2000 ou 194 CM du 11.9.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Rurutu. (APF 466 du 13.9.2000 ou 195 CM du 11.9.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège du Taaone. (APF 467 du 13.9.2000 ou 196 CM du 11.9.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du lycée professionnel de Uturoa. (APF 468 du 13.9.2000 ou 197 CM du 12.9.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Mahina. (APF 469 du 13.9.2000 ou 198 CM du 12.9.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Mataura. (APF 470 du 13.9.2000 ou 199 CM du 12.9.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Faava. (APF 471 du 13.9.2000 ou 200 CM du 12.9.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du lycée professionnel de Mahina. (APF 472 du 13.9.2000 ou 201 CM du 12.9.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 de l'école normale mixte de la Polynésie française. (APF 483 du 18.9.2000 ou 206 CM du 18.9.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier de Te Fare Tauhiti Nui – Maison de la culture, pour l'exercice 1999. (APF 493 du 26.9.2000 ou 213 CM du 22.9.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 1999 de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle. (APF 525 du 5.10.2000 ou 222 CM du 4.10.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier, exercice 1999 du Centre polynésien des sciences humaines. (APF 631 du 21.11.2000 ou 280 CM du 20.11.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1999, et affectation des résultats du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques (C.T.R.D.P.). (APF 632 du 21.11.2000 ou 281 CM du 21.11.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Paopao. (APF 640 du 29.11.2000 ou 284 CM du 29.11.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Tipaerui. (APF 641 du 29.11.2000 ou 283 CM du 29.11.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Arue. (APF 642 du 29.11.2000 ou 285 CM du 29.11.2000) ;

- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Papara. (APF 643 du 29.11.2000 ou 286 CM du 29.11.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Punaauia. (APF 644 du 29.11.2000 ou 287 CM du 29.11.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1997 de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono. (APF 696 du 22.12.2000 ou 309 CM du 20.12.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono. (APF 697 du 22.12.2000 ou 310 CM du 20.12.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé. (APF 698 du 22.12.2000 ou 311 CM du 21.12.2000) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier de l'Institut de la statistique de la Polynésie française pour l'exercice 1999. (APF 57 du 23.01.2001 ou 22 CM du 22.01.2001) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 de l'Ecole de formation et d'apprentissage maritime. (APF 143 du 6.3.01 ou 59 CM du 6.3.01) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 du collège de Taaone. (APF 178 du 26.3.2001 ou 76 CM du 22.3.2001) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 du collège de Paee. (APF 179 du 26.3.2001 ou 77 CM du 22.3.2001) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 du collège de Huahine. (APF 180 du 26.3.2001 ou 78 CM du 22.3.2001) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier de l'Office des postes et télécommunications pour l'exercice 1999. (APF 182 du 26.3.2001 ou 80 CM du 26.3.2001) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 du Conservatoire artistique territorial. (APF 211 du 6.4.2001 ou 91 CM du 5.4.2001) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du lycée Paul-Gauguin. (APF 212 du 6.4.2001 ou 92 CM du 5.4.2001) ;
- projet de délibération approuvant le compte financier et affectation du résultat de l'exercice 1999 de l'Institut médico-éducatif "Raimanutea-Tearama". (APF 223 du 11.4.2001 ou 94 CM du 9.4.2001) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du lycée technique hôtelier. (APF 227 du 12.4.2001 ou 97 CM du 11.4.2001) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Taravao. (APF 228 du 12.4.2001 ou 98 CM du 11.4.2001) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 du lycée professionnel de Mahina. (APF 229 du 12.4.2001 ou 99 CM du 11.4.2001) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 du collège de Arue. (APF 230 du 12.4.2001 ou 100 CM du 11.4.2001) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Tipaerui. (APF 231 du 12.4.2001 ou 101 CM du 11.4.2001) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Faaroa. (APF 290 du 9.5.01 ou 126 CM du 9.5.01) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Faava. (APF 291 du 9.5.01 ou 127 CM du 9.5.01) ;

- projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 du collège de Bora Bora. (APF 292 du 9.5.01 ou 128 CM du 9.5.01) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 du lycée polyvalent de Taravao. (APF 293 du 9.5.01 ou 129 CM du 9.5.01) ;
- projet de délibération portant approbation des comptes 1998 et 1999 du régime des non-salariés. (APF 285 du 9.5.01 ou 121 CM du 7.5.01) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier, exercice 1999, du Centre des métiers d'art. (APF 301 du 14.5.01 ou 135 CM du 11.5.01) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier du port autonome de Papeete pour l'exercice 2000. (APF 309 du 16.5.01 ou 136 CM du 15.5.01) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 du Fonds d'entraide aux îles. (APF 408 du 6.6.01 ou 151 PR du 1.6.01) ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-172 AT du 29 décembre 1994 modifiée instituant les prestations familiales pour le régime des non-salariés. (APF 286 du 9.5.01 ou 122 CM du 7.5.01) ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-170 AT du 29 décembre 1994 modifiée instituant le régime d'assurance maladie des personnes non salariées. (APF 287 du 9.5.01 ou 123 CM du 7.5.01) ;
- projet de délibération portant approbation du plan pour la santé 2001-2005. (APF 519 du 9.7.2001 ou 173 CM du 9.7.2001) ;
- projets de délibérations approuvant les comptes financiers des établissements publics ;
- projet de délibération portant mesures exceptionnelles d'intégration des agents non titulaires dans la fonction publique territoriale ;
- projet de délibération portant application à la profession d'architecte de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 modifiée relative aux sociétés civiles professionnelles ;
- projets de délibérations approuvant les comptes financiers du Conservatoire artistique territorial, de la Maison de la culture "Te Fare Tauhiti Nui" et du Centre polynésien des sciences humaines ;
- projet de délibération portant création de la S.E.M. "Air Tahiti Nui" ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;
- projet de délibération relative aux associations pour l'insertion ;
- projet de délibération relative aux garanties de techniques et de sécurité dans les clubs, centres, écoles, organismes de plongée subaquatique sportive et de loisirs en Polynésie française ;
- projet de délibération relative à l'organisation et aux conditions de préparation et de délivrance des brevets polynésiens d'encadrement sportif ;
- projet de délibération modifiant la délibération n° 94-79 AT du 21 juillet 1994 portant création du service de la jeunesse et des sports ;
- projet de délibération modifiant la délibération n° 80-106 du 22 août 1980 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé "Office Territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs" ;
- projet de délibération portant modification des articles 3 et 8 de la délibération n° 94-20 AT du 10 mars 1994 modifiée portant institution du comité de gestion du régime de solidarité territorial ;
- projet de délibération portant modification des articles 15, 16, 17, 18, 21 et 39 de la délibération n° 95-262 AT du 20 décembre 1995 instituant et modifiant les conditions

- du risque maladie des ressortissants du régime de solidarité territorial ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-146 AT du 8 décembre 1994 modifiée instituant les prestations familiales du régime de solidarité territorial ;
- projet de délibération portant modification de l'article 11 de la délibération n° 95-261 AT du 20 décembre 1995 modifiée relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territorial ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-170 AT du 29 décembre 1994 modifiée instituant le régime d'assurance maladie des personnes non salariées (mise en place des indemnités journalières maladie) ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-172 AT du 29 décembre 1994 instituant les prestations familiales pour le régime des non-salariés (mise en place indemnité journalières maternité) ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-170 AT du 29 décembre 1994 modifiée instituant le régime d'assurance maladie des personnes non salariées ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-171 AT du 29 décembre 1994 modifiée relative aux dispositions administratives et financières du régime des non-salariés ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-172 AT du 29 décembre 1994 instituant les prestations familiales pour le régime des non-salariés ;
- projet de délibération portant modification de l'article 3 la délibération n° 94-19 AT du 10 mars 1994 modifiée portant institution du conseil d'administration du régime des non-salariés ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-6 AT du 3 février 1994 définissant le cadre de la couverture sociale généralisée ;
- projet de délibération portant modification de l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 modifié portant institution d'un régime de prestations familiales au profit de travailleurs salariés du territoire des Etablissements français de l'Océanie ;
- projet de délibération portant modification des articles 12 et 17 de l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation et fonctionnement de la caisse de compensation des prestations familiales des Etablissements français de l'Océanie ;
- projet de délibération portant modification de l'arrêté n° 1385 IT du 28 septembre 1956 fixant le règlement intérieur de la caisse de compensation des prestations familiales des Etablissements français de l'Océanie ;
- projet de délibération portant modification de l'article 18 de l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 modifié fixant les règles relatives aux opérations financières et comptables de la caisse de compensation des prestations familiales ;
- projet de délibération portant modification du décret n° 54-246 du 24 février 1957 modifié relatif au recouvrement des sommes dues par les employeurs aux caisses de compensation des prestations familiales installées dans les territoires d'outre-mer et au Cameroun ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie invalidité au profit des travailleurs salariés ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 portant institution d'un régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie ;

- projet de délibération portant modification de la délibération n° 95-180 du 26/10/1995 instituant un régime de retraite tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés ;
- projet de délibération modifiant la délibération n° 61-124 du 24 octobre 1961 ;
- projet de délibération cadre relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale, et à la régulation des conventions des professions médicales et paramédicales, visant à maintenir et promouvoir la qualité des soins, et à maîtriser l'évolution des dépenses de santé ;
- projet de délibération portant création d'un certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement socio et médico-éducatif ;
- projet de délibération relative aux droits des familles dans leurs rapports avec le service des affaires sociales, chargé de la protection de l'enfance ;
- projet de délibération concernant la main-d'œuvre étrangère en Polynésie française ;
- projet de délibération portant approbation des comptes financiers 1998 de l'Office polynésien de l'habitat ;
- projet de délibération portant approbation des comptes financiers 1999 de l'Office polynésien de l'habitat ;
- projet de délibération portant approbation des comptes financiers 2000 de l'Office polynésien de l'habitat ;
- projet de délibération modifiant la délibération n° 89-61 du 2 juin 1989 relative à la protection du consommateur en matière de démarchage à domicile ;
- projet de délibération modifiant la délibération n° 98-189 APF du 19 novembre 1998 réglementant l'information du consommateur en matière de denrées alimentaires au moyen de l'étiquetage ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier de 2000 de l'Institut de la statistique de Polynésie française ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier de 2000 de la Caisse de soutien des prix du coprah ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier de 2000 de l'Institut territorial de la consommation ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 91-98 AT du 29.8.1991 définissant les incitations à l'investissement sur le territoire ;
- projet de délibération instituant un dispositif d'aide à l'investissement dans le domaine des nouvelles technologies ;
- projet de délibération instituant un dispositif d'aide en faveur des entreprises investissant à Hao ;
- projets de délibération portant modification du tarif des douanes ;
- projets de délibération portant modification du code des douanes ;
- projets de délibération relatifs au financement des reports d'investissement ;
- projets de délibération portant modification du code des impôts ;
- projet de délibération modifiant la délibération n° 96-158 APF du 5 décembre 1996 modifiée portant instauration d'un régime fiscal privilégié applicable aux matériels d'équipement et de maintenance importés dans le cadre de la réalisation du projet Photom Polynésie ;
- projet de délibération autorisant le Président du gouvernement à signer le projet de convention entre l'Etat et la Polynésie française relative aux modalités de répartition et de versement de la prime d'épargne pour les comptes d'épargne logement (C.E.L.) et plans d'épargne logement (P.E.L.) souscrits en Polynésie française ;

- projet de délibération portant modification des délibérations n° 87-93 AT et 87-94 AT du 6 août 1987 fixant le régime douanier des vins, champagnes et de certaines eaux de vie consommés dans les hôtels et les établissements agréés de restauration ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 97-194 APF du 24 octobre 1997 portant modification du tarif des douanes et instauration de la taxe de développement local à l'importation ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 2000-34 APF du 17 mars 2000 instituant l'établissement de plans de servitudes aéronautiques applicables aux aérodromes territoriaux ouverts à la circulation aérienne publique et fixant leurs conditions d'approbation ;
- projet de délibération portant modification et complétant les dispositions de la délibération n° 99-128 APF du 22 juillet 1999 réglementant l'autorisation donnée aux entreprises de transport aérien établies en Polynésie française d'exercer une activité de transport aérien public ;
- projet de délibération portant réglementation de l'accès et de l'activité de transport maritime public en Polynésie française.

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 887 CM du 16 juillet 2001 portant nomination du directeur de l'établissement public dénommé "Tahiti Nui Manureva".

NOR : SGG0101108AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-84 APF du 9 juillet 2001 portant création d'un établissement public à caractère administratif dénommé "Tahiti Nui Manureva" ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 juillet 2001,

Arrête :

Article 1er.— Mme Liza Chan est nommée directeur de l'établissement public dénommé "Tahiti Nui Manureva".

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2001.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 888 CM du 16 juillet 2001 portant nomination du commissaire du gouvernement auprès de l'établissement public dénommé "Tahiti Nui Manureva".

NOR : SGG0101108AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-84 APF du 9 juillet 2001 portant création d'un établissement public à caractère administratif dénommé "Tahiti Nui Manureva" ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu l'avis de l'inspecteur général de l'administration ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 juillet 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. Romain Vidal est nommé commissaire du gouvernement auprès de l'établissement public dénommé "Tahiti Nui Manureva".

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2001.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 893 CM du 16 juillet 2001 modifiant l'arrêté n° 961 CM du 12 septembre 1996 portant règlement général du pilotage maritime à l'approche et à la sortie des eaux intérieures de la Polynésie française.

NOR : NAM0101109AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des transports et de l'énergie,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-98 APF du 8 août 1996 portant statut général du pilote maritime en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 961 CM du 12 septembre 1996 portant règlement général du pilotage maritime à l'approche et à la sortie des eaux intérieures de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 962 CM du 12 septembre 1996 portant règlement local de la station de pilotage des îles de la Société ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 juillet 2001,

Arrête :

Article 1er.— L'alinéa 1 de l'article 6 de l'arrêté n° 961 CM susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

- le chef du service de la navigation et des affaires maritimes ou son représentant, *président* ;
- le chef du service des affaires maritimes ou son représentant, *membre* ;
- le chef du service des affaires économiques ou son représentant, *membre* ;
- un représentant du port où siège la station, *membre* ;
- un représentant des autres ports de la station, *membre* ;
- un représentant des agents et consignataires de navires, *membre* ;
- deux pilotes de la station en activité, *membres*.

Art. 2.— L'alinéa 1 de l'article 7 de l'arrêté n° 961 CM susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Dans chaque station, il est institué une commission technique du pilotage. Elle est consultée en matière de seuils et exemptions au regard de la sécurité de la navigation dans les ports, rades et lagons de la Polynésie française.

La commission technique du pilotage est composée :

- du chef du service de la navigation et des affaires maritimes ou son représentant, *président* ;
- du chef du service des affaires maritimes ou son représentant, *membre* ;
- du directeur du port ou son représentant, *membre* ;
- d'un pilote en service dans la station, *membre*.

Art. 3.— Dans toutes les dispositions où il est mentionné "le chef du service chargé des affaires maritimes", lire : "le chef du service de la navigation et des affaires maritimes".

Art. 4.— Le ministre des transports et de l'énergie et le ministre de l'équipement et des ports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des transports
et de l'énergie,*
Bruno SANDRAS.

Le ministre de l'équipement et des ports,
Jonas TAHUAITU.

ARRETE n° 894 CM du 16 juillet 2001 modifiant l'arrêté n° 962 CM du 12 septembre 1996 portant règlement local de la station de pilotage des îles de la Société.

NOR : NAM01011010AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des transports et de l'énergie,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-98 APF du 8 août 1996 portant statut général du pilote maritime en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 961 CM du 12 septembre 1996 portant règlement général du pilotage maritime à l'approche et à la sortie des eaux intérieures de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 962 CM du 12 septembre 1996 portant règlement local de la station de pilotage des îles de la Société ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 juillet 2001,

Arrête :

Article 1er.— L'article 6 de l'arrêté n° 962 CM susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"L'assemblée commerciale" :

- le chef du service de la navigation et des affaires maritimes ou son représentant, *président* ;
- le chef du service des affaires maritimes ou son représentant, *membre* ;
- le chef du service des affaires économiques ou son représentant, *membre* ;
- le représentant du port autonome de Papeete, *membre* ;
- le représentant de la direction de l'équipement, *membre* ;
- le représentant des agents et consignataires de navires, *membre* ;
- le représentant de la marine nationale, *membre* ;
- deux pilotes de la station en activité, *membres*.

Art. 2.— L'alinéa 5 du paragraphe 4 de l'annexe 2 de l'arrêté n° 962 CM susvisé est modifié comme suit :

4° *Majorations et réductions :*

A l'article 5, le taux "75 %" est remplacé par le taux "80 %".

Une remise de 5 % sera reconduite au 1er janvier de chaque année jusqu'à atteindre un niveau final de 95 % à compter du 1er janvier 2004.

Art. 3.— Dans toutes les dispositions où il est mentionné "le chef du service chargé des affaires maritimes", lire : "le chef du service de la navigation et des affaires maritimes".

Art. 4.— Le ministre des transports et de l'énergie et le ministre de l'équipement et des ports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des transports
et de l'énergie,
Bruno SANDRAS.*

*Le ministre de l'équipement et des ports,
Jonas TAHUAITU.*

ARRETE n° 895 CM du 16 juillet 2001 fixant les modalités d'instruction des demandes de conversion des brevets de conduite militaires en permis de conduire civils.

NOR : TTT0101064AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des transports et de l'énergie,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2000-1277 du 26 décembre 2000 portant simplification de formalités administratives et suppression de la fiche d'état civil ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière sur le territoire de la Polynésie française, et notamment son article 141-1 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 juillet 2001,

Arrête :

Article 1er.— Les brevets délivrés par l'autorité militaire aux conducteurs de véhicules automobiles des armées permettent d'obtenir, dès leur validation par l'autorité militaire, et sans nouvel examen, les permis de conduire des véhicules des catégories A, B, C, D et E définies à l'article 131 du code de la route, suivant les mentions de capacité requises pour ces permis.

Art. 2.— La demande de conversion est normalement adressée par l'autorité militaire, pour le compte du titulaire du brevet, au chef du service des transports terrestres.

Exceptionnellement, dans un délai de deux ans suivant la validation du brevet militaire, la demande est adressée par l'intéressé lui-même.

Elle intervient lorsque l'autorité militaire n'a pas été à même d'accomplir cette formalité avant le retour à la vie civile de l'intéressé, du fait d'une mesure rapide de réforme, d'une libération anticipée ou d'une décision de suspension du brevet en cours d'exécution au moment de sa libération.

Art. 3.— A la demande, sont joints :

- le volet de conversion du brevet militaire dûment rempli par le chef de corps ou le commandant d'unité ;
- une des pièces justificatives de l'identité du bénéficiaire prévues par les dispositions du décret n° 2000-1277 du 26 décembre 2000 ;
- un certificat médical délivré par l'autorité militaire lorsque l'intéressé est sous les drapeaux et par l'autorité civile dans les autres cas ;
- quatre photographies du demandeur de face ou de trois quarts (avec lunettes pour ceux qui en portent habituellement).

Art. 4.— Le permis de conduire est établi par le chef de service, dans le mois qui suit la réception du dossier de conversion. Passé ce délai, l'intéressé retire personnellement son permis civil en justifiant de son identité.

Le volet de conversion du brevet militaire doit être retourné par le chef de service à l'unité d'origine de l'intéressé, revêtu de la formule "échangé le ...".

Toutefois, lorsque l'âge de l'intéressé ne permet pas d'effectuer en une seule fois la conversion des diverses catégories figurant sur le brevet militaire, le volet de conversion est remis provisoirement à l'intéressé. Ce n'est qu'après la conversion complète que le volet de conversion est retourné par le chef de service à l'unité d'origine de l'intéressé.

Art. 5.— Conformément à l'annexe jointe, les titulaires d'un brevet militaire des catégories D et E(C) qui, en raison de leur âge, n'ont pu obtenir un permis civil, disposent, à compter de la date de leur vingt et unième anniversaire, âge minimum requis pour l'obtention des catégories précitées, d'un délai de deux ans pour demander au chef du service des transports terrestres la conversion de leur brevet militaire en permis civil.

Art. 6.— Le ministre des transports et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des transports
et de l'énergie,
Bruno SANDRAS.*

ANNEXE

Equivalence des brevets de conduite militaires avec les permis civils

Les catégories de brevets de conduite militaires délivrées par les autorités militaires sont les suivantes :

- la catégorie V.L. correspond aux véhicules légers et donc à la catégorie B dans le civil ;
- la catégorie P.L. correspond aux véhicules poids lourds isolés, affectés au transport de marchandises, dont le P.T.A.C. excède 3,5 tonnes et donc à la catégorie C dans le civil ;
- la catégorie S.P.L. correspond aux véhicules super poids lourds et concerne les véhicules articulés ou les ensembles de véhicules affectés au transport de marchandises. Le véhicule tracteur entre dans la catégorie C et le P.T.A.C. de la remorque excède 750 kilos ; cette catégorie correspond à la catégorie E(C) dans le civil ;
- la catégorie de transport T.C. correspond aux véhicules de transport en commun de personnes et donc à la catégorie D dans le civil.

Tableau récapitulatif

Catégories militaires	Catégories civiles
V.L.	B (âge minimum requis 18 ans - équivalence B1)
P.L.	C (âge minimum requis 18 ans et limité à 7,5 tonnes jusqu'à 21 ans)
T.C.	D (âge minimum requis 21 ans)
S.P.L.	E(C) (âge minimum requis 21 ans - équivalence C, E(B) et E(D) si titulaire de la catégorie D)

ARRETE n° 897 CM du 16 juillet 2001 modifiant l'arrêté n° 259 CM du 11 mars 1991 modifié portant création de la commission d'examen des tarifs maritimes interinsulaires.

NOR : TMA0101101AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des transports et de l'énergie,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 259 CM du 11 mars 1991 modifié portant création de la commission d'examen des tarifs maritimes interinsulaires ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 juillet 2001,

Arrête :

Article 1er.— Dans l'alinéa 2 de l'article 3 de l'arrêté n° 259 CM du 11 mars 1991 modifié susvisé, les termes : "le ministre chargé de l'économie ou son représentant" sont remplacés par les termes : "le chef du service des affaires économiques ou son représentant".

Art. 2.— Le ministre des transports et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des transports
et de l'énergie,
Bruno SANDRAS.*

ARRETE n° 902 CM du 19 juillet 2001 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres en matière de permis de travail et de cartes professionnelles d'étranger.

NOR : EMPD100998AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 juillet 2001,

Arrête :

Article 1er.— En application des dispositions de l'article 35 de la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant

statut d'autonomie de la Polynésie française, le conseil des ministres délègue au Président du gouvernement ses pouvoirs en matière de délivrance des permis de travail.

Art. 2.— Le conseil des ministres délègue au ministre en charge des affaires administratives ses pouvoirs en matière de délivrance de cartes professionnelles d'étranger.

Art. 3.— Le ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 559 CM du 30 mai 1996 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :
*Le ministre du travail, du dialogue social,
de la fonction publique,
de la rénovation de l'administration
et de la déconcentration administrative,*
Armelle MERCERON.

NOR : ATP0100984AC

Par arrêté n° 889 CM du 16 juillet 2001.— Sont renvoyées en seconde lecture les délibérations n° 1-01 CA/ATP et n° 3-01 CA/ATP du 1er juin 2001, adoptées par le conseil d'administration de l'Agence tahitienne de presse.

NOR : SFC0101074AC

Par arrêté n° 890 CM du 16 juillet 2001.— Est autorisé le virement de crédits de *un million huit cent mille francs CFP* (1.800.000 F CFP) comme suit :

S/chap.	Art.	Libellé	En +	En -
944.10	657-508	Autres interventions Subvention pour le développement culturel.....		1.800.000
944.01	639	Service de la culture et du patrimoine	1.450.000	
	662	Autres travaux et services extérieurs.....		
		Impressions reliures et autres prestations de services.....	350.000	
		Total.....	1.800.000	1.800.000

NOR : SFC0101073AC

Par arrêté n° 891 CM du 16 juillet 2001.— La répartition prévisionnelle n° 7-2001 des crédits de paiement du budget d'investissement de 2001 est déterminée selon l'annexe ci-jointe.

Annexe à l'arrêté portant répartition des crédits de paiement 2001

Tableau n° 7-2001

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	Total
PR															0
APF															0
CESC															0
VP															0
MEF															0
MLA							630.000.000				500.000.000				1.130.000.000
MAF															0
MED															0
MEP		1.851.000.000	473.700.000			790.000.000									3.114.700.000
MTR															0
MTE															0
MPI															0
MAE															0
MSR															0
MSF															0
MJS															0
MTD															0
MCE															0
MAR															0
	0	1.851.000.000	473.700.000	0	0	790.000.000	630.000.000	0	0	0	500.000.000	0	0	0	4.244.700.000

NOR : SCD0101100AC

Par arrêté n° 892 CM du 16 juillet 2001.— Le coefficient prévu à l'article 346-9 du code des impôts est fixé, au titre de l'année 2001, à 5 % pour l'ensemble des assujettis placés sous le régime simplifié d'imposition défini à l'article 346-6.

NOR : EM0101005AC

Par arrêté n° 896 CM du 16 juillet 2001.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est habilité à signer la convention ci-annexée (1) relative à la réalisation du programme Photom 5 en Polynésie française.

(1) Elle pourra être consultée au service de l'énergie et des mines.

NOR : AFD0101094AC

Par arrêté n° 898 CM du 16 juillet 2001.— L'article 1er de l'arrêté n° 980 CM du 6 septembre 1990 est complété et modifié comme suit :

“Est autorisée l'affectation, au profit de l'Institut territorial de la consommation, d'une partie des anciens locaux du service des affaires économiques à Fare Ute, Papeete, section AN n° 27, d'une superficie de 205 mètres carrés.

Tel que le tout figure sur le plan en date du 14 juin 2001 établi par la direction de l'équipement, arrondissement bâtiments et détenu par la direction des affaires foncières.”

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 1706 PR du 16 juillet 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'économie et des finances.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 19 juin 2001 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 199 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de l'économie et des finances ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Edouard Fritch, vice-président, ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'économie et des finances, pendant l'absence de M. Georges Puchon du 28 juin au 1er juillet 2001 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2001.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 1707 PR du 16 juillet 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'équipement et des ports.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 19 juin 2001 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 644 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des ports ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Georges Puchon, ministre de l'économie et des finances, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'équipement et des ports, pendant l'absence de M. Jonas Tahuaitu du 30 juillet au 11 août 2001 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2001.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 1708 PR du 16 juillet 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 19 juin 2001 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 642 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Georges Puchon, ministre de l'économie et des finances, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres, pendant l'absence de M. Gaston Tong Sang du 30 juillet au 3 août 2001 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2001.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 1709 PR du 16 juillet 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française,

ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 19 juin 2001 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 642 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Jonas Tahuaitu, ministre de l'équipement et des ports, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres, pendant l'absence de M. Gaston Tong Sang du 18 au 29 juillet 2001 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2001.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 1710 PR du 17 juillet 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la santé et de la recherche.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 19 juin 2001 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 649 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la recherche ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Bruno Sandras, ministre des transports et de l'énergie, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la santé et de la recherche, pendant l'absence de M. Patrick Howell du 30 juillet au 10 août 2001 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juillet 2001.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 1744 PR du 18 juillet 2001 relatif à l'exercice des attributions du vice-président, ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 19 juin 2001 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 639 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Nicolas Sanquer, ministre de l'éducation et de l'enseignement technique, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes de la vice-présidence, ministère de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes, pendant l'absence de M. Edouard Fritch du 16 au 20 juillet 2001 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2001.
Gaston FLOSSE.

Par arrêté n° 1718 PR du 17 juillet 2001.— Dans le cadre du dispositif de soutien territorial à l'exportation, l'association désignée ci-après est attributaire des aides suivantes :

Dénomination de l'entreprise : Association Tahiti Expo dans le cadre des fêtes de Genève.

N° Tahiti : 434.233.

Montant de l'aide accordée : 2.500.000 F CFP.

Ces aides, dont le montant s'élève à deux millions cinq cent mille francs pacifiques (2.500.000 F CFP), sont à imputer sur les crédits imputés sur le budget du territoire, chapitre 960, sous-chapitre 960-10, article 657-804 "Aide à l'exportation".

L'entreprise doit, dans les six mois qui suivent le versement de la subvention, produire les justificatifs auprès du service du commerce extérieur de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette subvention.

Par arrêté n° 1724 PR du 17 juillet 2001.— M. Pierre Lacombe est désigné en qualité de maître d'œuvre au sein de la commission des marchés de l'université de la Polynésie française siégeant en formation de jury.

Par arrêté n° 1730 PR du 18 juillet 2001.— L'article 4 de l'arrêté n° 1052 PR du 22 septembre 1999 accordant le concours financier du territoire à la commune de Moorea-Maiao pour la 1^{re} tranche du plan d'action à court terme de l'adduction d'eau potable sur l'île de Moorea est remplacé comme suit :

Les pièces justificatives à produire par la commune à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- *pour l'avance* : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ; tout acte attestant le droit de la commune sur les terrains concernés par l'opération subventionnée ; les permis de construire nécessaires, le cas échéant ;
- *pour les tranches intermédiaires* : un relevé, visé par le trésorier des îles du Vent, des mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- *pour le solde* : tout acte attestant la fin d'exécution de l'opération ; un relevé, visé par le trésorier des îles du Vent, de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée.

La dépense définie à l'article 2 de l'arrêté n° 1052 PR du 22 septembre 1999 est imputable au chapitre 912, opération 101-1999, article 130 du budget du territoire.

Les autres dispositions de l'arrêté n° 1052 PR du 22 septembre 1999 demeurent sans changement.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

ARRETE n° 2822 MEF du 13 juillet 2001 portant délégation de signature à M. Hervé Teivitu Varet, chef du service de l'informatique.

Le ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 640 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de l'économie et des finances ;

Vu la délibération n° 85-1059 AT du 27 juin 1985 portant création du service de l'informatique ;

Vu l'arrêté n° 662 CM du 5 juillet 1985 portant définition des attributions et organisation du service de l'informatique ;

Vu l'arrêté n° 360 CM du 11 mars 1986 relatif au régime indemnitaire des agents du service de l'informatique ;

Vu l'arrêté n° 836 CM du 27 juin 2001 nommant M. Hervé Teivitu Varet en qualité de chef du service de l'informatique ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Hervé Teivitu Varet, chef du service de l'informatique, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'économie et des finances, dans la limite de ses attributions, les actes et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— M. Hervé Teivitu Varet est en outre habilité à signer au nom du ministre de l'économie et des finances, et par délégation, les actes concernant :

1° Les actes relevant de la gestion du personnel des agents placés sous son autorité :

- les congés de toute nature à passer sur le territoire ;
- les notations et les avancements ;
- les sanctions disciplinaires, jusqu'au blâme inclus ;
- les ordres de déplacement à l'intérieur du territoire ainsi que les réquisitions de passages et de bagages correspondantes ;
- les certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;

2° L'engagement et la liquidation des dépenses du service ;

3° La liquidation des recettes du service ;

4° La signature des contrats et conventions liés à la gestion du service ou aux opérations dont il est chargé ;

5° Le régime indemnitaire des agents du service.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hervé Teivitu Varet, les délégations prévues aux articles 1er et 2 ci-dessus sont dévolues dans les mêmes conditions à M. Emmanuel Bouniot.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Hervé Teivitu Varet et Emmanuel Bouniot, les délégations prévues aux articles 1er et 2 ci-dessus sont dévolues dans les mêmes conditions à M. Jean-Claude Lii.

Art. 5.— Le chef du service de l'informatique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2001.
Georges PUCHON.

MINISTÈRE DU LOGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME, ET DE L'HUMANISATION DE LA VILLE

ARRETE n° 2820 MLA du 13 juillet 2001 autorisant M. Chonsui Jean-Henri dit Abé à réaliser les travaux du lotissement "Te Tumu" sur les parcelles B11b, B11b bis et H11 dépendant du partage des consorts Tumahal sises dans la vallée de Matatia à Punaauia.

Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 641 PR du 19 mai 2001 modifié relatif aux attributions du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 relatif aux lotissements ;

Vu l'arrêté n° 1097 CM du 16 août 1999 portant nomination de M. Eddie Jouen en qualité de chef du service de l'urbanisme ;

Vu les arrêtés n° 2022 MLA et n° 2023 MLA du 28 mai 2001 portant délégation de signature au chef du service de l'urbanisme ;

Vu les arrêtés n° 2503 MLA et n° 2504 MLA du 2 juillet 2001 portant modification des arrêtés n° 2022 MLA et n° 2023 MLA du 28 mai 2001 ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 modifié, relatifs à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et les lotissements ;

Vu la demande d'autorisation déposée le 14 septembre 1998 à la mairie de Punaauia et le 29 septembre 1998 au service de l'urbanisme ;

Vu l'agrément de l'Office des postes et télécommunications en date du 20 avril 1998 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Punaauia en date du 18 septembre 1998 et l'avis réservé en date du 23 mars 2000 ;

Vu les avis de la direction de l'équipement en date des 18 décembre 2000 et 18 janvier 2001 ;

Vu le rapport du préventionniste en date du 19 novembre 1999 ;

Vu l'avis favorable de la déléguée à l'environnement en date du 26 octobre 1999 ;

Vu l'arrêté n° 12 CM du 9 janvier 2001 autorisant M. Jean-Henri Chonsui à réaliser des travaux en vue de l'exploitation d'un forage ;

Vu l'avis favorable du chef du service d'hygiène et de salubrité publique en date du 27 février 2001 ;

Vu la convention d'utilisation des infrastructures existantes de la basse vallée de Matatia en date du 19 juillet 2000 ;

Vu les résultats de la consultation effectuée en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 5 de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 ;

Vu l'avis du chef du service de l'urbanisme en date du 13 juillet 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. Chonsui Jean-Henri dit Abé est autorisé à réaliser les travaux de la première tranche et de la deuxième tranche du lotissement "Te Tumu" sur les parcelles, B11b, B11b bis et H11 dépendant du partage des consorts Tumahai sises dans la vallée de Matatia à Punaauia, cadastrées section CE n° 16 et n° 19.

La première et la deuxième tranches du lotissement comprennent respectivement 21 et 6 lots consentis pour l'habitation.

Art. 2.— Le dossier du lotissement pris en considération comprend les documents suivants enregistrés au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) les 29 septembre et 14 octobre 1998, 5 mai 1999, 16 février 2000 et 25 juin 2001, sous le n° L 98-19 :

- extrait de plan cadastral ;
- note de présentation pour les 21 lots de la première tranche ;
- notice pour les 6 lots de la deuxième tranche ;
- plan de situation ;
- plan des terrassements pour les 21 lots ;
- plan des terrassements pour les lots n° 22 à n° 27 ;
- profils en travers type ;
- plan d'adduction téléphonique ;
- plan parcellaire ;
- plan eau potable ;
- profils en long et en travers ;
- plan d'adduction électrique ;
- plan de partage de la succession Tumahai ;
- plan de plantation ;
- procès-verbal d'essais n° 99-297 du 19 avril 1999 ;
- étude d'alimentation en eau potable établie par le bureau d'étude Vaimana hydraulique en septembre 2000 ;
- plan d'implantation eau potable et eaux usées pour les 27 lots ;
- plan d'implantation du réseau d'eaux pluviales pour les 27 lots ;
- plan d'implantation du réservoir de 300 mètres cubes ;
- plan du réservoir de 300 mètres cubes ;
- tableau de synthèse des principaux paramètres de la station d'épuration ;
- étude d'impact ;
- cahier des charges.

Art. 3.— Les travaux d'aménagement et de viabilisation seront réalisés conformément au dossier pris en considération, en tenant compte des dispositions suivantes :

1° Eaux pluviales

Avant le démarrage des travaux, fournir au service de l'urbanisme un dossier établi par un bureau d'étude spécialisé et agréé par la direction de l'équipement, lequel devra comporter les précisions suivantes :

- aménagement de protection contre les crues de rivière ;
- justification de dimensionnement du réseau d'eaux pluviales ;
- vérification sur l'acceptabilité de l'apport d'eau supplémentaire dans la rivière du fait de l'imperméabilisation induite par le projet ;
- plan de gestion des eaux de ruissellement en cours de chantier prévoyant notamment la mise en place d'un ou plusieurs décanteurs avant le rejet dans la Matatia. Ces décanteurs devront être régulièrement curés.

2° Sécurité incendie

Les poteaux incendie doivent être de type normalisé et présenter les caractéristiques suivantes :

- 1 sortie de diamètre 100 millimètres avec 2 sorties symétriques de diamètre 65 millimètres ;
- débit de 17 litres/seconde ;
- pression dynamique de 1 bar.

3° Terrassements

Les terrassements devront être réalisés en période sèche pour éviter les pollutions telluriques du lagon.

Les prescriptions émises par le laboratoire des travaux public de Polynésie dans son P.-V. de visite n° 99-297 du 19 avril 1999 devront être respectées.

Avant toute demande de certificat de conformité, le promoteur devra fournir une attestation établie par un technicien compétent constatant la stabilité générale des travaux de terrassement.

4° Réseaux électrique et téléphonique

Les réseaux électrique et téléphonique seront réalisés conformément aux normes techniques de distribution publique.

Avant le début des travaux d'adduction téléphonique, un projet détaillé d'infrastructure téléphonique établi par une entreprise admise par l'O.P.T. devra être présenté au C.C.L./Ensim (Centre de construction des lignes - ensemble immobilier à Arue, téléphone : 41.43.62, fax : 45.06.38).

5° Réseau d'eaux usées

Le lotisseur prendra à sa charge les travaux de raccordement des eaux usées au réseau d'assainissement collectif public de Punaauia.

Dans le cas où l'assainissement collectif public de Outumaoro ne serait pas opérationnel avant la livraison du lotissement, le promoteur devra réaliser sa propre station d'épuration dont le fonctionnement ne pourra être que provisoire ; il conviendra de fournir au service d'hygiène et de salubrité publique les éléments suivants avant toute réalisation :

- une étude d'impact concernant la station d'épuration ;
- l'autorisation d'occupation du domaine public, concernant le rejet de la station d'épuration dans la rivière Matatia, puis vers le lagon. Cette demande devra être adressée auprès de la direction de l'équipement G.E.G.D.P ;

Au niveau de la station d'épuration :

- le dossier technique complet de la station comportant tous les plans (plan d'implantation, vues en plan, en coupe de tous les ouvrages), dimensionnement, notes de calculs et caractéristiques techniques nécessaires à sa compréhension ;

Concernant le rejet :

- conformément à l'article 4 de l'arrêté n° 1401 CM du 16 décembre 1997, les eaux usées devront après traitement être évacuées rapidement par des ouvrages fermés, continus et étanches depuis l'ouvrage d'épuration jusqu'au site de rejet dans le milieu récepteur. Le tracé de ces ouvrages ne devra pas pénétrer dans les périmètres de protection immédiate et/ou rapprochée d'installations prévues pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine. Dans le cas d'un tracé commun de

réseaux, les canalisations d'eaux usées avant ou après traitement, doivent être placées en dessous des conduites d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine ;

- le réseau de collecte devra être en P.V.C. pression et également être bien étanche notamment au-dessus des lots 2 et 3 où est implanté le forage.

Au niveau du panier de dégrillage :

- il conviendra de prévoir une aire de lavage bétonnée et un robinet d'eau pour l'entretien du panier de dégrillage, les opérations d'entretien et le rinçage du matériel de contrôle avec récupération des eaux de lavages et retour en tête de station ;
- mettre en place les moyens nécessaires afin de faciliter sa manipulation et sa levée lors de son entretien (exemple : potence) ;
- au cas où un poste de relevage s'avérerait nécessaire, la pompe de relevage devra être doublée en cas de panne de l'une d'elles. Leur maintenance devra être incluse dans le contrat d'entretien ;
- aménager des points de prélèvements du rejet après désinfection et mettre en place un poste de mesure de débit d'eau à l'entrée et à la sortie de la station d'épuration ;
- installer un report d'alarme téléphonique raccordé à la société d'entretien ;
- la station d'épuration devra être clôturée et n'être accessible qu'au personnel d'entretien et de contrôle.

6° Eau potable :

- les eaux de ruissellement dans l'enceinte du forage seront recueillies puis évacuées, notamment en bas du talus côté route, en raison du passage de la canalisation de rejet de la station d'épuration ;
- le tuyau de distribution du réservoir devra être placé au-dessus de celui pour la réserve incendie afin d'assurer à tout moment le volume de 120 mètres cubes de réserve incendie ;
- dans le cas d'un tracé commun de réseaux, les canalisations d'eaux usées avant ou après traitement, doivent être placées en dessous des conduites d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine ;
- avant toute réalisation, transmettre au service d'hygiène et de salubrité publique les notices techniques pour le traitement de l'eau potable ;
- un hydrogéologue agréé devra définir les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée du forage en vue de réglementer les activités à l'intérieur de ces périmètres.

Art. 4.— A l'appui de toute demande de certificat de conformité du lotissement, les pièces suivantes complétant le dossier du lotissement devront être déposées :

- 4 exemplaires du plan de bornage et de recolement des travaux réalisés ;
- le cas échéant, 4 exemplaires d'un contrat d'entretien de la station d'épuration établi conformément aux dispositions de l'arrêté n° 1370 CM du 13 septembre 1998 et cosigné par le propriétaire et la société d'entretien ;
- 4 exemplaires du cahier des charges modifié en tenant compte :
 - article 14, paragraphe 6.4 (eaux usées), du raccordement des eaux usées au réseau d'assainissement collectif public ;
 - article 15, paragraphe 6.5.2. (hauteur des constructions), à supprimer et à se référer aux dispositions du code de l'aménagement de la Polynésie française ;

- une attestation de réception du réseau téléphonique délivrée par l'O.P.T. ;
- une attestation de raccordement du réseau d'eaux usées au réseau d'assainissement collectif public délivrée par la direction de l'équipement ;
- une attestation de contrôle du réseau incendie délivrée par le service incendie de la commune de Punaauia ;
- une attestation délivrée par un technicien compétent attestant de la stabilité générale des terrassements ;
- une attestation de réception des ouvrages de protection contre les crues de rivière délivrée par la direction de l'équipement.

Art. 5.— Le présent arrêté devient caduc si les travaux d'aménagement ne sont pas commencés dans un délai de dix-huit (18) mois ou achevés dans un délai de trente-six (36) mois à compter de sa publication au *Journal officiel*.

Art. 6.— Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats de la mairie de Punaauia et du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 7.— Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2001.
Jean-Christophe BOUISO.

**MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES,
DU DOMAINE, DE LA VALORISATION
ET DE LA REDISTRIBUTION DES TERRES**

ARRETE n° 2858 MAF du 17 juillet 2001 portant délégation de signature du ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres.

Le ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 642 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de "cabinets" auprès du Président et des membres du gouvernement et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet ;

Vu l'arrêté n° 745 CM du 28 mai 2001 portant nomination de Mme Josiane Howell en qualité de directrice de cabinet auprès du ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres ;

Vu l'arrêté n° 2077 MAF du 5 juin 2001 portant délégation de signature du ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres ;

Vu l'arrêté n° 1549 PR du 20 juin 2001 portant nomination de M. Leou Yenfa en qualité de chef de cabinet auprès du ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Josiane Howell, directrice de cabinet auprès du ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres, les délégations visées aux articles 1er, 2, 3 et 4 de l'arrêté n° 2077 MAF du 5 juin 2001 portant délégation de signature du ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres, sont exercées par M. Leou Yenfa, chef de cabinet.

Art. 2.— La directrice de cabinet du ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juillet 2001.
Gaston TONG SANG.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES PORTS

Par arrêté n° 2870 MEP du 18 juillet 2001.— Une partie des indemnités relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références N255 et N387 (plan n° 27) nécessaires aux travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia-pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia est déconsignée et versée au compte bancaire de Mme Nini Ellacott, conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

N° de plan	Cadastre	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Indemnité consignée	Indemnité à déconsigner
127	N255 N387	765	1) - Succession de M. Emile Eugène Deligny : 1) - Succession de M. Henri Ellacott : - Mme Nini Ellacott	3.366.000	197.227

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'ENERGIE

Par arrêté n° 2884 MTR du 19 juillet 2001.— Pour le deuxième quadrimestre 2001, le quota de gazole attribué aux différents groupements conventionnés pour le transport public routier régulier de voyageurs des îles de Huahine et Raiatea est fixé comme suit :

G.I.E. Huahine Nui Iti : 1.068 litres ;
G.I.E. Raiatea Nui : 5.548 litres.

Pour chacun des groupements précités, les quotas de gazole entre les différentes unités de transport sont fixés selon les annexes 1 et 2 jointes au présent arrêté.

ANNEXE 1

Répartition du quota de gazole pour le deuxième quadrimestre 2001 attribué au G.I.E. Huahine Nui Iti pour les véhicules affectés en transport régulier

Ile	G.I.E.	Immatriculation	Propriétaire	Service régulier		Quota
Huahine	Huahine	41.626 P	Taipunu Temana	Fiti	TR & TS	56
Huahine	Huahine	65.598 P	Taipunu Temana	Fiti	TR & TS	56
Huahine	Huahine	56.225 P	Vahinemoea Teura	Haapu	TR & TS	212
Huahine	Huahine	82.553 P	Taipunu Pascal	Haapu	TR & TS	212
Huahine	Huahine	25.750 P	Faatau Félix	Maeva	TR & TS	52
Huahine	Huahine	55.099 P	Tutemaono Vehia	Maeva	TR & TS	52
Huahine	Huahine	57.082 P	Tetumu Taahitini	Maroe	TR & TS	212
Huahine	Huahine	66.328 P	Temaiana Gerald	Parea	TR & TS	396
Huahine	Huahine	59.130 P	Temaiana Gerald	Tefareni	TR	360
						1.608

ANNEXE 2

Répartition du quota de gazole pour le deuxième quadrimestre 2001 attribué au G.I.E. Raiatea Nui pour les véhicules affectés en transport régulier

Ile	G.I.E.	Immatriculation	Propriétaire	Service régulier		Quota
Raiatea	Raiatea Nui	6.864 P	Mou Kam Tse Mou Ching Kong	Fetuna	TR & TS	1.080
Raiatea	Raiatea Nui	81.383 P	Letang Hubert	Fetuna	TR & TS	1.080
Raiatea	Raiatea Nui	44.692 P	Roopinia Tony	Opoa	TR & TS	488
Raiatea	Raiatea Nui	59.920 P	Moutame Raphaël	Puohine	TR & TS	244
Raiatea	Raiatea Nui	43.414 P	Shan Gabriel Edouard	Tehurui	TR & TS	316
Raiatea	Raiatea Nui	67.823 P	Letang Edmond	Tehurui	TR & TS	316
Raiatea	Raiatea Nui	31.956 P	Itae Maxwell	Tevaitoa	TR & TS	332
Raiatea	Raiatea Nui	98.761 P	Itae Maxwell	Tevaitoa	TR & TS	332
Raiatea	Raiatea Nui	20.639 P	Genevois Marie-Hélène	Vai'aa	TR & TS	340
Raiatea	Raiatea Nui	30.076 P	Genevois Michel	Vai'aa	TR & TS	340
Raiatea	Raiatea Nui	40.294 P	Genevois Marie-Hélène	Vai'aa	TR & TS	340
Raiatea	Raiatea Nui	44.440 P	Genevois Michel	Vai'aa	TR & TS	340
						5.548

**MINISTRE DE LA PECHE, DE L'INDUSTRIE
ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

ARRETE n° 2853 MPI du 17 juillet 2001 portant délégation de signature du ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises à M. Jules Cheffort, chef du département de la réglementation et du contrôle, du 16 juillet au 1er août 2001 inclus.

Le ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 647 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 1987 CM du 31 décembre 1999 nommant M. Guy Besnard, chef du service des ressources marines ;

Vu la délibération n° 2001-36 APF du 30 mars 2001 portant modification de la délibération n° 83-65 AT du 31 mars 1983 portant création en Polynésie française d'un service des ressources marines ;

Vu l'arrêté n° 2058 MPI du 31 mai 2001 portant délégation de signature du ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises à M. Guy Besnard, chef du service de la pêche ;

Vu la demande de congé de M. Guy Besnard ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation est donnée à M. Jules Cheffort, chef du département de la réglementation et du contrôle du service de la pêche, à l'effet de signer, au nom du ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises, dans la limite de ses attributions :

- 1° a) Les actes courants et les correspondances paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;
- b) Les attestations d'activités liées au secteur de la mer ;
- c) Les attestations de mise à consommation ;
- d) Les attestations de transbordement dans le cadre des accords de pêche ;
- e) Les conventions liées à la gestion courante du service n'entraînant pas de charge financière ;

2° Les actes suivants relevant de la gestion du personnel placé sous son autorité :

- a) Certificat de travail et attestation de salaire ou autres prévues par la réglementation sociale ;
- b) Les réquisitions et ordres de déplacement ;
- c) Congés de toute nature et permissions exceptionnelles ;
- d) Mutations à l'intérieur du service ;
- e) Avertissements ou blâmes pour l'ensemble des agents, à l'exception des blâmes des agents A.N.F.A. de 1^{re} catégorie ou de catégorie A pour la fonction publique territoriale ;
- f) Notation primaire des agents.

Art. 2.— M. Jules Cheffort, chef du département de la réglementation et du contrôle, dans la limite de ses attributions, est autorisé à certifier le service fait, à procéder aux demandes d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget local et de la section locale du F.I.D.E.S. qui lui ont été notifiés.

En matière d'investissement, cette délégation est limitée à 500.000 F CFP (*cinq cent mille francs pacifiques*) par dépense.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Guy Besnard et Alain Santoni, respectivement chef du service de la pêche et chef du département administration générale du service de la pêche, les délégations mentionnées dans le présent arrêté sont exercées par M. Jules Cheffort, chef du département de la réglementation et du contrôle, du 16 juillet au 1^{er} août 2001 inclus.

Art. 4.— Le chef du département de la réglementation et du contrôle du service de la pêche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juillet 2001.
Nina VERNAUDON.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

Par arrêté n° 2836 MAE du 13 juillet 2001.— A compter de l'adoption du présent arrêté, l'agrément 1020 PF est délivré au navire-usine "Sapmer" pour l'exportation vers l'Union européenne de poisson congelé entier et sous forme de filets.

Cet agrément est délivré pour quatre années, renouvelable sur demande, et sous réserve que l'établissement se conforme à l'arrêté n° 1507 CM du 24 novembre 1998 fixant les règles sanitaires applicables aux produits de la pêche destinés à l'exportation vers l'Union européenne.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE

Par arrêté n° 2864 MSR/DS du 18 juillet 2001.— Sont déclarés admis sur la liste principale au concours d'entrée à l'Institut de formation en soins infirmiers "Mathilde-Frèbault" (session 2001), par ordre de mérite, les candidats dont les noms suivent :

1 - Garcia Gwendolyn Marina ; 2 - Wohler Poerava Eva Stéphanie ; 3 - Renard Marie ; 4 - Tetiarahi Ramon Tamatoa ; 5 - Mourier Françoise ; 6 - Labbey épouse Frogier Rosemonde ; 7 - Carretier épouse Delmotte Laurence ; 8 - Huang Dave Teheura ; 9 - Mai Raphaëla Ruita ; 10 - Vairaaroa Raihau Alphonse ; 11 - Farella Marie Sophie ; 12 - Baudhuin Atchin Fleur ; 13 - Ouharzoune épouse Vernier Hassina ; 14 - Chin Foo Valérie Vaihere ; 15 - Alcover-Pansard Corinne ; 16 - Cetout Taïna ; 17 - Fabresse Marion Aline Claire ; 18 - Garbutt épouse Thouet Bianca ; 19 - Levant Lydia Kim-Quy Fetia ; 20 - Moreno Christelle Rose ; 21 - Malbete épouse Mauguin Sylvie ; 22 - Tavita Mathilde Tepua ; 23 - Peue Vanessa Manulani ; 24 - Mervin Thérèse ; 25 - Urarii épouse Deligny Line.

Une liste complémentaire est également établie par ordre de mérite au titre de cette session (2001). Les candidats figurant sur cette liste complémentaire remplaceront ceux de la liste principale en cas de désistement de ces derniers, en suivant l'ordre de classement ci-dessous :

1 - Lemaire Maud ; 2 - Viriamu Denise Tihina ; 3 - Mattio Christophe ; 4 - Noho épouse Gournac Mareva ; 5 - Hatuuku Léa Hinaupoko ; 6 - Buillard Vaitea Laurent ; 7 - Laine Lorna Daisy ; 8 - Farella Lucille Raphaëlle ; 9 - Simon Aimata Geneviève ; 10 - Massin Francesca Moevai ; 11 - Fatuma Isbella Alice Vaitiare ; 12 - Delsau Siegfried Wolfgang ; 13 - Lequerre Vatina May ; 14 - Teinaore Vanessa ; 15 - Chang Sui Fat Herehia Daisy ; 16 - André Jean-Marie Arun ; 17 - Riffaud Yann Gilbert ; 18 - Baraton Déborah Tiphane.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS, DE L'INSERTION SOCIALE DES JEUNES ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

Par arrêté n° 2883 MJS du 19 juillet 2001.— L'agrément prévu à l'article 1^{er} de l'arrêté n° 99 CM du 21 janvier 2000 relatif à l'agrément des fédérations sportives, est accordé à la Fédération d'athlétisme de Polynésie française, dont le siège social est situé à Pirae, stade Pater.

Par arrêté n° 2900 MJS du 19 juillet 2001.— Le brevet polynésien d'animateur, option Animateur de quartier, est décerné aux personnes dont les noms suivent :

- 98-AQ/2000-001, Mme Fauura épouse Barff Loana, née le 8 juillet 1960 à Papeete, Tahiti ;
- 98-AQ/2000-002, Mlle Mai Elvina, née le 16 février 1973 à Papeete, Tahiti ;
- 98-AQ/2000-003, M. Arakino Paul, né le 25 novembre 1981 à Papeete, Tahiti ;
- 98-AQ/2000-004, M. Huui Noël, né le 24 décembre 1979 à Fare, Huahine ;
- 98-AQ/2000-005, M. Manea Ferdinand, né le 23 février 1980 à Afaahiti, Taravao ;
- 98-AQ/2000-006, M. Pittman William, né le 27 décembre 1975 à Papeete, Tahiti ;
- 98-AQ/2000-007, M. Pouira Thierry, né le 8 septembre 1970 à Papeete, Tahiti ;
- 98-AQ/2000-008, M. Richmond Billy, né le 14 juillet 1974 à Papeete, Tahiti ;
- 98-AQ/2000-009, M. Ropati Samuel, né le 19 juin 1970 à Papeete, Tahiti ;

- 98-AQ/2000-010, M. Tutavae Eimana, né le 2 juin 1975 à Papeete, Tahiti ;
- 98-AQ/2000-011, M. Toulza Pascal, né le 30 juillet 1969 à Papeete, Tahiti.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DU DIALOGUE SOCIAL,
DE LA FONCTION PUBLIQUE,
DE LA RENOVATION DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA DECONCENTRATION ADMINISTRATIVE**

ARRETE n° 2823 MTD/PEL du 13 juillet 2001 annulant et reportant à une date ultérieure les dates des élections des représentants du personnel des commissions administratives paritaires de la fonction publique de la Polynésie française fixées par l'arrêté n° 1080 MFR/PEL du 29 mars 2001 modifié.

Le ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 638 PR du 19 mai 2001 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative ;

Vu la délibération n° 95-216 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant organisation et fonctionnement des organismes consultatifs dans la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1080 MFR/PEL du 29 mars 2001 modifié relatif aux dates des élections des représentants du personnel des C.A.P. de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal de la réunion du 19 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— Sont annulées les élections organisées par l'arrêté n° 1080 MFR/PEL du 29 mars 2001 dont le matériel de vote par correspondance a déjà été expédié aux électeurs.

Cette mesure concerne les élections des représentants du personnel de la fonction publique des commissions administratives paritaires des cadres d'emplois suivants :

- attachés d'administration de la filière administrative ;
- rédacteurs de la filière administrative ;
- adjoints administratifs de la filière administrative ;
- agents de bureau de la filière administrative.

Art. 2.— Sont reportées à une date ultérieure les élections des représentants du personnel de la fonction publique des commissions administratives paritaires des cadres d'emplois suivants :

- ingénieurs de la filière technique ;
- techniciens de la filière technique ;
- agents techniques de la filière technique ;
- aides techniques de la filière technique ;
- psychologues de la filière socio-éducative ;
- conseillers socio-éducatifs ;
- conseillers des activités physiques et sportives ;
- assistants socio-éducatifs ;
- agents sociaux ;
- opérateurs des activités physiques et sportives ;
- praticiens hospitaliers de la filière santé ;
- médecins de la filière santé ;
- biologistes, vétérinaires, pharmaciens, chirurgiens-dentistes de la filière santé ;
- sages-femmes de la filière santé ;
- rééducateurs de la filière santé ;
- assistants qualifiés de laboratoire de la filière santé ;
- manipulateurs d'électroradiologie de la filière santé ;
- infirmiers de la filière santé ;
- auxiliaires de soins de la filière santé ;
- agents médico-techniques de la filière santé ;
- aides médico-techniques de la filière santé.

Art. 3.— Le ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2001.
Armelle MERCERON.

Par arrêté n° 2885 MTD/PEL du 19 juillet 2001.— Sont nommées comme membres du jury du concours externe d'attachés d'administration de catégorie A affectés à des fonctions de statisticien-économiste relevant de la fonction publique de la Polynésie française, les personnes dont les noms suivent :

- M. le chef du service du personnel et de la fonction publique ou son représentant, *président* ;
- M. l'inspecteur général de l'administration territoriale, ou son représentant ;
- M. le secrétaire général du gouvernement ou son représentant ;
- M. Francky Saccault, chef du service du plan et de la prévision économique ou son représentant ;
- Mme Nicole Levesques, directrice de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;
- M. Michel Brasset, personnalité qualifiée ;
- M. Denis Grellier, représentant le cadre d'emplois.

Par arrêté n° 2886 MTD/PEL du 19 juillet 2001.— Sont nommées comme membres du jury des concours externe et interne par voie générale d'attachés d'administration de catégorie A relevant de la fonction publique de la Polynésie française, les personnes dont les noms suivent :

- M. le chef du service du personnel et de la fonction publique ou son représentant, *président* ;
- M. l'inspecteur général de l'administration territoriale, ou son représentant ;
- M. le secrétaire général du gouvernement ou son représentant ;
- M. Francis Stein, chef du service de la culture et du patrimoine ou son représentant ;
- Mme Nicole Levesques, directrice de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;
- M. Gilbert Guido, personnalité qualifiée ;
- M. Denis Grellier, représentant le cadre d'emplois.

ARRETES DE LA PRESIDENTE DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETE n° 81-2001 APF/SG du 13 juillet 2001 prenant acte de l'élection des conseillers territoriaux au sein de la commission spéciale chargée de la préparation du budget de l'assemblée de la Polynésie française.

La présidente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 746-2001 PR.APF/SG du 3 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux,

Arrête :

Article 1er.— Les conseillers territoriaux dont les noms figurent ci-dessous ont été élus membres de la commission spéciale chargée de la préparation du budget de l'assemblée de la Polynésie française :

- M. Temaury Foster, Mmes Lucie Lucas et Béatrice Vernaudeau, MM. Robert Tanseau, Ismaël Tuahu, Mme Patricia Grand, MM. Jean-Alain Frébault, Eugène Bessert, Hirohiti Tefaarere et Noa Tetuanui, Mme Rosina Chin Foo et M. Boris Léontieff.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2001.
Lucette TAERO.

ARRETE n° 82-2001 APF/SG du 13 juillet 2001 modifiant l'arrêté n° 49-2001 APF/SG du 22 mai 2001 prenant acte de l'élection des conseillers territoriaux au sein des organismes ou commissions extérieures de l'assemblée de la Polynésie française.

La présidente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 746-2001 PR.APF/SG du 3 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux,

Arrête :

Article 1er.— Le tableau joint en annexe de l'arrêté n° 49-2001 APF/SG du 22 mai 2001 est modifié comme suit :

Ajouter :

- Comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) :

Titulaires : Lucette Taero et John Cridland.

Suppléants : René Kohumoetini et Ismaël Tuahu.

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2001.
Lucette TAERO.

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE PAPARA

ARRETE MUNICIPAL n° 2001-129 du 3 juillet 2001 prescrivant la lutte contre les bruits de voisinage.

Le maire de la commune de Papara, île de Tahiti,

Vu la loi n° 71-1028 du 21 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal de la Polynésie française, promulguée dans le territoire par l'arrêté n° 368 AA du 25 janvier 1978 ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer promulguée dans le territoire par l'arrêté n° 605 DRCL du 29 juillet 1996 ;

Vu l'arrêté n° 94-30 du 2 décembre 1994 portant interdiction des bruits provenant de matériels, engins ou autres pouvant nuire à la tranquillité des habitants de la commune ;

Vu le code pénal et notamment son article R 26,

Arrête :

Article 1er.— Sont interdits sur la voie publique, dans les lieux publics ou accessibles au public, les établissements recevant du public et les lieux de stationnement des véhicules à moteur, les bruits gênants par leur intensité, leur durée, leur caractère agressif ou répétitif et notamment ceux susceptibles de provenir :

- des publicités par cris ou par chants ;
- de l'emploi d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore par haut-parleur, tels que postes récepteurs de radio, magnétophones et électrophones, à moins que ces appareils ne soient utilisés exclusivement qu'avec des écouteurs ;
- des réparations ou réglages de moteur, à l'exception des réparations de courte durée permettant la remise en service d'un véhicule immobilisé par une avarie fortuite en cours de circulation ;

- de l'usage d'instruments de musique, sifflets, sirènes ou appareils analogues ;
- de l'utilisation de pétards ou autres pièces d'artifice, d'instruments et jouets bruyants ;
- de la manipulation, le chargement ou le déchargement de matériaux, matériels ou objets quelconques ainsi que des dispositifs ou engins utilisés pour ces opérations.

Des dérogations individuelles ou collectives exceptionnelles aux dispositions de l'alinéa précédent pourront être accordées par décision du maire lors de circonstances particulières telles que manifestations commerciales, fêtes ou réjouissances, ou pour l'exercice de certaines professions.

Une dérogation permanente aux dispositions du présent arrêté est accordée pour la fête nationale du 14 juillet et le jour de l'An.

Art. 2.— Toute personne physique ou morale utilisant dans le cadre de ses activités professionnelles, à l'intérieur de locaux ou en plein air, sur la voie publique ou dans des propriétés privées, des outils ou appareils, de quelque nature qu'ils soient (industriels, agricoles, horticoles...) susceptibles de causer une gêne pour le voisinage en raison de leur intensité sonore ou des vibrations transmises, doit interrompre ses travaux entre 20 heures et 7 heures et toute la journée les dimanches et jours fériés, sauf en cas d'intervention urgente justifiée par des mesures de sécurité.

Des dérogations exceptionnelles pourront être accordées par décision du maire s'il s'avère nécessaire que les travaux considérés soient effectués en dehors des heures et jours autorisés à l'alinéa premier.

Dans le cadre des zones particulièrement sensibles du fait de la proximité d'hôpitaux, de maternités, de maisons de convalescence et de retraite ou autres locaux similaires, des emplacements particulièrement protégés devront être recherchés pour les engins ainsi que l'emploi de tout dispositif visant à diminuer l'intensité du bruit ou des vibrations émises.

Art. 3.— Les travaux de bricolage ou de jardinage réalisés par des particuliers à l'aide d'outils ou d'appareils susceptibles de causer une gêne pour le voisinage en raison de leur intensité sonore, tels que tondeuses à gazon à moteur thermique, tronçonneuses, débroussailluses, perceuses, raboteuses, scies mécaniques, etc., ne peuvent être effectués les jours ouvrables que de 7 heures à 18 heures et les samedis que de 8 heures à 18 heures. Ils ne pourront être effectués les dimanches et jours fériés.

Art. 4.— En cas de non-respect des conditions d'emploi homologué de matériels d'équipements de quelque nature qu'ils soient, d'engins ou de véhicules, sur la voie publique ou les propriétés privées, il pourra être ordonné, en cas d'urgence, de cesser immédiatement les nuisances, sans préjudice des sanctions pénales qui pourraient éventuellement s'appliquer.

Art. 5.— Les occupants des locaux d'habitation ou de leurs dépendances sont tenus de prendre toutes précautions pour éviter que la tranquillité du voisinage ne soit troublée notamment par l'utilisation d'appareils audiovisuels, d'instruments de musique, d'appareils ménagers, par la pratique d'activités ou de jeux susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage ou par le port de chaussures à semelle dure.

Art. 6.— Les propriétaires et possesseurs d'animaux, en particuliers les chiens, sont tenus de prendre toutes mesures propres à éviter une gêne pour le voisinage, y compris par

l'usage de tout dispositif dissuadant les animaux de faire du bruit de manière répétée et intempestive.

Art. 7.— Les éléments et équipements des bâtiments doivent être maintenus en bon état de manière à ce qu'aucune diminution anormale des performances acoustiques n'apparaisse dans le temps ; le même dispositif doit être appliqué à leur remplacement.

Les travaux ou aménagements, quels qu'ils soient, effectués dans les bâtiments ne doivent pas avoir pour effet de diminuer sensiblement les caractéristiques initiales d'isolement acoustique des parois.

Toutes précautions doivent être prises pour limiter le bruit lors de l'installation de nouveaux équipements individuels ou collectifs dans les bâtiments.

Les mesures seront effectuées conformément aux normes en vigueur à la date de la mesure, concernant la vérification de la qualité acoustique des bâtiments.

Art. 8.— En matière d'occupation du sol, l'implantation d'établissements recevant du public (tels que salles de spectacle, discothèques, salles de jeux, etc.), d'établissements industriels, artisanaux, commerciaux et agricoles non soumis à la législation spéciale sur les installations classées et l'aménagement de terrains pour la pratique d'activités permanentes ou occasionnelles de loisirs (telles que ball-trap, U.L.M., motocross, aéromodélisme, etc.) ne devront en aucun cas, lors de leur fonctionnement, troubler le repos ou la tranquillité du voisinage.

Dans les zones d'habitation agglomérée ou d'un habitat existant, lorsque le bruit perçu est susceptible de dépasser le seuil de 30 dBA, la création d'établissements de loisirs recevant du public et produisant de la musique à hauts niveaux sonores (tels que discothèques, salles polyvalentes, salles des fêtes, pianos-bars, restaurants dansants...) devront faire l'objet d'une étude acoustique préalable afin de déterminer les mesures à prendre pour satisfaire aux dispositions en vigueur et au présent arrêté.

Art. 9.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux règlements et lois en vigueur.

Art. 10.— Le secrétaire général de la mairie, le chef de la brigade de police municipale, le chef de la brigade de gendarmerie de Paea, tout agent de la force publique et tout agent de la commune régulièrement assermenté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions habituelles.

Art. 11.— L'arrêté n° 94-30 du 2 décembre 1994 est abrogé.

Art. 12.— Le présent arrêté est enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Pajara, le 3 juillet 2001.
Bruno SANDRAS.

Subdivision des îles du Vent.
Vu le 11 juillet 2001.
Le haut-commissaire,
Par délégation :
Le chef de subdivision,
Marcel RENOUF.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECRET du 28 juin 2001 portant naturalisation, réintégration, mention d'enfants mineurs bénéficiant de l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents et francisation de noms et prénoms.

Article premier

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française et saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents les étrangers dont les noms suivent :

GUAN (Zhiwei), né le 11-09-1966 à Guangzhou, Guangdong (Chine), NAT. 2000 x 201, dép. 987, Dt. 24/371, autorisé à s'appeler légalement GUAN (David).

DECRET n° 2001-562 du 29 juin 2001 modifiant certaines dispositions de la partie Réglementaire du code de justice administrative relatives au Conseil d'Etat.

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de justice administrative ;

Le Conseil d'Etat (commission spéciale pour l'examen des textes intéressant le contentieux administratif) entendu,

Décrète :

Article 1er. — I. - Le second alinéa de l'article R. 121-11 du code de justice administrative est remplacé par les dispositions suivantes :

"Délégation peut également être donnée, aux mêmes fins, aux chefs de service du Conseil d'Etat et aux fonctionnaires du secrétariat général appartenant à un corps de catégorie A."

II. - Le second alinéa de l'article R. 231-3 du même code est remplacé par les dispositions suivantes :

"Il peut déléguer sa signature au secrétaire général et aux secrétaires généraux adjoints du Conseil d'Etat. Délégation peut également être donnée aux chefs de service du Conseil d'Etat et aux fonctionnaires du secrétariat général appartenant à un corps de catégorie A."

Art. 2. — Le 4° de l'article R. 122-12 du même code est remplacé par les dispositions suivantes :

"4° Rejeter les requêtes irrecevables pour défaut de ministère d'avocat ou entachées d'une irrecevabilité manifeste non susceptible d'être couverte en cours d'instance."

Art. 3. — A chacun des trois alinéas de l'article R. 612-2 du même code, les mots : "R. 431-2 et R. 811-7" sont remplacés par les mots : "R. 431-2, R. 432-1, R. 811-7 et R. 821-3".

Art. 4. — I. - A l'article R. 821-4 du même code, les mots : "à l'article R. 612-1" sont remplacés par les mots : "aux articles R. 612-1 et R. 612-2".

II. - L'article R. 822-5 du même code est modifié ainsi qu'il suit :

1° Au premier alinéa, la référence à l'article R. 612-5 est remplacée par une référence à l'article R. 611-22.

2° L'article est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"Lorsque le pourvoi est irrecevable pour défaut de ministère d'avocat ou entaché d'une irrecevabilité manifeste non susceptible d'être couverte en cours d'instance, le président de la sous-section peut décider par ordonnance de ne pas l'admettre."

Art. 5. — La garde des sceaux, ministre de la justice, est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 2001.

Lionel JOSPIN.

Par le Premier ministre :

La garde des sceaux, ministre de la justice,
Marylise LEBRANCHU.

DECRET n° 95-1026 du 13 septembre 1995 fixant pour l'année 1995 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation (extrait d'une décision d'annulation du Conseil d'Etat).

Par décision n° 176777 du 29 mars 2000, le Conseil d'Etat a annulé le décret n° 95-1026 du 13 septembre 1995 fixant pour l'année 1995 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation en tant qu'il exclut de ces ressources les revenus des jeux de hasard résultant des prélèvements sur les mises et gains au titre des jeux de hasard métropolitains et des loteries spécifiques au territoire.

DECRET n° 98-179 du 11 mars 1998 fixant pour l'année 1997 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation (extrait d'une décision d'annulation du Conseil d'Etat).

Par décision n° 197770 du 20 octobre 2000, le Conseil d'Etat a annulé le décret n° 98-179 du 11 mars 1998 fixant pour l'année 1997 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation en tant qu'il exclut de ces ressources les revenus des jeux de hasard résultant des prélèvements sur les mises et gains au titre des jeux de hasard métropolitains et des loteries spécifiques au territoire.

DECISIONS du 13 juin 2001 portant agrément d'associations de financement de partis ou d'organisations politiques.

Par décisions de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques en date du 13 juin 2001 :

L'association de financement du Mouvement national républicain de Polynésie française, dont le siège social est V. 1001 E. Pamatai Faa'a, Tahiti (Polynésie française), est agréée à la demande du Mouvement national républicain en qualité d'association de financement de ce parti politique pour exercer ses activités sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française ;

CONVENTION de financement n° 76-01 du 9 juillet 2001.

Entre :

- Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, président du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation,

Et :

- La commune de Fatu Hiva, représentée par son maire,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Fatu Hiva pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "AEP - Mise en œuvre du programme de travaux à court terme du schéma directeur d'alimentation en eau potable de Fatu Hiva", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en :

- l'aménagement et la réhabilitation des captages ;
- la mise en place de 2 postes de désinfection ;
- la réfection des réservoirs et la construction d'un réservoir ;
- l'adduction des captages ;
- le renforcement ou le renouvellement des conduites d'alimentation ;

- la pose de 140 compteurs individuels et de 2 poteaux incendie ;
- la réfection de 80 branchements.

Le coût de cette opération a été estimé à 3.023.305,81 FF (soit 55.000.000 F CFP ou 460.900 euros).

Art. 2.— *Plan de financement*

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

Fonds propres	577.176,56 FF	(87.990 euros)	(10.500.000 F CFP)	soit 19,09 %
Etat	824.537,95 FF	(125.700 euros)	(15.000.000 F CFP)	soit 27,27 %
Territoire	1.374.229,92 FF	(209.500 euros)	(25.000.000 F CFP)	soit 45,46 %
F.I.P.	247.361,39 FF	(37.710 euros)	(4.500.000 F CFP)	soit 8,18 %
Coût total	3.023.305,81 FF	(460.900 euros)	(55.000.000 F CFP)	soit 100 %

CONVENTION de financement n° 44-01 IDV du 11 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- Les centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (C.E.M.E.A.), représentés par leur présidente Mme Mylène Tirao,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier aux C.E.M.E.A. pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Formation d'animateurs", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'action*

L'action consiste à offrir des stages de formation à des jeunes âgés d'au moins 17 ans et issus des quartiers prioritaires de la commune de Faa'a. Sont proposés quatre stages de formation BAFA, 150 heures de formation à l'éveil aux responsabilités et trois modules de dispositif d'accompagnement (communication, conduite de projet et techniques d'animation). Cette action s'inscrit dans le cadre de l'insertion des jeunes bénéficiaires de ces stages.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 220.976,17 FF (soit 4.020.000 F CFP ou 33.687,60 euros).

Art. 3.— *Plan de financement*

Association C.E.M.E.A.	5.496,92 FF	100.000 F CFP	838,00 euros
Participation des stagiaires	28.583,98 FF	520.000 F CFP	4.357,60 euros
C.P.S.	27.264,72 FF	496.000 F CFP	4.156,48 euros
Commune de Faa'a	12.093,22 FF	220.000 F CFP	1.843,60 euros
Territoire	31.002,63 FF	564.000 F CFP	4.726,32 euros
Etat (52,74 %)	116.534,70 FF	2.120.000 F CFP	17.765,60 euros

CONVENTION de financement n° 45-01 IDV du 11 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- Les centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (C.E.M.E.A.), représentés par leur présidente Mme Mylène Tirao,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier aux C.E.M.E.A. pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Sorties éducatives à l'attention des jeunes de Faa'a", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'action*

L'action consiste en l'organisation de sorties éducatives en faveur d'une centaine de jeunes issus des quartiers prioritaires de Faa'a : Puurai, Oremu, Pamatai, Colombel, Tavararo et Mairie. Il s'agit de permettre à ces jeunes âgés entre 6 et 17 ans de sortir de leur quartier et de pratiquer des activités ludiques en vue de lutter contre l'oisiveté et de resserrer le lien social qui les unit.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 89.489,85 FF (soit 1.628.000 F CFP ou 13.642,64 euros).

Art. 3.— *Plan de financement*

Association C.E.M.E.A.	2.363,68 FF	43.000 F CFP	360,34 euros
Participation des parents	18.139,83 FF	330.000 F CFP	2.765,40 euros
Partenaires privés	10.993,84 FF	200.000 F CFP	1.676,00 euros
Commune de Faa'a	8.795,07 FF	160.000 F CFP	1.340,80 euros
Territoire	18.359,71 FF	334.000 F CFP	2.798,92 euros
Etat (34,46 %)	30.837,72 FF	561.000 F CFP	4.701,18 euros

CONVENTION de financement n° 46-01 IDV du 11 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- Les centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (C.E.M.E.A.), représentés par leur présidente Mme Mylène Tirao,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier aux C.E.M.E.A. pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Centre de loisirs sans hébergement à Faa'a", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'action*

L'action consiste en l'organisation d'un C.L.S.H. permanent en discontinu en faveur des enfants scolarisés dans les écoles des quartiers prioritaires de Puurai et Oremu à Faa'a. Les activités seront proposées les mercredis et vendredis après-midi, ainsi que pendant les journées pédagogiques. L'action vise la lutte contre l'oisiveté des enfants visés grâce à la mise en place d'activités autour de thèmes aussi différents que l'environnement, la culture, le sport et les voyages.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 473.284,78 FF (soit 8.610.000 F CFP ou 72.151,80 euros).

Art. 3.— *Plan de financement*

Association C.E.M.E.A.	4.397,54 FF	80.000 F CFP	670,40 euros
Participation des familles	43.535,60 FF	792.000 F CFP	6.636,96 euros
Partenaires privés	9.344,76 FF	170.000 F CFP	1.424,60 euros
C.P.S.	119.722,91 FF	2.178.000 F CFP	18.251,64 euros
Commune de Faa'a	34.630,59 FF	630.000 F CFP	5.279,40 euros
Territoire	38.478,44 FF	700.000 F CFP	5.866,00 euros
Etat (47,15 %)	223.174,94 FF	4.060.000 F CFP	34.022,80 euros

CONVENTION de financement n° 47-01 IDV du 11 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- Les centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (C.E.M.E.A.), représentés par leur présidente Mme Mylène Tirao,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier aux C.E.M.E.A. pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Mini-séjours de vacances", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'action*

L'action consiste en l'organisation de huit mini-séjours en faveur d'une soixantaine de jeunes issus des quartiers prioritaires de Faa'a. Il s'agit de permettre à ces jeunes âgés entre 6 et 17 ans de sortir de leur quartier, de vivre une expérience de partage et de responsabilisation afin de développer leur autonomie.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 414.302,83 FF (soit 7.537.000 F CFP ou 63.160,06 euros).

Art. 3.— *Plan de financement*

Association C.E.M.E.A.	4.397,53 FF	80.000 F CFP	670,40 euros
Participation des parents	98.120,02 FF	1.785.000 F CFP	14.958,30 euros
C.P.S.	17.463,71 FF	317.700 F CFP	2.662,32 euros
Commune de Faa'a	10.993,84 FF	200.000 F CFP	1.676,00 euros
Territoire	35.053,86 FF	637.700 F CFP	5.343,93 euros
Etat (59,93 %)	248.273,87 FF	4.516.600 F CFP	37.849,11 euros

CONVENTION de financement n° 48-01 IDV du 11 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'Association sportive Tevairoa, représentée par son président M. Joël Pautu,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'Association sportive Tevairoa pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Pratique du volley-ball", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'action*

L'action consiste à satisfaire la demande de jeunes, majoritairement issus de quartiers prioritaires de la commune de Paea, d'accéder à la pratique du volley-ball. Il est notamment prévu d'acquérir du matériel sportif, d'organiser quelques tournois et de financer les licences sportives.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 20.448,54 FF (soit 372.000 F CFP ou 3.117,36 euros).

Art. 3.— *Plan de financement*

Association sportive Tevairoa	7.827,61 FF	142.400 F CFP	1.193,31 euros
Etat (61,72 %)	12.620,93 FF	229.600 F CFP	1.924,05 euros

CONVENTION de financement n° 49-01 IDV du 11 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association Ecole de voile de Arue, représentée par son président M. Jean-François Dilhan,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association Ecole de voile de Arue dans le cadre de l'opération "Saga Painapo 2001" pour le parrainage de trente enfants de l'agglomération de Papeete issus de milieux défavorisés.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération "Saga" est reconduite chaque année depuis 1993 dans une île de la Polynésie française, avec l'objectif de mettre en place des stages de voile pendant les grandes vacances en faveur d'un public de jeunes issus de milieux défavorisés et orientés par les services sociaux. A travers les activités nautiques, il s'agit de permettre à ces jeunes de découvrir la vie de groupe, l'entraide, le sens des responsabilités, l'autonomie, l'esprit d'initiative. Au-delà de la voile, il s'agit pour les jeunes qui sont hébergés en famille d'accueil le

temps du stage, de rentrer en contact avec un milieu social différent du leur.

La Saga est organisée par stages d'une semaine. Elle se déroulera du 2 juillet au 15 août 2001 à Moorea et accueillera 700 enfants.

Le coût global prévisionnel de l'opération est estimé à 1.822.655,59 FF (soit 33.157.753 F CFP ou 277.862,05 euros).

Art. 3.— *Plan de financement*

Association Ecole de voile de Arue	96.622,82 FF	1.757.763 F CFP	14.730,05 euros
C.P.S.	109.938,39 FF	2.000.000 F CFP	16.760 euros
Territoire	511.213,53 FF	9.300.000 F CFP	77.934 euros
(Service des affaires sociales - Service de la jeunesse et des sports - Fonds d'entraide aux îles)			
Commune de Arue	10.993,84 FF	200.000 F CFP	1.676 euros
Commune de Mahina	10.993,84 FF	200.000 F CFP	1.676 euros
Autres	835.531,79 FF	15.200.000 F CFP	127.376 euros
Etat (F.I.D.E.S. - Investissement)	164.907,59 FF	3.000.000 F CFP	25.140 euros
Etat (F.I.V. - Fonctionnement)	82.453,79 FF	1.500.000 F CFP	12.570 euros

CONVENTION n° 77-01 MAC/AEP du 12 juillet 2001 relative à la bonification du prêt souscrit par la commune de Tumaraa pour un programme d'adduction d'eau potable.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- L'Agence française de développement, représentée par son directeur ;
- La Banque Socrédo, représentée par son directeur général M. Eric Pommier,

Et :

- La commune de Tumaraa, représentée par son maire,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Les intérêts versés par la commune de Tumaraa à l'Agence française de développement au titre de l'article 2 de la convention d'ouverture de crédit visée ci-dessus sont bonifiés par l'Etat à hauteur de 2,20 %, pendant cinq ans à compter de la première échéance appelée par l'Agence française de développement.

Les intérêts moratoires éventuellement dus par la commune sont exclus du champ d'application de la présente convention.

Art. 2.— Pendant toute la durée de la bonification, et à chaque envoi d'un avis d'échéance à la commune de Tumaraa, une copie en est transmise par l'Agence française de développement à la Socrédo.

Art. 3.— Au vu de l'avis d'échéance et conformément aux dispositions de la convention Etat/Socrédo n° 130-97 du 1er octobre 1997 modifiée par avenant n° 139-00 du 4 août 2000, la Socrédo procédera immédiatement au paiement du montant de la bonification à la commune.

Cet avis d'échéance sera accompagné d'un état arrêtant le montant de la bonification à verser.

AVENANT n° 78-01 MAE/AEP du 12 juillet 2001 à la convention n° 345-98 MAE/AEP du 20 octobre 1998 relative à la bonification du prêt souscrit par la commune de Nuku Hiva pour un programme d'adduction d'eau potable.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- L'Agence française de développement, représentée par son directeur ;
- La Banque Socrédo, représentée par son directeur,

Et :

- La commune de Nuku Hiva, représentée par son maire,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Les articles 2, 3 et 4 de la convention sus-visée sont modifiés comme suit :

“Art. 2.— Pendant toute la durée de la bonification, et à chaque envoi d'un avis d'échéance à la commune de Nuku Hiva, une copie en est transmise par l'Agence française de développement à la Socrédo.

Art. 3.— Au vu de l'avis d'échéance et conformément aux dispositions de la convention Etat/Socrédo n° 130-97 du 1er octobre 1997 modifiée par avenant n° 139-00 du 4 août 2000, la Socrédo procédera immédiatement au paiement du montant de la bonification à la commune.

Cet avis d'échéance sera accompagné d'un état arrêtant le montant de la bonification à verser.

Art. 4.— La présente convention expire au terme du dernier versement de bonification, soit cinq ans après le versement de la première échéance appelée.”

CONVENTION n° 79-01 MAC/AEP du 12 juillet 2001 relative à la bonification du prêt souscrit par la commune de Arue pour un programme d'adduction d'eau potable.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- L'Agence française de développement, représentée par son directeur M. Jean-Yves Clavel ;
- La Banque Socrédo, représentée par son directeur général M. Eric Pommier,

Et :

- La commune de Arue, représentée par son maire,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Les intérêts versés par la commune de Arue à l'Agence française de développement au titre de l'article 2 de la convention d'ouverture de crédit visée ci-dessus sont bonifiés par l'Etat à hauteur de 2,20 %, pendant cinq ans à compter de la première échéance appelée par l'Agence française de développement.

Les intérêts moratoires éventuellement dus par la commune sont exclus du champ d'application de la présente convention.

Art. 2.— Pendant toute la durée de la bonification, et à chaque envoi d'un avis d'échéance à la commune de Arue, une copie en est transmise par l'Agence française de développement à la Socrédo.

Art. 3.— Au vu de l'avis d'échéance et conformément aux dispositions de la convention Etat/Socrédo n° 130-97 du 1er octobre 1997 modifiée par avenant n° 139-00 du 4 août 2000, la Socrédo procédera immédiatement au paiement du montant de la bonification à la commune.

Cet avis d'échéance sera accompagné d'un état arrêtant le montant de la bonification à verser.

CONVENTION n° 80-01 MAC/AEP du 12 juillet 2001 relative à la bonification du prêt souscrit par la commune de Hitia'a O Te Ra pour un programme d'adduction d'eau potable.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- L'Agence française de développement, représentée par son directeur M. Jean-Yves Clavel ;
- La Banque Socrédo, représentée par son directeur général M. Eric Pommier,

Et :

- La commune de Hitia'a O Te Ra, représentée par son maire,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Les intérêts versés par la commune de Hitia'a O Te Ra à l'Agence française de développement au titre de l'article 2 de la convention d'ouverture de crédit visée ci-dessus sont bonifiés par l'Etat à hauteur de 2,65 %, pendant cinq ans à compter de la première échéance appelée par l'Agence française de développement.

Les intérêts moratoires éventuellement dus par la commune sont exclus du champ d'application de la présente convention.

Art. 2.— Pendant toute la durée de la bonification, et à chaque envoi d'un avis d'échéance à la commune de Hitia'a O Te Ra, une copie en est transmise par l'Agence française de développement à la Socrédo.

Art. 3.— Au vu de l'avis d'échéance et conformément aux dispositions de la convention Etat/Socrédo n° 130-97 du 1er octobre 1997 modifiée par avenant n° 139-00 du 4 août 2000, la Socrédo procédera immédiatement au paiement du montant de la bonification à la commune.

Cet avis d'échéance sera accompagné d'un état arrêtant le montant de la bonification à verser.

CONVENTION n° 81-01 MAC/AEP du 12 juillet 2001 relative à la bonification du prêt souscrit par la commune de Papara pour un programme d'adduction d'eau potable.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

- L'Agence française de développement, représentée par son directeur M. Jean-Yves Clavel ;
- La Banque Socrédo, représentée par son directeur général M. Eric Pommier,

Et :

- La commune de Papara, représentée par son maire,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Les intérêts versés par la commune de Papara à l'Agence française de développement au titre de l'article 2 de la convention d'ouverture de crédit visée ci-dessus sont bonifiés par l'Etat à hauteur de 3 %, pendant cinq ans à compter de la première échéance appelée par l'Agence française de développement.

Les intérêts moratoires éventuellement dus par la commune sont exclus du champ d'application de la présente convention.

Art. 2.— Pendant toute la durée de la bonification, et à chaque envoi d'un avis d'échéance à la commune de Papara, une copie en est transmise par l'Agence française de développement à la Socrédo.

Art. 3.— Au vu de l'avis d'échéance et conformément aux dispositions de la convention Etat/Socrédo n° 130-97 du 1er octobre 1997 modifiée par avenant n° 139-00 du 4 août 2000, la Socrédo procédera immédiatement au paiement du montant de la bonification à la commune.

Cet avis d'échéance sera accompagné d'un état arrêtant le montant de la bonification à verser.

CONVENTION n° 82-01 MAC/AEP du 12 juillet 2001 relative à la bonification du prêt souscrit par la commune de Pirae pour un programme d'adduction d'eau potable.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- L'Agence française de développement, représentée par son directeur M. Jean-Yves Clavel ;
- La Banque Socrédo, représentée par son directeur général M. Eric Pommier,

Et :

- La commune de Pirae, représentée par son maire,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Les intérêts versés par la commune de Pirae à l'Agence française de développement au titre de l'article 2 de la convention d'ouverture de crédit visée ci-dessus sont bonifiés par l'Etat à hauteur de 2,20 %, pendant cinq ans à compter de la première échéance appelée par l'Agence française de développement.

Les intérêts moratoires éventuellement dus par la commune sont exclus du champ d'application de la présente convention.

Art. 2.— Pendant toute la durée de la bonification, et à chaque envoi d'un avis d'échéance à la commune de Pirae, une copie en est transmise par l'Agence française de développement à la Socrédo.

Art. 3.— Au vu de l'avis d'échéance et conformément aux dispositions de la convention Etat/Socrédo n° 130-97 du 1er octobre 1997 modifiée par avenant n° 139-00 du 4 août 2000, la Socrédo procédera immédiatement au paiement du montant de la bonification à la commune.

Cet avis d'échéance sera accompagné d'un état arrêtant le montant de la bonification à verser.

CONVENTION n° 83-01 MAC/AEP du 12 juillet 2001 relative à la bonification du prêt souscrit par la commune de Huahine pour un programme d'adduction d'eau potable.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- L'Agence française de développement, représentée par son directeur M. Jean-Yves Clavel ;
- La Banque Socrédo, représentée par son directeur général M. Eric Pommier,

Et :

- La commune de Huahine, représentée par son maire,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Les intérêts versés par la commune de Huahine à l'Agence française de développement au titre de l'article 2 de la convention d'ouverture de crédit visée ci-dessus sont bonifiés par l'Etat à hauteur de 2,65 %, pendant cinq ans à compter de la première échéance appelée par l'Agence française de développement.

Les intérêts moratoires éventuellement dus par la commune sont exclus du champ d'application de la présente convention.

Art. 2.— Pendant toute la durée de la bonification, et à chaque envoi d'un avis d'échéance à la commune de Huahine, une copie en est transmise par l'Agence française de développement à la Socrédo.

Art. 3.— Au vu de l'avis d'échéance et conformément aux dispositions de la convention Etat/Socrédo n° 130-97 du 1er octobre 1997 modifiée par avenant n° 139-00 du 4 août 2000, la Socrédo procédera immédiatement au paiement du montant de la bonification à la commune.

Cet avis d'échéance sera accompagné d'un état arrêtant le montant de la bonification à verser.

CONVENTION de financement n° 50-01 IDV du 13 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association Espoir jeunesse de Punaauia, représentée par son président M. John Tuaiva,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association Espoir jeunesse de Punaauia pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Activités 2001 de la Maison pour tous de Punaauia", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'action

L'action consiste en l'organisation d'un camp à Huahine, de mini-camps à Tamanu et à La Maroto, de huit piqueniques à la plage, à la rivière ou en montagne et de stages de capoeira. Ces activités sont destinées aux habitants des quartiers prioritaires de la commune.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 270.983,79 FF (soit 4.929.739 F CFP ou 41.311,21 euros).

Art. 3.— Plan de financement

Association Espoir jeunesse de Punaauia	54.255,80 FF	987.022 F CFP	8.271,24 euros
Etat (79,98 %)	216.727,99 FF	3.942.717 F CFP	33.039,97 euros

**CONVENTION de financement n° 51-01 IDV
du 13 juillet 2001.**

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association Union chrétienne des jeunes gens (U.C.J.G.) de Tooa O Te Ra, représentée par sa présidente Mme Sylvia Tauotaha-Airima,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association U.C.J.G. de Tooa O Te Ra pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Mini-Heiva 2001", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'action

L'action consiste à offrir la possibilité à 600 jeunes issus des quartiers prioritaires de Paea de participer aux manifestations du Mini-Heiva 2001. L'action prévoit également l'organisation d'autres manifestations (culturelles ou sportives). La réalisation de l'action suppose l'acquisition de petits matériels de couture (tissus, ciseaux, teinture...) et sportifs.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 72.977,11 FF (soit 1.327.600 F CFP ou 11.125,29 euros).

Art. 3.— Plan de financement

Association U.C.J.G. de Tooa O Te Ra	29.190,85 FF	531.040 F CFP	4.450,12 euros
Etat (60 %)	43.786,26 FF	796.560 F CFP	6.875,17 euros

**CONVENTION de financement n° 52-01 IDV
du 16 juillet 2001.**

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- La Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétit), représentée par son directeur général M. Moana Blanchard,

Et :

- La commune de Papeete, représentée par son maire M. Michel Buillard,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la Sétit, bénéficiaire d'une subvention de l'Etat au titre du contrat de ville de l'agglomération de Papeete, pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Mise en place du dispositif de M.O.U.S. à Mamao", décrite à l'article 2 ci-après.

La réalisation de cette action bénéficie de l'accompagnement de la commune de Papeete.

Art. 2.— Description de l'action

Dans le cadre de l'opération de résorption de l'habitat insalubre (R.H.I.) du quartier de Mamao, est proposée la mise en œuvre d'un programme d'actions lié, d'une part à l'opération d'aménagement et de construction de nouveaux logements et, d'autre part à l'amélioration du cadre de vie et à la réduction des handicaps sociaux. Ce programme d'actions est prévu pour se dérouler jusqu'en 2003.

La première année du programme, objet de la présente convention, vise l'accompagnement socio-économique et la participation des familles concernées par la réalisation des 50 premiers logements sociaux qui seront construits sur le site "Ah Fat". D'autre part, la réussite de l'opération repose également sur l'implication forte de la commune de Papeete dans ce projet.

Le coût global prévisionnel de l'action, correspondant à la première année du programme, est estimé à 994.942,46 FF (soit 18.100.000 F CFP ou 151.678 euros) dont 775.065,67 FF (soit 14.100.000 F CFP ou 118.158 euros) sont à la charge de la Sétit.

Art. 3.— Plan de financement

Sétit	387.532,84 FF	7.050.000 F CFP	59.079 euros
Commune de Papeete	219.876,78 FF	4.000.000 F CFP	33.520 euros
Etat	387.532,84 FF	7.050.000 F CFP	59.079 euros

**CONVENTION de financement n° 53-01 IDV
du 17 juillet 2001.**

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association Te Mataara O Te Muriavai No Punaruu, représentée par son président M. John Tuaiva,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association Te Mataara O Te Muriavai No Punaruu pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Mini-camp à La Maroto", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'action*

L'action consiste à proposer aux familles défavorisées, suivies par l'association, un séjour à La Maroto du 13 au 15 août 2001. Les participants seront encadrés par 6 personnes qualifiées. Les objectifs de l'action visent notamment la restauration des liens familiaux, la responsabilisation en vie communautaire, la découverte d'un nouvel environnement. Les familles (20 adultes et 40 enfants) ciblées sont issues des quartiers Taapuna, Matatia, Teamo, Paparau et Vaiopu de Punaauia.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 25.212,89 FF (soit 458.673 F CFP ou 3.843,68 euros).

Art. 3.— *Plan de financement*

Association Te Mataara O Te			
Muriavai No Punaruu	12.127,75 FF	275.024 F CFP	2.306,21 euros
Etat (40 %)	10.085,14 FF	183.469 F CFP	1.537,47 euros

CONVENTION de financement n° 54-01 IDV du 17 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association Te Mataara O Te Muriavai No Punaruu, représentée par son président M. John Tuaiva,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association Te Mataara O Te Muriavai No Punaruu pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Mini-camp à Moorea", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'action*

L'action consiste à proposer aux familles défavorisées, suivies par l'association, un séjour à Moorea du 16 au 19 août 2001. Les participants seront encadrés par 6 personnes qualifiées. Les objectifs de l'action visent notamment la restauration des liens familiaux, la responsabilisation en vie communautaire, la découverte d'un nouvel environnement. Les familles (20 adultes et 40 enfants) ciblées sont issues des quartiers Taapuna, Matatia, Teamo, Paparau et Vaiopu de Punaauia.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 31.540,45 FF (soit 573.784 F CFP ou 4.808,31 euros).

Art. 3.— *Plan de financement*

Association Te Mataara O Te			
Muriavai No Punaruu	18.924,25 FF	344.270 F CFP	2.884,98 euros
Etat (40 %)	12.616,20 FF	229.514 F CFP	1.923,33 euros

CONVENTION de financement n° 55-01 IDV du 17 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association Espoir jeunesse de Punaauia, représentée par son président M. John Tuaiva,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association Espoir jeunesse de Punaauia pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Formation au permis de conduire", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'action*

L'action consiste à permettre à Mlle Faimano Mauri de passer le permis de conduire. L'intéressée souhaite obtenir un emploi afin de financer ses études. Obtenir le permis de conduire lui permettra de faciliter ses déplacements.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 3.505,94 FF (soit 63.780 F CFP ou 534,48 euros).

Art. 3.— *Plan de financement*

Bénéficiaire	577,18 FF	10.500 F CFP	87,99 euros
Etat (83,54 %)	2.928,76 FF	53.280 F CFP	446,49 euros

CONVENTION de financement n° 56-01 IDV du 17 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- Le foyer socio-éducatif du collège de Faa'a, représenté par sa présidente Mme Annie Coeroli,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier au foyer socio-éducatif du collège de Faa'a pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Atelier de flûte nasale (vivo)", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'action*

L'action consiste en l'acquisition de matériels et la rémunération d'un intervenant pour la mise en place d'un atelier de musique traditionnelle ouvert à une trentaine d'élèves des classes de 4e, issus des quartiers prioritaires de la commune de Faa'a. Autour de la pratique de la flûte nasale et d'instruments de percussion, il s'agit de favoriser l'accès à la culture polynésienne par l'apprentissage et la maîtrise des instruments de musique traditionnelle. L'amélioration des comportements en classe est également attendue.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 15.075,30 FF (soit 274.250 F CFP ou 2.298,22 euros).

Art. 3.— *Plan de financement*

Foyer socio-éducatif du collège de Faa'a	714,60 FF	13.000 F CFP	108,94 euros
Collège de Faa'a	618,40 FF	11.250 F CFP	94,28 euros
Territoire	3.847,84 FF	70.000 F CFP	586,60 euros
Etat (65,63 %)	9.894,46 FF	180.000 F CFP	1.508,40 euros

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

SERVICE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 26 juillet au 8 août 2001 inclus)

CODE DEVISE PAYS	DEVICES	Cours en francs pacifiques
USD Etats-Unis d'Amérique.....	1 dollar U.S.	137,25
CHF Suisse.....	1 franc suisse	79,19
AUD Australie.....	1 dollar	69,68
HKD Hong Kong.....	1 dollar	17,60
SGD Singapour.....	1 dollar	75,16
NZD Nouvelle-Zélande.....	1 dollar	56,16
FJD Fidji.....	1 dollar	59,84
SEK Suède.....	1 couronne suédoise	12,84
CAD Canada.....	1 dollar canadien	88,81
NOK Norvège.....	1 couronne norvégienne	14,95
DKK Danemark.....	1 couronne danoise	16,03
JPY Japon.....	100 yens	110,45
GBP Grande-Bretagne.....	1 livre sterling	194,83
BEF Belgique.....	1 franc belge	2,95
ITL Italie.....	100 liras	6,16
DEM Allemagne.....	1 deutsche mark	61,01
NLG Pays-Bas.....	1 florin	54,15
ATS Autriche.....	1 schilling	8,67
ESP Espagne.....	1 peseta	0,71
PTE Portugal.....	1 escudo	0,59
EUR Euro.....	1 Euro	119,33

OFFICE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Par décision n° 2001-63 DDRX/SAT/DAC du 12 juillet 2001.— L'Office des postes et télécommunications propose à tous ses clients, à compter du 16 juillet 2001 jusqu'au 14 août 2001 inclus, les offres d'accès aux services diffusés par satellite suivantes :

OFFRE T.N.S. T.V. N° 1

Prix H.T. : 10.000 F CFP - Prix T.T.C. : 11.100 F CFP

Pour un abonnement minimal de 12 mois, l'offre comprend :

- frais d'accès aux services ;
- antenne parabolique (diamètre selon normes O.P.T.) ;
- terminal (décodeur, télécommande et accessoires) ;
- kit de connexion (20 mètres de câble, 2 connecteurs, manchon d'étanchéité, boussole) ;
- carte T.N.S. T.V. ;
- garantie 1 mois (antenne, décodeur et carte T.N.S. T.V.) ;
- un mois d'abonnement à T.N.S. Optima ;
- livraison des équipements en agence O.P.T.

OFFRE T.N.S. INTERNET N° 1

Prix H.T. : 10.000 F CFP - Prix T.T.C. : 11.100 F CFP

Pour un abonnement minimal de 12 mois, l'offre comprend :

- frais d'accès aux services ;
- antenne parabolique (diamètre selon normes O.P.T.) ;
- terminal (décodeur, télécommande et accessoires) ;
- kit de connexion (20 mètres de câble, 2 connecteurs, manchon d'étanchéité, boussole) ;
- interface Internet ;
- garantie 1 mois (antenne et interface Internet) ;
- un mois d'abonnement à T.N.S. Internet ;
- livraison des équipements en agence O.P.T.

OFFRE T.N.S. T.V. et T.N.S. INTERNET N° 1

Prix H.T. : 18.000 F CFP - Prix T.T.C. : 19.100 F CFP

Pour un abonnement minimal de 12 mois, l'offre comprend :

- frais d'accès aux services ;
- antenne parabolique (diamètre selon normes O.P.T.) ;
- kit de connexion (20 mètres de câble, 6 connecteurs, manchon d'étanchéité, boussole) ;
- interface Internet ;
- terminal (décodeur, télécommande et accessoires) ;
- carte T.N.S. T.V. ;
- répartiteur ;
- garantie 1 mois (antenne, décodeur, carte T.N.S. T.V. et interface Internet) ;
- un mois d'abonnement à T.N.S. Optima et T.N.S. Internet ;
- livraison des équipements en agence O.P.T.

SERVICE DE L'URBANISME

AVIS OFFICIEL N° L/2001-3 MLA.AU

Le service de l'urbanisme a été saisi par M. Richard Brotherson d'une demande d'autorisation de lotir en 6 lots de l'extension de la zone industrielle de la Punaruu sis à Punaauia.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements et, en particulier en son article 5, tout propriétaire riverain pourra déposer ou adresser ses observations au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction, téléphone 46.80.28) où les dossiers peuvent être consultés.

Les observations et avis seront reçus pendant un mois à compter de la date de la présente publication.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2001.

Pour le ministre et par délégation :

Pour le chef du service de l'urbanisme, absent :

Le chef de la section urbanisme

opérationnel et construction,

Antoine NESA.

AVIS OFFICIEL N° L/2001-5 MLA.AU

Le service de l'urbanisme a été saisi par M. James dit Jimmy Nordhoff d'une demande d'autorisation de lotir en 42 lots du lotissement résidence Mitirapa, sis à Toahotu, commune de Taiarapu-Ouest.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements et, en particulier en son article 5, tout propriétaire riverain pourra déposer ou adresser ses observations au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction, téléphone 46.80.28) où les dossiers peuvent être consultés.

Les observations et avis seront reçus pendant un mois à compter de la date de la présente publication.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2001.

Pour le ministre et par délégation :

Pour le chef du service de l'urbanisme, absent :

Le chef de la section urbanisme

opérationnel et construction,

Antoine NESA.

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER POUR LE MOIS DE JUILLET 2001

COMMUNE DE ARUE

Travaux autorisés le 4 juillet 2001

N° 97-1507-1 MLA.AU, M. Yannick Chartiez, parcelle cadastrée 271, section D (lot 9, lot E1, domaine Terua), 1 garage et 1 mur de clôture.

Travaux autorisés le 5 juillet 2001

N° 01-1017-1 MLA.AU, Mme Delphine Perry Shun, parcelle cadastrée 88, section M (parcelle terre Vanaavaitu) au P.K. 6,200, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE FAA'A

Travaux autorisés le 2 juillet 2001

N° 01-545-5 MLA.AU, S.C.I. Maco, parcelle cadastrée 219, section R.3 (terre Toatahi), Saint-Hilaire, 1 bâtiment à usage d'entrepôt.

Travaux autorisés le 3 juillet 2001

N° 01-757-1 MLA.AU, Mlle Annelise Tiare Ruahe, parcelle cadastrée 29, section S.2 (lot F, terre Hopeume 2) près de l'E.D.T., Puurai, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1040-1, Mlle Aumai Tahia Tokoragi, parcelle cadastrée 253, section H (lot 7, terres Atihai, Tetuetue, Tototapairu, Tepuaraau, Atehiri, Vaiorepu, Ofaifao et Tepatate partie), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 5 juillet 2001

N° 01-615-1 MLA.AU, M. et Mme André Cheung, parcelle cadastrée 259, section M (lot 15, lotissement Topa), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 juillet 2001

N° 01-891-1 MLA.AU, M. Casimir Constant, parcelle cadastrée 265, section P.2 (parcelle terres Tutumaru et Teonehee), au-dessus de l'école primaire Teroma, terrassement et 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 juillet 2001

N° 01-45-2 MLA.AU, M. Patrick Weiss, parcelle cadastrée 268, section D (lot 9, lotissement Vairimu), terrassement ;

N° 01-986-1, Mme Mireille Jeanne, parcelle cadastrée 542, section R.2 (lot 2A1, terre Haaripirara), Saint-Hilaire, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE HITIAA O TE RA

Travaux autorisés le 5 juillet 2001

N° 01-1041-1 MLA.AU, M. Yvon Patu, lot 3 terre Uporu à Tiarei, P.K. 28,600, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1174-1, Mme Sandra Amaru épouse Heo Moun, parcelle terre Houpoi à Tiarei, P.K. 29,500, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 juillet 2001

N° 00-672-1 MLA.AU, M. Victor Rataro, parcelle cadastrée 16, section AO (parcelle terre Taioo) à Tiarei, P.K. 26,200, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-897-1, M. Octave Barbos, lot 6, terre Tuituierero partie à Hitiaa, P.K. 36,500, côté mer, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MAHINA

Travaux autorisés le 3 juillet 2001

N° 01-531-1 MLA.AU, M. Wladimir Guerassimoff, parcelle cadastrée 145, section W.3 (lot 66, lotissement Moanarama), 1 maison d'habitation ;

N° 01-908-1, M. et Mme Gérald et Brigitte Adams, parcelle cadastrée 521, section V.4 (lot 77, lotissement O'viri 3e tranche, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 5 juillet 2001

N° 01-999-1 MLA.AU, M. et Mme Christian Laux, parcelle cadastrée 70, section P (lot 13, lotissement domaine Atima, zone résidentielle extension), 1 maison d'habitation et clôtures.

Travaux autorisés le 11 juillet 2001

N° 01-878-1 M.L.A.U., M. James Moana Chaves et Mlle Lorna Titaua Hoata, parcelle cadastrée 494, section V.2 (lot 53, lotissement O'viri), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 juillet 2001

N° 00-637-2 M.L.A.U., M. et Mme Morina Maiarii, parcelle cadastrée 641, section W.6 (lot 41 bis, lotissement Les Hauts de Mahinarama extension), modification de façades de 2 logements.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

Travaux autorisés le 3 juillet 2001

N° 01-780-1 M.L.A.U., S.C.I. Mataigo, lots I et J, terre Tiahura à Haapiti, en face du Beachcomber Parkroyal, 1 salon d'été, 1 bar et 1 deck en extension d'une maison d'habitation ;

N° 01-957-1, Mme Martine Allard, parcelle cadastrée 89, section CR (lot 10, lotissement Temae 2e tranche) à Teavaro, lieudit Temae, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1065-1, Mme Vanina Liant épouse Teamotuatau, lot 45, lotissement Village Tiahura à Haapiti, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 5 juillet 2001

N° 01-953-1 M.L.A.U., M. Gino Paul Amaru, parcelle A détachée parcelle B1, terre Totoie à Papetoai, Vaihere, P.K. 16,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1001-1, M. Fabrice Bohbote, lot A, terre Afaatetea 2 à Haapiti, près de l'hôtel Beachcomber, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 juillet 2001

N° 01-556-1 M.L.A.U., Mlle Poemata Raapoto, parcelle cadastrée 64, section EX (parcelle dépendant terre Apitia dite Vaiofano) à Paopao, Tiaia, P.K. 2,800, 1 maison d'habitation ;

N° 01-955-1, Mlle Christine Rolland, parcelle cadastrée 126, section HC (lot 4, lotissement Yves Tirao) à Haapiti, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 juillet 2001

N° 00-2328-1 M.L.A.U., E.E.P.F., parcelle terre Tepihaa à Paopao, Pihaena, 1 bâtiment à usage de sanitaires ;

N° 01-570-4, M. Hugues Jacques Meuel, parcelle domaine de Tiahura à Haapiti, P.K. 26, côté montagne, 1 pension de famille.

COMMUNE DE PAEA

Travaux autorisés le 3 juillet 2001

N° 01-947-1 M.L.A.U., Mlle Gloria Apuarii, parcelle cadastrée 241, section AL (parcelle E, lot 1B, terres Mataitaitapaeru et Tenuiporire) au P.K. 22,200, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-951-1, M. Isidore Lau, parcelle cadastrée 128, section AK (parcelle terre Popoto) au P.K. 22,500, village Orofero, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 5 juillet 2001

N° 01-945-1 M.L.A.U., M. Antoine Titihauri, parcelle cadastrée 92, section AH (parcelle terre Patuouri II) au P.K. 21,900, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 juillet 2001

N° 01-905-1 M.L.A.U., M. Patrick Castellán, parcelle cadastrée 313, section AC (lot 1 dépendant plan de partage parcelle B8, terre Ofaifao) au P.K. 19,800, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 juillet 2001

N° 01-970-1 M.L.A.U., M. et Mme Foronnos Etera Teiri, parcelle cadastrée 21, section A1 (terre Mataheo II) au P.K. 21,900, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-971-1, M. Alphonse Robson, parcelle cadastrée 21, section A1 (terre Mataheo II) au P.K. 21,900, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-975-1, Mme Denise Georgette Robson, parcelle cadastrée 21, section A1 (terre Mataheo II) au P.K. 21,900, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-976-1, M. Rainui Moua et Mlle Rose Robson, parcelle cadastrée 21, section A1 (terre Mataheo II) au P.K. 21,900, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1027-1, Mlle Sabrina Teuira, parcelle cadastrée 209, section AN (lot 5 bis partie propriété Chapman) au P.K. 24,100, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPARA

Travaux autorisés le 3 juillet 2001

N° 01-916-1 M.L.A.U., M. Hurupa Tehei, parcelle cadastrée 87, section AH (lot 8, terre Pafatu 1) au P.K. 33,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 5 juillet 2001

N° 01-639-4 M.L.A.U., commune de Papara, parcelle dépendant ancien domaine Nordman Brander au P.K. 36, côté montagne, 1 bâtiment à usage de cafétariat et d'archives ;

N° 01-721-1, M. Eric Allain, parcelle cadastrée 20, section AM (lot A11, lotissement Te Ana O Te Ariiioi) au P.K. 35, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-736-1, Mme Terena Tepuai épouse Tererui, parcelle cadastrée 46, section AC (partie terre Temaoae) au P.K. 31,500, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-913-1, M. Gérard Teiva Salvanayagam, lot B2, lotissement Pahara, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPEETE

Travaux autorisés le 2 juillet 2001

N° 00-146 M.L.A.U.PPTE, M. Robert Von, lot 3, lot 5, terres Atihai, Tiai, Nonohea, Tiatiahea et Teiriiri à Taunua, 1 immeuble d'habitation (R + 1).

Travaux autorisés le 3 juillet 2001

N° 00-79a M.L.A.U.PPTE, S.C.I. Aorai, parcelle cadastrée 58, section A1 (terre Ateivi), centre-ville, aménagement des bureaux du siège de la Brasserie de Tahiti.

Travaux autorisés le 5 juillet 2001

N° 01-26 M.L.A.U.PPTE, direction du Centre hospitalier territorial de Mamao, dans l'enceinte du Centre hospitalier territorial de Mamao, 1 ensemble sanitaires et 1 salle d'attente ;

N° 01-40, M. Thanh Tran Thai, immeuble de la S.C.I. To'a Tiare, rue Georges-Lagarde, aménagement d'un local commercial.

Travaux autorisés le 12 juillet 2001

N° 00-184 M.L.A.U.PPTE, S.C.I. Puea, parcelle cadastrée 77, section BM (parcelle terre Puea), avenue du Prince-Hinoui, 1 immeuble à usage de bureaux et de logements (R + 4).

COMMUNE DE PIRAE

Travaux autorisés le 3 juillet 2001

N° 01-813-1 M.L.A.U., S.C.I. To'u Fenua, parcelle cadastrée 218, section K (lot H3 détaché lot H plan de partage terre Pater), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 juillet 2001

N° 01-457-1, banque Socredo, au marché de Pirae, extension du distributeur automatique de billets.

COMMUNE DE PUNAAUIA

Travaux autorisés le 2 juillet 2001

N° 00-2356-8 MLA.AU, ministère de l'éducation et de l'enseignement technique, parcelles cadastrées 41 à 65, 72 à 77, 133 et 136, section A (parcelles du domaine Outumaoro), 1 lycée hôtelier.

Travaux autorisés le 3 juillet 2001

N° 01-763-1 MLA.AU, S.A. Brasserie de Tahiti, lots 65 à 68, 76 à 79 de la zone industrielle de la Punaruu, extension du bâtiment entrepôt P.B.I.

Travaux autorisés le 4 juillet 2001

N° 00-2943-6 MLA.AU, S.C.I. Bramick, parcelle cadastrée 103, section BM (parcelle lot A, propriété Fortuné Teissier) au P.K. 13, côté montagne, 1 immeuble d'habitation (48 appartements).

Travaux autorisés le 5 juillet 2001

N° 99-1993-4 MLA.AU, S.C.I. Ramata, parcelle cadastrée 27, section S1 (lot 31 C, zone industrielle de la basse vallée de la Punaruu), modification de distribution intérieure avec création de surface de plancher d'un bâtiment à usage de stockage de matériels et matières premières pour une imprimerie ;

N° 01-605-1, Mlle Sylvie Guyot, parcelle cadastrée 286, section BC (lot 9, lotissement Les Hauts de Matatia), 1 maison d'habitation ;

N° 01-826-1, M. Georges Winchester et Mlle Timeri Juppe, parcelle cadastrée 225, section A1 (lot 3 partage parcelle 2, lot A, terre Tetuapa), 1 maison d'habitation ;

N° 01-1046-1, S.C.I. Maveraura 5, parcelle cadastrée 182, section L (lot F, terre Maveraura 5) au P.K. 11,300, côté mer, rénovation et extension d'une maison d'habitation ;

N° 01-1118-1, M. David Manea Leboucher, parcelle cadastrée 3, section AB (partie lot 3, parcelle C lots 4 et 4 bis de la propriété Sage), près de la gendarmerie, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 juillet 2001

N° 01-590-2 MLA.AU, Mme Marie-Thérèse Varady, parcelle cadastrée 74, section AI (terre Atehi partie ou domaine Cadousteau) au P.K. 17,500, côté montagne, modification d'implantation d'un bâtiment de 2 logements jumelés ;

N° 01-746-1, M. René Maufene, parcelle cadastrée 185, section BM (lot 13, lotissement Punavai Nui 2e tranche), extension d'une maison d'habitation ;

N° 01-1091-1, M. Eric Noble Demay, lot 51, lotissement Lotus, lot D, 1 garage ;

N° 01-1100-1, M. Teheura Tupai, parcelle cadastrée 120, section I (parcelle terre Tahuhutahi) au P.K. 8,300, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 juillet 2001

N° 00-1530-1 MLA.AU, M. Tearikinui Sao Yao, parcelle cadastrée 101, section AD (parcelle terres Atitapu et Atiio) au P.K. 15, côté mer, 1 mur de clôture ;

N° 01-434-1, M. et Mme Oscar Loo, parcelle cadastrée 370, section M (parcelle propriété Nordhoff) au P.K. 12,500, côté montagne, 1 bâtiment de 2 logements jumelés ;

N° 01-1037-1, Mlle Thérèse Mayana Yuen, parcelle cadastrée 233, section AI (lot 3, terre Teiriiri 1) au P.K. 17, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

Travaux autorisés le 3 juillet 2001

N° 01-535-5 MLA.AU, S.C.I. A.T.C., lot A, plan de morcellement partie lot 3 terre Tematahoa à Afaahiti, 1 immeuble à usage de commerce et de bureaux ;

N° 01-931-1, Mme Sylvana Maraiauria épouse Teuri, parcelle terre Tepumaraura à Afaahiti, P.K. 2,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-944-1, Mme Taiana Flohr, parcelle A1 dépendant terre Vaiaamea à Afaahiti, près de l'usine Sangue, 1 maison d'habitation ;

N° 01-998-1, M. Jérôme Vetea Cassel, lot 2, morcellement parcelle C, lots 2 et 3, terre Teeri à Faaone, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 5 juillet 2001

N° 00-3007-2 MLA.AU, M. Tehina Tuua, parcelle terre Patii 3 à Faaone, P.K. 45,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-899-1, Mme Yolande Chin Foo épouse Moux, lot 3b1 plan de partage terre Vaiaamea à Afaahiti, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1011-1, Mlle Armelle Van Bastolaer, parcelle cadastrée 3, section BD (parcelle terre Tepiha) à Afaahiti, P.K. 2,500, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1015-1, M. Neti Tehitirava Te Tauri, lot 1 dépendant parcelle G, domaine Lucas à Faaone, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1019-1, Mme Nelly Maueau, parcelle cadastrée 12, section BE (parcelle terres Tetahitutu ou Tetutu 1-2 et Tutoia 1) à Afaahiti, P.K. 3,600, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1055-1, M. Heremoana Hauata, parcelle cadastrée 91, section AS (lot 1A-4 détaché partie lot 1-A, partage lot 1, terre Tevihonu) à Afaahiti, route du Plateau de Taravao, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 juillet 2001

N° 01-728-1 MLA.AU, Société agricole de Tahiti, parcelle 3, lot D, terre Atihopu à Afaahiti, bâtiments pour élevage de poules pondeuses et de poulets de chair ;

N° 01-1003-1, M. Yannick Florès, parcelle terre Tauatea à Faaone, P.K. 45,200, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1054-1, Mme Rosine Marae épouse Haro, lot 4, lotissement Maire Nui à Tautira, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 11 juillet 2001

N° 00-3002-1 MLA.AU, Mme Virginie Maeva Moevai, parcelle C, terre Tevariho à Faaone, P.K. 48,100, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1133-1, M. et Mme Emile Ganivet, parcelle dépendant lot B/C 1, terre Tevihonu à Afaahiti, route du Plateau de Taravao, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 juillet 2001

N° 01-839-1 MLA.AU, M. Arthur Metua et Mlle Antonina Lucas, lot B, lot 4-2b dépendant lot 4 b plan de partage terre Vaiaamea à Afaahiti, côté montagne, 3 maisons d'habitation ;

N° 01-977-1, M. Mickaël Glenn Achille Paofai, parcelle détachée lot 1, plan de partage terres Paepaeraire 2, Teupepaeraire 2 et Teripopaeraire partie à Pueu, P.K. 10,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1018-1, M. Marc Norbert Cerfontaine, lot 14, lotissement Rikitea à Afaahiti, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1020-1, M. Tevane Taupua, lot 1 dépendant parcelle D, lot 24, domaine Lucas à Faaone, P.K. 57,800, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1047-1, Mme Loyana Le Gall, lot 5A, terres Rauvau et Hopeume à Afaahiti, route du Plateau de Taravao, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

Travaux autorisés le 3 juillet 2001

N° 01-929-1 MLAAU, Mlle Francine Taupua, parcelle terre Atehiva à Teahupoo, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 5 juillet 2001

N° 01-1036-1 MLAAU, Mme Esetera Maraetefau née Rapaarii, parcelle terre Teaavaava à Toahotu, P.K. 0,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 juillet 2001

N° 99-1423-3 MLAAU, M. Immanuel Faatau, parcelle 3G, terre Farenau à Teahupoo, P.K. 15,800, côté mer, 1 maison d'habitation (prorogation) ;

N° 00-1939-2, M. Manate Vivish, parcelle cadastrée 67, section AB (propriété Vivish partie) à Toahotu, P.K. 2,800, côté mer, modification d'implantation de 2 maisons d'habitation.

Travaux autorisés le 13 juillet 2001

N° 01-903-1, M. Stéphane Lesniewicz, lot 4-123, lotissement Puunui à Vairao, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TEVA I UTA

Travaux autorisés le 5 juillet 2001

N° 01-803-1 MLAAU, Mlle Heima Lenoir, lot 4 dépendant partage terres Autara et Mataatia à Papeari, P.K. 52, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-959-1, Mme Yohana Ah Min épouse Kohumoetini, parcelle cadastrée 40, section BO (parcelle A dépendant lot 4, terre Puuonoono) à Papeari, P.K. 53,900, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1069-1, Mme Adeline Tearaimoana épouse Taimana, parcelle cadastrée 7, section BE (lot G, lot 2, terre Paiatea) à Papeari, P.K. 51,800, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 juillet 2001

N° 00-2564-2 MLAAU, Mme Tirine Maruhi épouse Taupua, lot 2A, terre Hitireia à Papeari, P.K. 51,800, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-812-1, M. et Mme Francis Leaut, parcelle lot 3, terre Puuonoono à Papeari, P.K. 53,600, côté mer, aménagement du rez-de-chaussée d'une maison d'habitation ;

N° 01-1031-1, M. Marc Tevaarauhara, parcelle cadastrée 79, section BN (parcelle C, lot 1, partie terre Atehiva-Poroura) à Papeari, P.K. 53,800, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 juillet 2001

N° 01-64-1 MLAAU, M. Pierre Ebb, parcelle cadastrée 22, section AT (lot 6, terres Tefautea et Teparepare 1 et 2) à Mataiea, P.K. 47,700, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1007-1, M. Vetearii Claude Maoni, parcelle cadastrée 45, section BN (lot 3, terre Muturea 2) à Papeari, P.K. 52,300, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1078-1, Mme Christèle Moeata Galopin, parcelle domaine Brown Petersen à Papeari, P.K. 52,700, côté mer, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE GAMBIE

Travaux autorisés le 2 juillet 2001

N° 01-783-1 MLAAU.TG, M. Jean Materouru, parcelle terre Vaipiroiro à Mangareva, Rikitea, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE HAO

Travaux autorisés le 3 juillet 2001

N° 01-134-2 MLAAU.TG, Mme Hiriata Tetu épouse Fuller, parcelle terre Temeri à Amanu, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TAKAROA

Travaux autorisés le 3 juillet 2001

N° 01-682-1 MLAAU.TG, Mme Teapehu Tinirau épouse Teahe, parcelle cadastrée 91, section E.5 (terre Magetonu), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 5 juillet 2001

N° 01-858-1 MLAAU.TG, M. Richard Ragivaru, parcelle cadastrée 91, section A5 (terre Magetonu) au secteur 2, 1 maison d'habitation ;

N° 01-859-1, Mme Faairi Huateki épouse Tahiri, parcelle cadastrée 142, section A.6 (terre Tirigoru) à Takapoto, 1 maison d'habitation ;

N° 01-892-1, Mme Manava Porutu épouse Leng Tang, parcelle cadastrée 418, section H.6 (terre Matiti 4), secteur 3, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE RANGIROA

Travaux autorisés le 3 juillet 2001

N° 01-825-5 MLAAU.TG, M. Olivier Meneau, parcelle cadastrée 41, section A.1 (parcelle terre Fanomate) à Avatoru, 1 pharmacie.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

BAMBOO CREATION
Société en nom collectif
au capital de 100.000 F CFP
Siège social : PIRAE, TAHITI
R.C. : 7.838 B
N° TAHITI : 555.102

Aux termes d'une délibération en date du 30 juin 2001, la collectivité des associés a décidé la dissolution anticipée de la société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel en conformité des dispositions statutaires et des articles 390 à 401 de la loi du 24 juillet 1966, pour cause de cessation d'activité.

Elle a nommé comme liquidateur M. Jean-Paul MARQUION, demeurant quartier Johnston, Pamatai, Tahiti, et lui a conféré les pouvoirs les plus étendus pour terminer les opérations sociales en cours, réaliser l'actif et acquitter le passif.

Le siège de la liquidation est fixé au siège social, avenue du Général-de-Gaulle à Pirae, Tahiti. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Le liquidateur.

SOCIETE OCEANIENNE
POUR LES MATERIAUX ALUMINIUM - SOMALU
Société à responsabilité limitée
au capital de 36.000.000 F CFP
Siège social : TITIORO, allée Pierre-Loté, B.P. 24 Papeete
R.C. PAPEETE N° 2.401 B
N° TAHITI : 116.889

Suivant délibération de l'assemblée générale mixte du 28 juin 2001, les associés ont décidé d'augmenter le capital d'une somme de 18.000.000 F CFP, pour le porter de 18.000.000 F CFP à 36.000.000 F CFP, par souscriptions en numéraire, et création de 1.800 parts nouvelles de 10.000 F CFP chacune, qui ont été entièrement souscrites et intégralement libérées.

En conséquence, les statuts ont été modifiés comme suit :

Ancienne mention

Le capital social est fixé à la somme de 18.000.000 F CFP. Il est divisé en 1.800 parts sociales de 10.000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 1.800, entièrement souscrites et réparties entre les associés en proportion de leurs droits.

Nouvelle mention

Le capital social est fixé à la somme de 36.000.000 F CFP. Il est divisé en 3.600 parts sociales de 10.000 F CFP chacune,

numérotées de 1 à 3.600, entièrement souscrites et réparties entre les associés en proportion de leurs droits.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,
Le représentant légal.

Cabinet de Mes Jean-Claude LOLLICHON
et Gilles GUEDIKIAN,
Avocats, 17 rue Jeanne-d'Arc,
B.P. 20238 Papeete, Tahiti, Polynésie française

Changement de régime matrimonial

Selon jugement rendu par le tribunal civil de première instance de Papeete, île de Tahiti, en date du 13 juin 2001, il appert que le tribunal statuant en matière gracieuse, contradictoirement et en premier ressort, après débats en chambre du conseil, homologue l'acte notarié en date du 20 novembre 2000 passé devant Me Philippe CLEMENCET, notaire à Papeete, aux termes duquel M. Kai-Tchung René WONG, né le 25 mai 1944 à Papeete (Tahiti - 98713), de nationalité française, fonctionnaire, Pamatai, B.P. 2747 Papeete, 98704 Faa'a et Mme Hélène CHANSY épouse WONG, née le 14 juin 1949 à Papeete (Tahiti - 98713), de nationalité française, comptable, Pamatai, B.P. 2747 Papeete, 98704 Faa'a, ont déclaré adopter le régime de la séparation de biens au lieu et place du régime de la communauté légale de biens, tel qu'il est établi par les articles 1536 à 1543 du code civil.

Pour extrait,
Me GUEDIKIAN.

CABINET D'AVOCATS LOLLICHON-GUEDIKIAN
17 rue Jeanne-d'Arc, B.P. 20238 Papeete, Tahiti,
Polynésie française

Avis de démission du cogérant

Par acte sous seing privé en date du 28 juin 2001, il a été pris acte de la démission de M. Pascal HACHECHE des fonctions de cogérant de la société à responsabilité BATIPRO, au capital de 1.000.000 F CFP, dont le siège social est au P.K. 17, Papenoo, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 7.758 B.

Me J.-C. LOLLICHON.

S.E.L.A.R.I. GIAU-LAU-JACQUET
Avocats associés, Papeete

Suivant acte sous seing privé en date du 18 juillet 2001, enregistré au bureau des hypothèques de Papeete le 20 juillet 2001, folio 131, bordereau 4.089/1, la société AQUA SAFARI,

société à responsabilité limitée dont le siège social est fixé plage de MATIRA, BORA BORA, a cédé à M. Dany LEMIRE, demeurant à BORA BORA, un fonds de commerce d'activité de plongée scaphandre avec casque, sis et exploité à BORA BORA, moyennant le prix de cinq millions de francs pacifiques (5.000.000 F CFP).

La date d'entrée en jouissance a été fixée au 18 juillet 2001.

Les oppositions seront reçues chez Me Thierry JACQUET, avocat à Papeete, exerçant angle de la rue Lagarde et de l'avenue du Général-de-Gaulle, B.P. 1415 Papeete, où il a été fait à cet fin élection de domicile. Elles devront être faites au plus tard dans les dix jours qui suivront la dernière en date des publications légales prévues.

Me Thierry JACQUET.

S.C.P. Serge VILLET - Julien CHAN

Notaires associés à Tahiti, avec résidence à Punaauia

S.N.C. TAHITI PUB ONLINE

Société en nom collectif au capital de 200.000 F CFP
Siège social : PAPEETE, TAHITI, 415, boulevard Pomare
B.P. 2642 Papeete
R.C.S. : PAPEETE n° 7.172 B - N° TAHITI : 508.689

Avis de cession

Il résulte d'un acte de cession de parts de la S.N.C. TAHITI PUB ONLINE reçu par Me Julien CHAN, notaire associé, le 19 juillet 2001, les modifications suivantes aux mentions anciennement publiées :

Ancienne mention

Associés : MM. Marcel GOURNAC, Christian MACE et Fabrice FOURMANOIR.

Nouvelle mention

Associés : MM. Marcel GOURNAC et Fabrice FOURMANOIR.

Pour avis et mention,

Me Julien CHAN, notaire associé.

KULPA & CIE

Société en nom collectif
Au capital de 1.000.000 F CFP
Siège social : TARAVAO, route du Plateau
B.P. 7.385 - 98719 Taravao
R.C.S. Papeete n° 4.671 B - N° TAHITI : 263.244

1. Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 19 juillet 2001 à Taravao, M. Richard KULPA, associé en nom, a cédé à M. James KULPA, 100 parts sociales qu'il détenait dans la société ci-dessus désignée.

Cette cession de parts entraîne les modifications suivantes par rapport à l'avis antérieurement publié :

Ancienne mention

Associés en nom : MM. James KULPA, demeurant à Taravao, lotissement PAPAROA 1, et Richard KULPA, demeurant à Taravao, lotissement PAPAROA.

Nouvelle mention

Associé en nom : M. James KULPA, demeurant à Taravao, rue BORDES.

2. M. Richard KULPA a démissionné de ses fonctions de gérant en date du 19 juillet 2001.

Ancienne mention

Associés en nom : MM. James KULPA, demeurant à Taravao, lotissement PAPAROA 1, et Richard KULPA, demeurant à Taravao, lotissement PAPAROA.

Nouvelle mention

Associé en nom : M. James KULPA, demeurant à Taravao, rue BORDES.

3. L'associé unique, M. James KULPA, a décidé en date du 19 juillet 2001 de transformer la société en nom collectif en société à responsabilité limitée.

Les statuts de la société ont été modifiés en conséquence.

Pour avis,

Le représentant légal.

ANNONCES DIVERSES

FEDERATION TAHITIENNE DE SPORTS SUBAQUATIQUES DE COMPETITION

Modification du bureau

M. MEITAI Philippe assure la fonction de président en remplacement de M. NANAI Francis, démissionnaire.

Modification de statuts

Les statuts ont été corrigés.

ASSOCIATION TE HEI PUA KEKAA O MIOI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (18 mai 2001)

Présidente	: TAATA Marie-Antoinette
Vice-présidente	: TIMAU Jeanne
Secrétaire	: TEIKIPUPUNI Yvane
Secrétaire adjointe	: ANIAMIOI-BARSINAS Valérie
Trésorière	: BARSINAS Marie
Trésorière adjointe	: MAHAA Céline

FEDERATION TAHITIENNE DE HANDBALL

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: FARAHEI Vetea
Vice-présidents	: TAOFIFENUA Mickael TOOFA Gérald
Secrétaire	: ANANIA Robert
Secrétaire adjoint	: STRAPELIAS Gilles
Trésorier	: TAVITA Heimanu
Trésorière adjointe	: ROOPINIA Mihimana

ASSOCIATION SPORTIVE FAA'A HANDBALL**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(31 mai 2001)

Président	: LO TAI André
Vice-président	: FARAHEI Vetea
Secrétaire	: TEAUROA Puna
Secrétaire adjoint	: TUPEA Norbert
Trésorière	: FARAHEI Julia
Trésorier adjoint	: TAVITA Heimanu

**ASSOCIATION DES PROPRIETAIRES
DU LOTISSEMENT DU PIC ROUGE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(17 mai 2001)

Président	: HAUMANI Murvyn
Vice-président	: DESCLAUX Raymond
Secrétaire	: DANGUIAT Nathalie
Trésorière	: ARON Laneigh

**SYNDICAT DES PECHEES PROFESSIONNELLES
DE HAUTE MER DE POLYNESIE FRANÇAISE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(2 juillet 2001)

Présidents d'honneur	: ELLACOTT Warren VERNAUDON Paul
Président	: MAAMAATUAIAHUTAPU Henri
Vice-présidents	: PERE Richard TETUANUI Gaston
Secrétaire	: VAN CAM Ralph
Secrétaire adjoint	: HOPUARE Raymond
Trésorier	: BUTSCHER Henri
Trésorier adjoint	: CHING Francis

ASSOCIATION TAMA NUI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(25 mai 2001)

Président	: CHATER Driss
Vice-président	: SCHAEFFER Philippe
Secrétaire	: JOURDAN Simone
Secrétaire adjoint	: FERRAND Gilbert
Trésorier	: BENNETT Guy
Trésorière adjointe	: SALMON Mathilda

ASSOCIATION SAMOURAI TAHITI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(25 juin 2001)

Président	: MUTLU Michel
Vice-président	: ROIHAU André
Secrétaire	: TERAÎ Charlotte
Secrétaire adjointe	: SOEHNLEN Marie
Trésorier	: LALLEMANT Hervé
Trésorier adjoint	: GUEGAN Romain

ASSOCIATION ARTISANALE VAHINE TINI HAU NO PIRAE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(7 février 2001)

Présidente	: TEIO Miriama
Vice-présidente	: HUNTER Denise
Secrétaire	: TETUA Tiare
Secrétaire adjointe	: TEHAHE Yvonne
Trésorière	: TEFAATAU Louisiana
Trésorière adjointe	: TEIO Christina

**ASSOCIATION LA JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE
DE TAHITI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(28 juin 2001)

Président	: MICHEL Pascal
Vice-président intérieur	: BONNAMY Eric
Vice-présidente extérieur	: ROUSSELOT Stéphanie
Vice-président formation	: MARTIN Gwénaél
Secrétaire	: ROUGET Alice
Trésorière	: CARADEC Moana
Assistant spécial	: PEDEBIDOU Luc
Past-président	: POMMIER Tamatoa

ASSOCIATION SPORTIVE TEPARIMA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(7 mai 2001)

Président	: RIARIA Freddy
Vice-président	: BEA Luc
Secrétaire	: TUANUA Chantal
Secrétaire adjointe	: TEIPOARII Annette
Trésorière	: VIRIAMU Yolande
Trésorière adjointe	: FARAIRE Moea

ASSOCIATION SPORTIVE TIARE TAINA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(9 mai 2001)

Président	: ANGIA Maurei
Vice-président	: MOETERAURI Tepuaomahu
Secrétaire	: PUKOKI Hinerava
Secrétaire adjointe	: NATIKI Nina
Trésorier	: FARAIRE Alain
Trésorier adjoint	: FARAIRE Heimana

ASSOCIATION SPORTIVE TEVAITAU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(9 mai 2001)

Président	: LEDARD Richard
Vice-président	: MIQUEL Philippe
Secrétaire	: MAKE Katirina
Secrétaire adjoint	: TEROOATEA Mererai
Trésorier	: FARAIRE Teni
Trésorier adjoint	: MAKE Kréma

ASSOCIATION SPORTIVE TE VAIPIRI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(9 mai 2001)

Président	: LEDARD Richard
Vice-président	: MIQUEL Philippe
Secrétaire	: MAKE Katirina
Secrétaire adjoint	: TEROOATEA Mererai
Trésorier	: FARAIRE Teni
Trésorier adjoint	: MAKE Kréma

**ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE
DU SACRE-CŒUR DE TARAVAO****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(14 juin 2001)

Président	: CELTON Alain
Secrétaire	: SPITERI Jean-Marie
Trésorier	: BERNADINO Christel
Membres	: PETIT Brigitte LECLEACH Frédérique FAARUIA Teata

**COMITE ORGANISATEUR DES 10E CHAMPIONNATS
DU MONDE DE VITESSE DE VA'A****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(2 mai 2001)

Président	: VILLIERME Charles
Vice-présidents	: DOOM Tumoana TEENA René
Secrétaire	: LAILLE Michel
Secrétaire adjoint	: LANTEIRES Freddy
Trésorier	: TOREA Erwin
Trésorier adjoint	: EBB Mario
Assesseur	: ALPHA Teariioteanoa

ASSOCIATION SPORTIVE POUMOE PAREA**MODIFICATION DU BUREAU :**
(26 mai 2001)

Secrétaire	: TEAUNA Maire
Assesseur	: TEMAIANA Nestor

COMITE DE SUIVI MORUROA E TATOU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(14 juin 2001)

Président	: OLDHAM Roland
Vice-président	: MARAEA Taaroanui
Secrétaire-coordonateur	: DOOM John Taroanui
Trésorier	: HOIORE Joël Here

AMICALE DES MATERSOINS**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(14 juin 2001)

Président	: ARRUEBO Philippe
Secrétaire	: PONS Dominique
Trésorier	: VEDEL Stéphane

ASSOCIATION SPORTIVE FANGATAU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(22 mai 2001)

Président	: TEPEHU Michel
Vice-président	: MAPU François
Secrétaire	: MAUORE André
Secrétaire adjointe	: TEHEI Elisa
Trésorier	: TEHEI Mote
Trésorier adjoint	: TOUATINI Pierre

KARATE CLUB TAHITI PIRAE (K.C.T.P.)*(Récépissé n° 7219 DRCL du 16 juillet 2001)***Extraits de statuts**

L'association KARATE CLUB TAHITI PIRAE (K.C.T.P.) a pour objet de satisfaire la pratique du karaté et arts mariaux affinitaires sur Tahiti.

Elle a son siège à l'immeuble Young Loc n° 1, Princesse-Heiata, Pirae, Tahiti.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: ROCH Rémy
Vice-présidente	: GUERLAIN Tatiana
Secrétaire	: ROCH Anne
Trésorière	: LAU Lyvonne

**ASSOCIATION DES LOCATAIRES
DU LOTISSEMENT TENIUPUPURE***(Récépissé n° 7112 DRCL du 12 juillet 2001)***Extraits de statuts**

Il a été fondé entre les soussignés et toutes les personnes qui adhéreront aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et ses textes d'application ayant pour dénomination ASSOCIATION DES LOCATAIRES DU LOTISSEMENT TENIUPUPURE.

La présente association a pour objet d'instaurer un règlement relatif au lotissement Teniupupure, et notamment concernant les plantations effectuées par les locataires, les nuisances sonores, la possession d'animaux domestiques ; d'assurer la défense des intérêts des locataires jouissant d'un logement au sein dudit lotissement ; de prêter assistance en toutes circonstances aux personnes en difficulté.

Le siège de l'association est fixé à Pirae, rue Afarerii, au siège de l'O.P.H.

La durée de l'association est indéterminée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MAURIRERE Julien
Vice-présidente	: MARAMA Lora
Secrétaire	: TEAVE Catherine
Secrétaire adjoint	: FAATUARAI Wilfrid
Trésorière	: ROOMATAAROA Andréa
Trésorier adjoint	: RAPAE Pierre
Assesseurs	: BUCHIN Louana TUTERARII Puapei TUAHU Landry TEAHUTAPU Miriama

ASSOCIATION ARTISANALE RAREAPO
(Récépissé n° 7217 DRCL du 17 juillet 2001)

Extraits de statuts

Il est constitué le 8 juillet 2001 entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901. Elle prend le nom de ASSOCIATION ARTISANALE RAREAPO.

Elle pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Amaru, Rimatara :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Rimatara, Motuaura, Amaru.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAHARIA Xavier
Secrétaire	: UTIA Mira
Trésorier	: UTIA Dimitri

ASSOCIATION FETIA NUI NO PAPEETE
(Récépissé n° 6620 DRCL du 28 juin 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 13 juin 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour nom ASSOCIATION FETIA NUI NO PAPEETE.

Elle a pour objet :

- de promouvoir la vie de quartier dans la solidarité ;
- de proposer et de gérer (directement ou en participation) toute action à caractère éducatif, culturel, sportif, social ou autre, destinée à contribuer au bien-être des habitants de Papeete ;
- d'organiser des animations de quartiers (kermesse, concours, marché aux puces...) ;
- de traiter des questions relatives au cadre de vie, à la gestion de l'espace, à l'animation culturelle, à la sécurité à la propreté et l'embellissement des quartiers de la ville de Papeete ;
- de faciliter les rapports entre les membres et les autorités dont relève la gestion de la ville ;
- de développer la démocratie de proximité, par le biais de comités de quartier et de groupes de travail ;

- d'assurer la représentation des membres de l'association dans les conseils et organismes officiels existants et dans les structures de collectivités ou d'associations ;
- de rechercher par tout moyen un développement économique, social et culturel pour Papeete ;
- de lancer tout appel de fonds publics ou privés pour la réalisation de ses objectifs.

Son siège social est fixé à Papeete, rue des Poilus-Tahitiens, quartier Buillard, B.P. 9153, 98715 Motu Uta, Papeete, Tahiti. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: VANIZETTE Marie-Laure
Vice-présidents	: PIHAATAE Claire TETUANUI André THORY Wilfrid QUI Fleurette
Secrétaire	: BUIILLARD Albert
Secrétaire adjointe	: GEROS ANAHOA Winta
Trésorier	: SARCIAUX Aldo
Trésorière adjointe	: NAEHU Tiare

ASSOCIATION TE UI MARAMA NO PAOPAO
(Récépissé n° 7376 DRCL du 19 juillet 2001)

Extraits de statuts

Il est créé le 9 juillet 2001, une association de tous âges, d'éducation populaire et de loisirs dénommée "TE UI MARAMA NO PAOPAO". Elle est régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

Elle a pour but :

- de prévenir et de diminuer les problèmes d'adaptation sociale de la population ;
- de favoriser les relations entre les jeunes et les adultes qui les entourent ;
- d'inciter la population à la participation active au fonctionnement de l'association ;
- d'informer et de documenter, tant les jeunes que les adultes des problèmes qui les concernent ;
- de mettre en place des structures d'accueil, de formation en continue ou d'informations pour la population (jeunes, femmes, 3e âge) ;
- de mettre en place toutes actions à caractère économique en faveur de la population (pêche, artisanat, agriculture, entreprises, etc.) dans un but d'insertion ou de réinsertion sociale et professionnelle ;
- d'établir des liens avec les services, les organismes, associations et établissements ayant une action éducative, sociale, culturelle ou d'animation auprès de la population ;
- de participer à toutes manifestations sportive et autres.

Son siège social est fixé à Paopao, B.P. 27 Maharepa. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur décision du bureau, ratifiée en assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: ANEI Lydia
	DURIETZ Aroma
Président	: SOULLIER Angélo
Vice-présidents	: JUBELY Omer
	ALOE Yolande
Secrétaire	: BARFF Soraya
Secrétaires adjoints	: OLANDA Louis
	PERRY Vaiata
Trésorière	: HARING Karine
Trésoriers adjointes	: LOWGREEN Victorine
	TAVAITAI Mareva

ASSOCIATION DES JEUNES ADVENTISTES DE PAEA EN ACTION OU J.A.P.A.*(Récépissé n° 7379 DRCL du 20 juillet 2001)***Extraits de statuts**

Il est fondé le 16 juin 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre JEUNES ADVENTISTES DE PAEA EN ACTION OU J.A.P.A.

Elle a pour objet :

- d'annoncer le message adventiste à travers les jeunes ;
- d'organiser des activités pédagogiques et ludiques pour les jeunes de tous horizons ;
- de favoriser des rencontres entre églises ;
- de protéger et d'aider les jeunes en difficulté.

Son siège social est fixé à l'église adventiste de Paea, P.K. 24,800, côté montagne. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: HUNTER Wilson
Vice-président	: HOLMAN Bruno
Secrétaire	: BENNETT Irène
Trésorier	: HONOURA Gabriel
Trésorière adjointe	: TAKARARO Welma
Assesseurs	: TAU Timéri
	MAIHUTI Augustin

ASSOCIATION TE MAU RIMA OHIPA NO TE FARE OIRE NO PAPEETE*(Récépissé n° 5495 DRCL du 3 juillet 2001)***Extraits de statuts**

Il est fondé le 24 avril 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association dénommée TE MAU RIMA OHIPA NO TE OIRE NO PAPEETE, régie par la loi du 1er juillet 1901 et son décret d'application du 16 août 1901.

Elle a pour but le rapprochement de tous les personnels de la commune de Papeete, ainsi que de leur famille, afin de mieux se connaître et de développer leurs liens amicaux, familiaux, d'entraide et leur bien-être. Ce rapprochement sera permis par l'organisation de loisirs, d'activités sportives,

culturelles et sociales (centre aéré, sorties piscine, randonnées, tombola, voyages, etc.) au bénéfice des personnels membres et de leur famille.

Son siège social est fixé à la mairie de Papeete, B.P. 106 Papeete. Il pourra être transféré par décision du conseil d'administration après approbation de ce transfert par l'assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: CLARK Jean-Claude
	MAONI Charles
Président	: BONNO Pierre
Vice-président	: BUCHIN Jo
Secrétaire	: TAPUTU Clara
Secrétaire adjointe	: TEARIKI Hélène
Trésorier	: TEMORERE Gaby
Trésorière adjointe	: HATETE Titaina

DISTRICT DE FOOTBALL DE RAPA*(Récépissé n° 6757 DRCL du 3 juillet 2001)***Extraits de statuts**

L'association qui fait l'objet des présents statuts prend à compter de ce jour la dénomination de DISTRICT DE FOOTBALL DE RAPA.

Elle a pour but, dans le respect des statuts et règlements de la Fédération tahitienne de football :

- d'organiser, de développer et de contrôler la pratique du football ;
- de créer des liens culturels, administratifs et moraux entre elle-même et ses associations ;
- d'entretenir tous rapports avec la Fédération tahitienne de football et tous autres groupements affiliés ou reconnus par cette dernière et avec les pouvoirs publics.

Son siège social est fixé à Ahurei, Rapa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MIQUEL Philippe
Secrétaire	: MOETERAURI Tepuaomahu
Trésorier	: BEA Rani

DISTRICT DE VOLLEY-BALL DE RAPA*(Récépissé n° 6758 DRCL du 3 juillet 2001)***Extraits de statuts**

L'association qui fait l'objet des présents statuts prend à compter de ce jour la dénomination de DISTRICT DE VOLLEY-BALL DE RAPA.

Elle a pour but, dans le respect des statuts et règlements de la Fédération tahitienne de volley-ball :

- d'organiser, de développer et de contrôler la pratique du volley-ball ;

- de créer des liens culturels, administratifs et moraux entre elle-même et ses associations ;
- d'entretenir tous rapports avec la Fédération tahitienne de volley-ball et tous autres groupements affiliés ou reconnus par cette dernière et avec les pouvoirs publics.

Son siège social est fixé à Ahurei, Rapa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TEIPOARII Annette
Secrétaire	: PUKOKI Hinerava
Trésorier	: RIARIA Charlie

TAATIRA'A A TE MAU VAHINE GANANUI

(Récépissé n° 6819 DRCL du 5 juillet 2001)

Extraits de statuts

Il a été créé le 5 mai 2001, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour titre TAATIRA'A A TE MAU VAHINE GANANUI.

Elle a pour but :

- de promouvoir l'artisanat sur l'île de Anaa ;
- d'organiser et de mettre en place des activités de formation au niveau de l'artisanat en faveur des femmes ;
- d'aider les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- de lutter contre la concurrence des produits d'importation.

Son siège social est fixé à Anaa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: TAUTU Sabine
Vice-présidente	: MAUATI Georgina
Secrétaire	: WILLIAMS Apollina
Secrétaire adjointe	: TEAKU Maria
Trésorière	: PUUPUU Alexandrine
Trésorière adjointe	: TOKORAGI Amélie
Assesseur	: WILLIAMS Aimée

ASSOCIATION MOTU TOREA

(Récépissé n° 7308 DRCL du 17 juillet 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 18 mai 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre ASSOCIATION MOTU TOREA.

Elle a pour objet :

- de protéger et de promouvoir ses intérêts ;
- de contribuer aux objectifs fixés par les compétences de chaque membre ;
- de réunir, d'informer et d'aider ses membres et adhérents ;
- d'organiser des tournois avec d'autres associations bingo ;
- d'organiser des sorties entre les membres adhérents et les sympathisants.

Son siège social est fixé à Papetoai, Moorea, P.K. 22, côté montagne, chez la présidente. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: PATER Iris
Vice-présidente	: TERAITURI Jacqueline
Secrétaire	: CHEVRIER-GERMAIN Virginia
Secrétaire adjoint	: TEFAAFANA Jean
Trésorière	: OLDHAM Poema
Trésorier adjoint	: TEIHOTAATA Léonce

ASSOCIATION RAIA

(Récépissé n° 7310 DRCL du 18 juillet 2001)

Extraits de statuts

Il est formé le 30 juin 2001 en Polynésie française, dans la commune de Moorea-Maiao, entre les personnes adhérant aux présents statuts et remplissant les conditions indiquées ci-après, une association déclarée et régie sous la loi du 1er juillet 1901 qui prend le nom de ASSOCIATION RAIA.

Elle a pour objet principal de récolter des fonds pour subvenir aux dépenses engendrées par le partage des terres et des travaux annexes (conduite d'eau, câbles téléphoniques, construction d'un pont...). En outre, ces fonds pourront y servir aux frais de sorties récréatives familiales et à certains projets familiaux. Elle s'interdit toutes actions ou discussions à matière politique et tendance de ce genre, et demeure neutre sur tout différend présentant un caractère à titre confessionnel ou religieux.

Son siège social est fixé dans la commune de Afareaitu, lieudit Maatea, au P.K. 14,200 côté mer. Il peut être transféré en tout autre lieu par décision du bureau exécutif.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: BROTHERS Emélia
Secrétaire	: VAHIRUA Josélito
Trésorière	: TRAMIER Georgette
Trésorière adjointe	: VAHIRUA Jean-Yves
Commissaires aux comptes	: VAHIRUA Georges ARNAUD Georgina
Membres	: VAHIRUA Georges VAHIRUA Emélia

ASSOCIATION MORUROA E TATOU

(Récépissé n° 7393 DRCL du 20 juillet 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 17 juillet 2001, entre les soussignés et toutes les personnes qui adhéreront aux présents statuts, une association des anciens travailleurs de Moruroa et leurs familles, régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre MORUROA E TATOU.

Elle a pour objet d'obtenir par tous les moyens légaux à sa disposition, le droit à l'information sur les conséquences de la participation aux programmes d'essais nucléaires sur la

santé, le droit d'accès aux dossiers radiologiques et médicaux, le droit à pension, à indemnisation et aux soins.

Pour atteindre ces objectifs, l'association se donne pour missions :

- de rassembler l'information disponible ;
- d'informer les membres de l'association de leurs droits et l'opinion publique de l'état de la question ;
- d'intervenir auprès des autorités administratives et des juridictions territoriales, françaises et européennes compétentes et de soutenir la cause de ses membres qui le désirent.

Pour assurer sa mission dans les meilleures conditions, l'association Moruroa e Tatou sollicitera l'aide de juristes, de scientifiques, de médecins et de journalistes prêts à lui apporter leur concours.

Son siège social est fixé dans les locaux de l'Eglise évangélique de Polynésie française, 403, boulevard Pomare à Papeete. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est fixée à 99 ans, elle se poursuivra au-delà du terme par tacite reconduction jusqu'à accomplissement de l'objet pour lequel elle a été créée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: OLDHAM Roland
Vice-président	: MARAEA Taaroanui
Secrétaire	: DOOM John Taroanui
Trésorier	: HOIORE Joël Here

ASSOCIATION TE REO NO TE TAMA NO TUHAAPAE

(Récépissé n° 7395 DRCL du 20 juillet 2001)

Extraits de statuts

L'association TE REO NO TE TAMA NO TUHAAPAE, fondée le 27 juin 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et ses textes d'application.

Elle a pour objet d'aider les lycéens de l'archipel par :

- un travail de fond dans la famille ;
- l'intégration au niveau des correspondants ;
- l'orientation des jeunes ;
- trouver des alternatives pendant les longues et les petites vacances par des activités socioéducatifs ;
- mobiliser les parents, les correspondants et les jeunes ;
- l'information.

Son siège social est fixé à Mataura, Tubuai. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: TAHIATA Chantal
	: TEINAURI Léonie
Président	: DOOM Wilson
Vice-président	: MOORIA Moorria
Secrétaire	: HAUATA Bella
Secrétaire adjointe	: PARAU Silifu
Trésorier	: VIRIAMU Joseph
Trésorière adjointe	: TEINAORE Victorine

ASSOCIATION FAMILIALE TAPUNUI A TEHUIOTOA

(Récépissé n° 5672 DRCL du 17 juillet 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 24 mai 2001, une association familiale régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée TAPUNUI A TEHUIOTOA.

Elle a pour objet de regrouper et de resserrer les liens familiaux, de recueillir tous les documents concernant le domaine foncier de la famille, de s'opposer à tout transfert immobilier de propriétés au profit de ressortissants non originaires du territoire, d'engager toutes actions pour faire aboutir les revendications concernant leur patrimoine, de défendre et de protéger les biens familiaux, d'avoir son identité juridique et familiale.

Son siège social est fixé rue Tihoni-Tefaatau, quartier Hart, Pirae, 98716 ou B.P. 50.443 Pirae, 98716, téléphone 43.99.18 ou 45.14.03 au domicile du vice-président, M. Etienne TEHUIOTOA, entrepreneur retraité. Il peut être transféré par simple décision du bureau directeur qui en demande ratification à la prochaine assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: GUILLO Fatarii
Vice-président	: TEHUIOTOA Etienne
Secrétaire	: CHAPMAN Ivana Kosette
Secrétaire adjointe	: METUAREA Eliane
Trésorière	: PIHAATAE Mélina
Trésorière adjointe	: TAAROA Lydia

LOTO NATIONAL

AVIS RELATIF AU 2e TIRAGE DU LOTO N° 60 DU SAMEDI 28 JUILLET 2001

Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du loto n° 60 du samedi 28 juillet 2001 un gain total minimum de 477.326.205 F CFP net du prélèvement légal.

Les sommes éventuellement nécessaires à cet effet seront prélevées pour leur montant brut du prélèvement légal, tout d'abord à hauteur de 141.897.653 F CFP sur les sommes non attribuées en raison de l'absence de gagnant de premier rang lors de deuxième tirages antérieurs et placées dans le fonds de report et de réserve, et ensuite, s'il y a lieu, par tranches de 1.819.200 F CFP sur ledit fonds, en application de l'article 9 du règlement.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2001.

Pour le président-directeur général
de La Française des Jeux,
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.

Le président
de La Pacifique des Jeux,
Roland de VILLEPIN.

Par délégation :

Le directeur de l'administration générale,
Patrick-Louis HUBERT.

LOTO NATIONAL N° 57

Premier tirage du mercredi 18 juillet 2001 :

9 13 21 25 29 43

Numéro complémentaire : 42

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	3	33.258.472
5 bons numéros et numéro complémentaire....	5	2.046.790
5 bons numéros.....	479	75.133
4 bons numéros et numéro complémentaire....	748	3.892
4 bons numéros.....	22.842	1.946
3 bons numéros et numéro complémentaire....	21.827	436
3 bons numéros.....	372.653	228

Deuxième tirage du mercredi 18 juillet 2001 :

5 17 23 29 40 48

Numéro complémentaire : 36

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	<i>Pas de gagnants</i>	
5 bons numéros et numéro complémentaire....	21	494.915
5 bons numéros.....	348	102.785
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.231	5.348
4 bons numéros.....	15.286	2.674
3 bons numéros et numéro complémentaire....	22.747	582
3 bons numéros.....	282.000	291

N° JOKER : 9 2 4 0 6 0 3**LOTO NATIONAL N° 58**

Premier tirage du samedi 21 juillet 2001 :

3 9 10 17 29 41

Numéro complémentaire : 6

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	54.421.037
5 bons numéros et numéro complémentaire....	15	756.608
5 bons numéros.....	487	80.954
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.571	3.856
4 bons numéros.....	23.766	1.928
3 bons numéros et numéro complémentaire....	40.367	436
3 bons numéros.....	395.489	218

Deuxième tirage du samedi 21 juillet 2001 :

3 23 25 37 43 47

Numéro complémentaire : 40

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	232.840.782
5 bons numéros et numéro complémentaire....	7	1.616.183
5 bons numéros.....	398	98.691
4 bons numéros et numéro complémentaire....	648	4.948
4 bons numéros.....	19.661	2.474
3 bons numéros et numéro complémentaire....	18.708	544
3 bons numéros.....	328.728	272

N° JOKER : 8 5 2 8 6 5 9**KENO**

Numéro Jackpot 3 72 31 69				Numéro Jackpot 8 02 47 64				Numéro Jackpot 4 27 81 50			
Lundi 16/07/2001				Mardi 17/07/2001				Mercredi 18/07/2001			
4	7	10	17	6	7	10	13	1	4	8	21
18	23	29	30	14	16	19	24	24	29	30	37
35	36	37	38	29	30	31	36	42	44	45	47
43	45	49	53	43	49	52	54	49	51	56	58
61	62	64	67	56	57	61	66	62	63	65	68

Numéro Jackpot 2 05 88 78				Numéro Jackpot 4 23 48 80				Numéro Jackpot 9 61 41 06				Numéro Jackpot 6 20 25 33			
Jeudi 19/07/2001				Vendredi 20/07/2001				Samedi 21/07/2001				Dimanche 22/07/2001			
4	6	15	18	9	10	16	17	5	9	11	18	2	3	4	6
22	28	29	30	21	22	23	24	19	20	21	22	8	9	11	15
33	34	41	43	27	29	30	33	23	24	25	30	16	18	22	27
44	51	53	55	35	42	44	51	32	35	37	38	42	44	46	50
60	63	64	67	61	62	63	66	45	47	59	69	51	64	65	69